

---

# Financement de l'éducation dans les pays en développement

Conclusions de recherche  
et contexte actuel

---

Ernesto Schiefelbein

IDRC-TS

38<sub>f</sub>



# Financement de l'éducation dans les pays en développement :

Conclusions de recherche et contexte actuel

Ernesto Schiefelbein

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement; il concentre son activité dans cinq secteurs : agriculture, alimentation et nutrition; information; santé; sciences sociales; et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

© Centre de recherches pour le développement international 1983  
Adresse postale : B.P. 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9  
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

Schiefelbein, E.

IDRC-TS38f

Financement de l'éducation dans les pays en développement : conclusions de recherche et contexte actuel. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 168 p. : ill.

/Financement de l'éducation/, /coût de l'éducation/, /budget de l'éducation/, /pays en développement/ - /recherche pédagogique/, /affectation des ressources/, /enseignement public/, /enseignement supérieur/, /participation des étudiants/, /résultats de recherche/, /participation de l'État/, /demande/, /statistiques de l'éducation/, /tableaux statistiques/.

CDU: 370.014.543

ISBN: 0-88936-349-8

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English.

## REMERCIEMENTS

L'idée du Groupe consultatif d'examen de la recherche (RRAG) d'entreprendre une étude touchant les coûts et le financement de l'éducation a tout d'abord été exprimée dans Education research priorities: a collective view (Centre de recherches pour le développement international, IDRC-068e, 1976). Ce type d'étude est d'autant plus urgent de nos jours, surtout dans les pays en développement. En janvier 1980, au cours d'une réunion tenue en Jamaïque, le Comité de direction du Groupe d'examen a recommandé que l'on donne à cette étude la priorité dans la phase actuelle de son programme de travail.

Le Groupe a demandé que l'étude soit consacrée aux conclusions de recherche disponibles et à leur relation, ou à leurs possibilités de relation avec le contexte actuel de financement de l'éducation dans les pays en développement. Par conséquent, cette étude comporte un examen de la recherche et un examen des conclusions, ce dernier étant nécessaire, compte tenu des tendances économiques actuelles et de la diminution des fonds consacrés à l'éducation.

La documentation a été réunie grâce à la collaboration du réseau du Groupe d'examen. Susanne Mowat a prêté son précieux concours à toutes les phases du projet. Joseph P. Farrell de l'Institut de recherche pédagogique de l'Ontario (OISE) a apporté son aide à l'auteur et a recommandé Manuel Sepúlveda pour dresser une bibliographie à Toronto et réunir des documents du Educational Resources Information Center (ERIC) à ce sujet. María Clara Grossi et Andrés Schiefelbein ont accompli un travail similaire dans les bibliothèques de Santiago et à l'aide du système de Resúmenes Analíticos en Educación (RAE). Hans G. Schutze a transmis des documents pertinents de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La Corporación de Promoción Universitaria a organisé un colloque pour discuter des modèles financiers; les mécanismes financiers ont été étudiés au cours d'une autre réunion. Un rapport d'avancement des travaux a été distribué aux membres du RRAG; les suggestions d'Anil Bordia, Wadi Haddad, Noel McGinn, Robert Myers, Issa Omari, Pote Sapianchai et Setijadi ont été très utiles. Daniel Morales-Gómez a obtenu un imprimé d'ordinateur de la bibliothèque du CRDI d'Ottawa, tandis que Aida Furtado a pu en obtenir un autre des fichiers informatiques de l'Unesco-IBEDOC. Les listes de volumes de références fournies par Anil Bordia de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE), par Ulrich Gehrke du Centre de documentation régional de la German Overseas Institute et par Ruth Schlette de la German Foundation for International Development, Division d'éducation, science et documentation, ont permis de réunir des documents qui ont été analysés dans une seconde version. Ce dernier document a ensuite été distribué à un groupe de spécialistes; Daniel Morales-Gómez, Claude Tibi, David Woodward et Mary Jean Bowman ont fourni des commentaires et des suggestions pour la préparation de la version définitive.

## TABLE DES MATIÈRES

PROBLÈMES DU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION .....	5
Propagation de la demande d'éducation .....	6
Implication croissante du gouvernement dans l'éducation .....	7
Intérêt croissant pour le rendement .....	9
Mécanismes financiers servant d'instruments décisionnaires .....	12
PROPOSITIONS ET JUGEMENTS .....	13
Égalité par le biais des taxes et des impôts .....	13
L'enseignement gratuit : avantage pour les pauvres ou les riches?..	13
Le financement en vue de l'efficacité .....	15
Le financement en vue de l'égalité .....	15
Le financement en vue de la diversité .....	16
La recherche de nouvelles sources .....	18
IDENTIFICATION DES RECHERCHES DISPONIBLES .....	19
Éducation, recherche et financement .....	19
Conception de l'étude .....	19
LEÇONS À TIRER DE LA CONCEPTION DE L'ÉTUDE .....	25
Le processus de recherche par région .....	25
Principaux sujets étudiés.....	25
Tendances de la recherche dans le financement de l'éducation .....	26
LEÇONS À TIRER DES RÉSULTATS DE RECHERCHE .....	29
Évaluation du milieu.....	29
Évaluation des ressources .....	30
Évaluation des procédés financiers .....	39
Évaluation des retombées immédiates .....	40
Évaluation des effets à long terme .....	42
LACUNES DE LA RECHERCHE ET SUGGESTIONS .....	51
BIBLIOGRAPHIE .....	55
ANNEXE : STATISTIQUES .....	151



## PROBLÈMES DU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Les pays en développement font face à une demande sans cesse croissante pour une éducation plus accessible et améliorée. Une meilleure qualité et l'égalité au sein du système d'éducation exigent un financement adéquat et on exerce toujours des pressions pour obtenir des ressources additionnelles dans ce secteur.

De 1960 à 1977, le pourcentage du produit national brut (PNB) consacré à l'éducation s'est accru de 60 % et le taux d'augmentation dans les pays en développement a été plus élevé que dans les pays industrialisés (tableau 1). Ces derniers ont cependant consacré à l'éducation une plus grande fraction du PNB que les pays en développement. Au cours de la même période, les dépenses publiques d'éducation, en termes de pourcentage du budget national, se sont accrues. Ce taux d'accroissement et les pressions exercées pour accélérer la croissance peuvent expliquer l'opinion répandue selon laquelle le problème fondamental réside dans le niveau de financement.

Tableau 1. Dépenses publiques d'éducation en termes de pourcentage du produit national brut (PNB) et du budget national, 1960 à 1977.

	% du PNB		% du budget national	
	Pays industrialisés	Pays en développement	Pays industrialisés	Pays en développement
1960	4,0	2,3	11,3	11,7
1965	5,2	3,0	15,2	13,1
1970	5,7	3,4	16,1	13,8
1974	5,7	3,9	15,6	15,1
1977	6,4	4,1	21,3	16,3

Adapté de : Banque mondiale 1981.

L'augmentation des ressources allouées à l'éducation a incité les technocrates et les administrateurs à accorder plus d'attention aux sources de financement. On observe une reprise des discussions sur la responsabilité du financement des services d'éducation (Coleman 1981). Les affrontements opposant l'enseignement public à l'enseignement privé se poursuivent depuis la création des États. La possibilité de prévoir les résultats à long terme, d'obtenir des données pertinentes et de contourner les imperfections du marché qui pourraient empêcher les plus démunis de faire des choix qui tiennent compte des coûts sociaux et des avantages véritables, constitue un argument légitime ou du moins plausible en faveur de l'enseignement public (Johnson 1973:232). La plupart des efforts récents fournis dans les pays en développement sont l'oeuvre des gouvernements. Bien que les pourcentages apparaissant au Tableau 1 comportent des écarts importants, on peut en déduire que toute augmentation dans les dépenses publiques d'éducation pourrait entraîner, dans un avenir rapproché, une réduction des fonds versés aux autres secteurs à moins que le gouvernement n'augmente la part du PNB consacrée à l'éducation ou n'obtienne les sommes additionnelles de sources privées.

Une meilleure efficacité à atteindre les objectifs amène une réduction de la demande pour des fonds plus importants. Certains groupes soutiennent que les buts devraient être modifiés étant donné les discriminations associées aux allocations existantes (envers les populations rurales ou désavantagées, l'enseignement primaire, les femmes ou les minorités). À leur avis, l'efficacité est fonction de nouveaux buts, soit l'utilisation

des ressources disponibles pour parvenir à de meilleures fins. Certains groupes s'intéressent aux répercussions de la redistribution des dépenses publiques, d'autres comparent l'efficacité du système d'enseignement public avec les initiatives privées. Un tel examen des institutions d'enseignement et de leur rôle se reflète dans le nombre accru de réformes proposées dans ce domaine à travers le monde.

La recherche de méthodes d'enseignement plus efficaces et les efforts visant l'égalité des chances ont conduit à une prise de conscience de l'utilisation des mécanismes financiers comme méthode d'orientation. Un grand nombre d'études récentes ont porté sur les choix d'investissement (Simmons 1974). Les discussions sont toutefois limitées, parce que les décisions en matière de finances ont des répercussions complexes et parce que les interrelations et les niveaux d'activités efficaces des établissements d'enseignement font l'objet de multiples hypothèses. Les stratégies de financement peuvent toucher non seulement celui qui paie et celui qui reçoit de l'éducation, mais également les facteurs utilisés dans le processus et l'efficacité des activités.

Enseignement et finances sont des notions utilisées ici dans leur acception la plus large. Par enseignement, on entend l'enseignement formel et informel. Les finances comprennent les sources et la gestion des fonds ainsi que le processus de dépense et d'utilisation des fonds. Les définitions opérationnelles des deux notions sont présentées dans les autres sections de la présente étude. Dans les pages qui suivent, quatre possibilités de financement de l'éducation sont étudiées en détail : le niveau de financement, les sources de financement, l'efficacité et les mécanismes financiers. Cinq types de solutions sont présentés dans le deuxième chapitre. L'état des recherches est décrit et les avantages et désavantages des mécanismes particuliers font l'objet des chapitres suivants. Le dernier chapitre de l'étude souligne les lacunes des recherches sur le financement de l'éducation.

#### Propagation de la demande d'éducation

Plusieurs facteurs semblent se renforcer mutuellement pour générer une demande constante en vue d'un enseignement meilleur et plus accessible. Bien que chaque pays possède des caractéristiques particulières, des facteurs semblables contribuent à faire augmenter la demande.

En règle générale, les personnes plus instruites (si tous les autres facteurs demeurent identiques) obtiennent de meilleurs revenus (Blaug 1973), surtout à long terme (Fägerlind 1975). D'autres facteurs tels la situation économique de la famille ou les qualités personnelles peuvent modifier le rapport et peuvent expliquer pourquoi ces personnes reçoivent des salaires plus élevés. Quoiqu'il en soit, le rapport qui existe entre la scolarité et le revenu tient toujours.

L'intérêt porté à l'éducation s'intensifie avec les explosions démographiques, surtout lorsque les populations sont concentrées dans les régions urbaines, qu'elles ont accès à la radio et à la télévision, que le niveau minimal d'instruction leur permet d'obtenir des renseignements écrits, que l'enseignement universel au primaire devient un but à atteindre et que l'âge de fin de scolarité est avancé (Anderson 1971; Arriaga 1972; Zymelman 1973). Les demandes concernant la nutrition et la santé au niveau scolaire sont d'autres facteurs, bien qu'ils puissent être associés aux questions de santé (Pandit 1969).

L'intérêt des individus face à une meilleure scolarité se doublait, dans les années 60, de l'intérêt des gouvernements, ce dernier étant aiguillonné par des motifs politiques (en réponse aux demandes de la population) et par des documents universitaires (étayant ainsi les théories de Schultz, Denison et Griliches selon lesquelles l'instruction contribue de façon significative à la croissance économique) (Bowman 1969). À la même époque, les organisations internationales tentaient de convaincre les pays en développement de la nécessité d'établir l'enseignement universel gratuit et obligatoire pour les années 80 et de consacrer une plus grande fraction du PNB à l'éducation. Les statistiques comparatives sur la réussite scolaire et les ressources allouées à cette fin peuvent avoir eu des répercussions sur la fierté nationale et avoir contribué à relever les normes éducatives. Un effort peut également avoir été fourni pour compenser le sous-investissement des années précédentes dans les ressources humaines (Chenery et Syrquin 1978:6).



Plusieurs autres facteurs peuvent avoir des répercussions importantes sur le financement. Plus on considère l'éducation comme un droit, plus les coûts s'élevèrent à mesure que ce droit s'étend aux personnes qui vivent dans un milieu rural ou dans des régions isolées et aux personnes handicapées. Aux États-Unis, certains districts scolaires doivent déboursier jusqu'à 45 % de plus pour fournir les mêmes niveaux et la même qualité d'éducation que d'autres districts du même État. Dans certains pays en développement, les professeurs des régions isolées peuvent bénéficier de primes équivalant à 100 % de leur salaire régulier. Si le salaire des professeurs s'accroît en fonction de l'augmentation globale de la productivité, l'effet observé sur le financement peut être modéré. Si les professeurs se syndiquent et se trouvent en forte position pour négocier cependant, les salaires peuvent encore augmenter (sauf dans les pays où les professeurs ont de bons salaires). Les pressions exercées pour obtenir plus de ressources en éducation peuvent également être rattachées à l'expansion même de la notion d'éducation. On revendique des subventions pour de nouveaux types d'études informelles et la demande en matière d'éducation permanente augmente toujours. Toutes ces pressions amènent le gestionnaire à rechercher des règles pour fixer le prix que doit payer la société pour améliorer l'instruction, la formation et les compétences de ses membres.

Dans quelques pays, les ressources consacrées à l'éducation peuvent être limitées, mais dans une société démocratique, il est difficile d'imposer des limites à la demande d'éducation. Le grand nombre de chômeurs instruits peut cependant faciliter la prise de décisions politiquement difficiles. Au moment de fixer le niveau de financement, il importe de contrôler la variation de la demande (Fredriksen 1981:14), car les aspects financiers peuvent échapper à tout contrôle. Les tentatives visant à établir un contrôle sur l'inscription au secondaire en Tanzanie et au Sénégal ne semblent pas vouées au succès (Ta Ngoc Chau et Caillods 1975, 1976). Par contre, la réduction des inscriptions aux niveaux secondaire et supérieur en Tanzanie s'est répercutée sur la main-d'oeuvre nécessaire au développement économique et social (Ta Ngoc Chau et Caillods 1975:125).

Dans les pays qui connaissent des taux de chômage peu élevés, " les revenus dont on se prive en s'inscrivant au secondaire peuvent constituer une barrière financière plus efficace pour les élèves de la classe ouvrière que les frais d'inscription à l'enseignement supérieur " (Woodhall 1978:28). On observe le même phénomène dans des pays où les taux de chômage sont élevés (Heyneman 1979).

À long terme, il peut se créer un contrôle spontané des dépenses d'éducation par l'intermédiaire d'une réduction dans la croissance. Cochrane (1979:141) écrit :

Des preuves tant théoriques qu'empiriques indiquent que l'instruction dans les régions les plus pauvres peut augmenter l'aptitude à concevoir et à mener les grossesses à terme. Cette augmentation tendrait, à court terme, à accroître la fécondité réelle. Cependant, l'effet positif initial de l'éducation sur la fécondité peut devenir, à long terme, négatif.

Cet effet négatif sur le niveau de financement peut mettre de 10 à 20 ans à se produire. Il faut donc viser une meilleure efficacité (coûts unitaires moindres), concevoir de nouveaux moyens de réaliser les objectifs (innovation) ou découvrir de nouvelles sources de financement.

### Implication croissante du gouvernement dans l'éducation

Les pressions sociales ont forcé les autorités centrales à transférer rapidement et massivement des ressources d'autres secteurs vers l'éducation. Le financement provenant de sources privées s'est fait attendre, car l'éducation publique est gratuite et les détenteurs de ressources ont rarement été sollicités de fournir des fonds à l'éducation. Il existe une " loi de participation croissante de l'État " étant donné que les pressions exercées par les bénéficiaires et la bureaucratie sont considérables. Plusieurs facteurs permettent de croire qu'une telle loi pourrait s'appliquer dans maints pays, mais il existe des exceptions (tableau 2). Des études longitudinales sur les déplacements de la balance politique entre les gouvernements locaux et centraux n'ont pas encore été entreprises dans les pays en développement (pour le Royaume-Uni, voir Byrne 1974:307).

L'enseignement subventionné par l'État a été bien accueilli parce qu'il égalisait l'accès à l'éducation et prenait en considération les avantages de l'éducation dont une

Tableau 2. Rapports entre les sources de dépenses d'éducation.

Rapport entre les dépenses du ministère de l'Éducation et les dépenses totales d'éducation		Rapport entre les dépenses d'éducation des autres ministères et les dépenses du ministère de l'Éducation		Rapport entre les dépenses d'éducation du secteur privé et les dépenses du ministère de l'Éducation	
<b>Moyenne</b>	<b>0,52</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,34</b>	<b>Moyenne</b>	<b>0,45</b>
<b>Médiane</b>	<b>0,57</b>	<b>Médiane</b>	<b>0,14</b>	<b>Médiane</b>	<b>0,36</b>
Ouganda	0,84	Thaïlande	2,17	Brésil	1,11
Turquie	0,70	Tanzanie	0,70	Indonésie	1,05
Chili	0,67	Éthiopie	0,54	Japon	0,93
Venezuela	0,66	Indonésie	0,49	Thaïlande	0,81
Îles Fidji	0,65	Turquie	0,29	Corée du Sud	0,62
Togo	0,64	Brésil	0,24	Îles Fidji	0,53
Kenya	0,58	Colombie	0,23	Colombie	0,51
Argentine	0,58	Chili	0,14	Togo	0,39
Tanzanie	0,56	Venezuela	0,13	Chili	0,32
Corée	0,55	Togo	0,12	Kenya	0,25
Éthiopie	0,54	Japon	0,12	Éthiopie	0,21
Colombie	0,41	Kenya	0,11	Venezuela	0,13
Japon	0,25	Ouganda	0,05	Turquie	0,07
Indonésie	0,25	Argentine	0,005	Tanzanie	0,07
Thaïlande	0,24	Îles Fidji	-a	Ouganda	0,05
Brésil	0,19	Corée du Sud	-a	Argentine	0,04

Adapté de : Zymelman 1973:3-8.

a. Négligeable

entreprise privée ne peut tenir compte, puisque ces avantages ne peuvent pas profiter à chacune des entreprises. L'enseignement produit des externalités positives de nature économique et non économique (Eckstein 1964:10; Katzman 1973:373; Zymelman 1973:19). L'enseignement public a estompé la différence entre le financement de l'éducation et la prestation d'éducation : " le fait qu'un grand nombre de personnes ne puissent se permettre de faire instruire leurs enfants au-delà de l'âge réglementaire de fin de scolarité a donné à l'État l'occasion d'accorder des subventions en espèces, de réduire l'impôt sur le revenu ou de verser des prêts personnels, mais n'a rien à voir avec le débat concernant l'école privée ou l'école publique... " (Blaug 1967:33).

La présence de l'État dans le domaine de l'éducation reflète la fonction du gouvernement dans l'ensemble de la société. La souveraineté en matière d'éducation appartient aux dirigeants dans une société régie par un gouvernement central tandis qu'elle s'harmonise étroitement avec les préférences du consommateur dans une société plus démocratique. Dans les deux cas, le gouvernement peut intervenir légalement au moyen de contrôles, d'inspections, d'autorisations ou de lois régissant les programmes scolaires et les salaires (Zymelman 1973:20). Le rôle accru de l'État dans les pays en développement reflète leur organisation plus monolithique (Riggs 1964).

Les pressions visant à élargir l'enseignement public proviennent de sources différentes. Dans nombre de pays, l'enseignement est un moyen de communication plus efficace que ceux offerts par les partis politiques, l'armée, les mass média ou l'Église. Au cours des campagnes politiques, les groupes locaux peuvent se voir offrir de nouvelles écoles; les emplois dans l'enseignement peuvent aussi être utilisés à titre de faveur politique et pour garantir la loyauté des fonctionnaires. De la même façon, l'augmentation du personnel enseignant peut fournir des emplois à de nombreux diplômés. L'enseignement public et la scolarisation obligatoire peuvent refléter les fortes influences des intérêts acquis (Riggs 1964). Dans certains pays, la décentralisation des activités a créé des dissensions au sein des puissants syndicats nationaux d'enseignants.

Depuis très longtemps, les penseurs tentent de déterminer l'étendue du rôle du gouvernement dans l'éducation. Les défenseurs de l'enseignement public soutiennent que

les écoles constituent des monopoles naturels pour des populations dispersées et que les consommateurs n'ont que peu de pouvoirs face à de tels marchés, que les imperfections du marché empêchent les pauvres de faire des choix rationnels, que les étudiants ne sont pas toujours qualifiés pour juger d'un cours présent ou futur, ou que l'éducation contribue à donner une cohésion sociale aux pays qui connaissent une forte immigration. D'autres arguments ont également été utilisés en faveur de l'enseignement public (Kirst 1981:165). Les lacunes technologiques, la centralisation du pouvoir, l'absence de réaction aux demandes des clients et l'absence d'esprit d'innovation sont quelques facteurs qui militent en faveur d'un marché plus compétitif (Katzman 1973; Zymelman 1973).

Lorsqu'un financement public supplémentaire est trop difficile à obtenir, lorsque la crise financière devient grave ou lorsque des modifications dans le mode de financement ou dans la prestation de services d'éducation sont envisagées, on explore de nouvelles avenues pour le financement (Callaway et Musone 1968; Ter Weele 1972; Olembo 1974; Scovill 1975; Afzal 1979) ainsi que des mécanismes visant au transfert du paiement final à l'étudiant lui-même (Windham 1974; Kimball 1974).

Dans les pays dotés d'un système de financement de l'éducation à sources multiples, l'Inde par exemple, " le fardeau du financement est passé aux mains des hautes sphères du gouvernement. De fait, la gestion des ressources en éducation est devenue l'une des principales fonctions du gouvernement central " (Pandit 1976:7). Ce passage s'explique en partie par le contrôle qu'exerce l'État sur l'une des sources de revenus les plus élastiques, soit les impôts sur le revenu; par conséquent, il existe un écart chronique au niveau local entre les ressources et les dépenses (Pandit 1976:17). Dans les pays où le financement provient d'un organisme central, la décentralisation peut servir de stratégie pour freiner les dépenses d'éducation.

#### Intérêt croissant pour le rendement

Plus élevées sont les ressources en éducation, plus nombreuses sont les questions sur les meilleurs moyens d'utiliser ces ressources pour en retirer le plus d'avantages possibles. Les économistes encouragent cette tendance en posant leurs propres questions à la suite d'analyses marginales et de l'optimisation. Des statistiques exactes soulignent des écarts importants dans les coûts renouvelables des différents niveaux, régions ou groupes ethniques au sein du système d'éducation de divers pays et par conséquent, dans le rendement du système (Tibi 1980).

Le Tableau 3 montre des différences importantes existant entre les pays dans la distribution des dépenses par niveau d'enseignement. Malheureusement, les études portant sur les distributions idéales de nouveaux objectifs d'éducation et de niveaux d'expansion de l'éducation ne sont pas disponibles. De fait, l'évaluation d'allocations financières particulières au système d'éducation implique des préférences subjectives ainsi qu'une évaluation rationnelle. Les critères comprennent des questions philosophiques fondamentales -- liberté, impartialité, cohésion sociale, réussite personnelle, bien-être, efficacité -- qui ne font pas l'unanimité.

Les études poussées sur l'écart considérable existant entre les coûts unitaires aux niveaux primaire et universitaire, attribuent cette différence aux salaires et à la charge de travail des professeurs. Peu de comparaisons ont cependant abouti à l'examen des effets de ces facteurs sur les " coûts par diplômés de niveau égal " (Avalos et Haddad 1979). Les différences de coûts et leurs effets déterminants peuvent refléter soit une mauvaise utilisation des ressources, soit des disparités dans la qualité de l'enseignement et des résultats scolaires (Tibi 1980:8).

Tout membre d'une société doit décider quelle combinaison de particularités il préfère dans un système d'enseignement et doit néanmoins s'adapter à celui qui est offert. S'il souhaite le modifier, il doit avoir recours à l'action politique ou convaincre les autorités en place. Certains chercheurs ont tenté d'utiliser le calcul du taux de rendement pour accroître le financement de certains types d'enseignement, mais plusieurs problèmes ont jeté le doute sur leurs conclusions (Zymelman 1973:215-221). Certains ont démontré que le redoublement et l'abandon constituent un gaspillage de ressources (Dominguez 1980; Schiefelbein et Grossi 1980). D'autres s'intéressant aux effets des dépenses d'éducation sur la distribution des revenus ont étudié si les dépenses

Tableau 3. Distribution en pourcentage des dépenses d'éducation par niveau, 1975.

Pays regroupés selon le PNB	Nombre de pays	Primaire			Secondaire			Université		
		Moyenne	Médiane	Amplitude	Moyenne	Médiane	Amplitude	Moyenne	Médiane	Amplitude
Faible (moins de 265 \$)	23	55,5	49,7	25,9-71,1	29,1	32,5	19,6-58,8	15,4	16,0	1,5-32,0
Moyennement faible (266-520 \$)	16	39,3	37,3	23,5-60,5	38,0	34,7	8,2-59,6	22,7	26,7	3,4-54,5
Intermédiaire (521-1075 \$)	19	39,9	39,7	26,4-61,2	23,0	30,1	7,6-49,3	37,1	21,6	7,9-56,8
Moyenne supérieure (1076-2500 \$)	7	39,9	41,3	32,0-54,9	27,1	28,9	14,0-35,2	32,9	27,3	14,8-46,2
Total des pays en développement	65	41,1	43,3	23,5-71,1	27,0	30,6	7,6-59,6	31,8	21,6	1,5-56,8
Pays de l'OCDE <sup>a</sup>	17	33,3	35,9	22,7-58,7	34,9	38,7	21,0-58,6	31,8	24,1	9,7-41,9

Source : Banque mondiale 1980:122-123.

a. Organisation de coopération et de développement économiques.

d'éducation profitaient aux pauvres, à la classe moyenne ou aux riches (Jallade 1974; Schiefelbein et Clavel 1976; Fields 1975, 1980). Certains croient que des systèmes de comptabilité gouvernementaux devraient être adaptés à l'éducation, mais les efforts visant à mettre en oeuvre un système de budgétisation, dans des pays en développement, n'ont obtenu qu'un mince succès en raison de la difficulté à évaluer les résultats.

Les décisions de la Cour suprême des États-Unis sur le droit à l'égalité dans l'enseignement public s'étendent maintenant à d'autres secteurs, tels l'égalité pour les handicapés (Levin 1973; Silard 1973; Pincus 1977). On réclame une certaine allocation discrétionnaire des ressources selon les besoins et les préférences de la collectivité locale (Foster 1975; Jordan et Hanes 1976). L'expérience américaine aura des répercussions sur d'autres pays et les résultats devraient être étroitement étudiés.

Le financement est directement relié à l'efficacité, car plus le système d'éducation est efficace, moins il faut de fonds pour en réaliser les objectifs. L'efficacité se mesure aux avantages qui en découlent et ceux-ci dépendent des réalités philosophiques mentionnées ci-dessus et de l'aptitude à les évaluer. Les outils de base tels l'analyse coûts-avantages ou l'analyse coûts-efficacité peuvent être limités quant à leur capacité d'englober la plupart des avantages et certains coûts, de sorte qu'il est difficile de faire des généralisations sur l'efficacité par rapport au financement. Les résultats des recherches à ce sujet sont étudiés au Chapitre 5.

Il existe certaines indications selon lesquelles les objectifs traditionnels peuvent être ou sont réalisés d'une façon plus efficace. Dans bon nombre de pays, les professeurs des régions rurales travaillent maintenant plus que 3 jours/semaine, le redoublement a été réduit, les écoles sont plus grandes et le nombre d'élèves par classe s'accroît. Deux exemples de ces modifications sont l'Indonésie (Tobing et Johnstone 1980:47) et les pays d'Amérique latine. Ces tendances sont également associées à des coûts moins élevés par étudiant. Il faudra toutefois en évaluer les répercussions sur la qualité de l'enseignement. La Figure 1 indique que les pays les moins développés

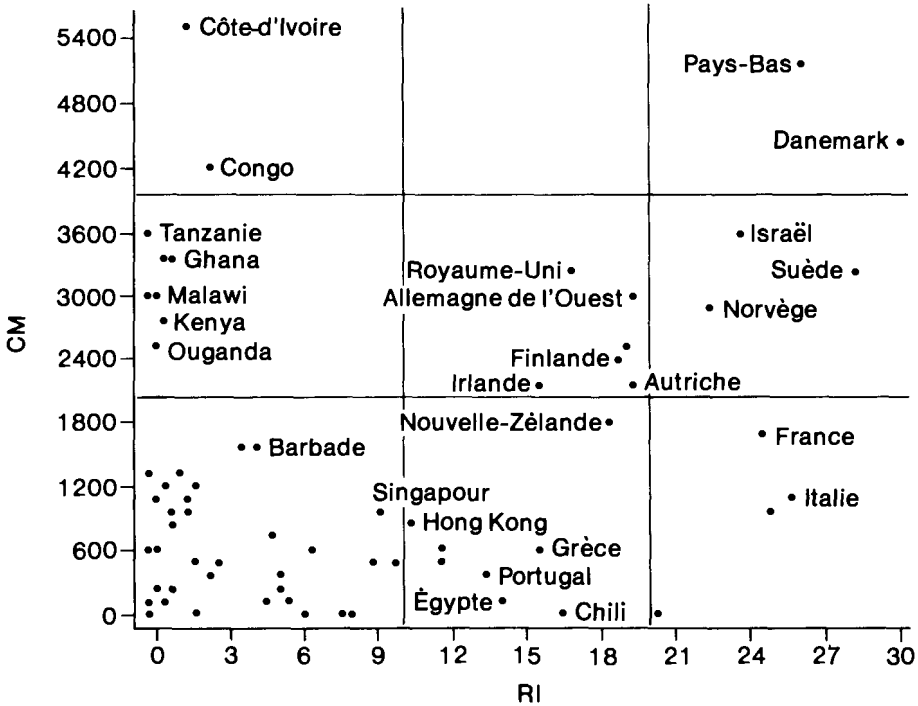


Figure 1. Coût moyen par étudiant (CM) et rapport d'inscription (RI) dans les pays industrialisés et en développement. Source : Psacharopoulos 1979:38.

connaissent les coûts les moins élevés par étudiant de niveau universitaire en raison d'une proportion plus importante d'étudiants inscrits dans les universités. Dans certains pays en développement, les professeurs gagnent de 10 à 20 fois la valeur du PNB par habitant (Unesco 1981:44); toutefois, ces rapports décroîtront probablement à l'avenir pour rejoindre ceux observés dans les pays industrialisés (2-3 fois).

Une meilleure efficacité devrait être atteinte dans un avenir rapproché et les économies réalisées devraient être comparées avec la modification des objectifs. Puisqu'il se produit un décalage avant que les dépenses d'éducation portent fruit, les avantages de retour à l'éducation peuvent être différents. Les résultats des recherches portant sur les coûts unitaires font l'objet d'une autre section de l'étude.

### Mécanismes financiers servant d'instruments décisionnaires

Pendant une certaine période, le financement était considéré comme l'unique source de soutien à l'enseignement. Plus de fonds étaient nécessaires " pour améliorer et agrandir les installations d'enseignement... pour permettre d'absorber une population scolaire en expansion rapide tout en maintenant ou en améliorant les normes d'enseignement " (Higgins 1966:3). On fait encore des comparaisons entre des périodes de temps ou des pays pour déterminer les fonds disponibles pour des éléments particuliers du système d'éducation, mais on observe maintenant un nouvel intérêt pour les mécanismes financiers en tant qu'instruments décisionnaires (Noah et Sherman 1979:5). Le choix des mécanismes peut se répercuter sur la qualité et l'étendue de l'enseignement ainsi que sur les effets distributifs, les innovations, l'efficacité et les sources du soutien à l'enseignement.

La justice sociale et un enseignement de meilleure qualité peuvent s'opposer en présence de certains mécanismes financiers. Si les étudiants qui obtiennent les meilleures notes sont également récompensés par des bourses et une scolarité plus élevée, il peut arriver qu'un pays encourage ainsi la scolarisation des familles à revenus élevés (Woodhall 1978:5). Les mécanismes ont tendance à toucher des secteurs différents de la vie sociale à des niveaux différents, car les buts sociaux sont interreliés et peuvent entrer en conflit les uns avec les autres.

Les sources de financement (c.-à-d. les taxes générales, les taxes spéciales, les impôts fonciers, les impôts sur le revenu, les taxes de vente, les frais de scolarité payés par les familles, les dons, l'aide aux entreprises, les contributions communautaires au travail ou les contributions différées provenant de prêts ou de taxes) et les méthodes d'allocations de fonds (c.-à-d. les bons ou les dons en espèces accordés aux parents ou aux écoles, les réductions d'impôt sur le revenu, les droits de tirage, les écoles publiques, les subventions et les bourses, les prêts, les allocations fondées sur la fréquentation scolaire ou les salaires des professeurs) ont des répercussions importantes sur le rendement des systèmes d'éducation. Les sources et les allocations sont interreliées et devraient correspondre aux buts fixés de façon que les mécanismes appropriés soient choisis dans une situation donnée. Ceci est très important dans les pays où la crise financière est devenue sérieuse et où des restrictions éventuelles au programme scolaire ou la tendance à augmenter les frais de scolarité peuvent causer des difficultés aux populations qui ont le plus besoin d'écoles publiques. Woodhall (1973:49) affirme que :

Les gouvernements peuvent exercer une influence sur le prix de l'enseignement par une grande diversité de moyens directs et indirects. Les décisions touchant le nombre de places, l'allocation des ressources selon les différents niveaux d'enseignement, le choix entre différentes méthodes de financement et d'aide aux étudiants ou entre différentes méthodes de sélection, voire la détermination des niveaux de salaires dans le secteur public, tous ces facteurs contribuent à fixer le prix de l'enseignement....

Pour que les mécanismes financiers servant à l'éducation donnent toute leur mesure comme moyen de réalisation des objectifs, il faut qu'ils soient mieux compris (Noah et Sherman 1979:5). Le Chapitre 2 étudie quelques difficultés soulevées par l'utilisation de mécanismes financiers comme instruments décisionnaires.

## PROPOSITIONS ET JUGEMENTS

L'analyse de quelques propositions concrètes est un moyen de choisir des sujets de recherche. Heureusement, on dispose de suffisamment de documentation, car tout article traitant de questions financières contient implicitement une proposition. Chaque auteur tient à un principe en particulier qu'il suggère parfois d'appliquer à tous les pays. J'ai tenté de clarifier ces hypothèses et d'étudier comment la réalité se répercute sur l'application des mécanismes proposés.

### Egalité par le biais des taxes et des impôts

Certains économistes suggèrent d'égaliser les niveaux de ressources en éducation plutôt d'égaliser les niveaux de service. Cette proposition peut même être appliquée à des groupes se trouvant sous le seuil de pauvreté socialement accepté en fixant un " impôt négatif sur le revenu ", c.-à-d. des subventions aux revenus à partir des fonds publics. Cette proposition présente une certaine difficulté technique, car les barèmes d'imposition pour les pauvres ont " l'effet dissuasif d'un taux d'imposition marginal de 100 % sur les salaires des pauvres " (Johnson 1973:232). Même si on parvient à résoudre ce problème, on en découvre un autre plus fondamental : quelle est l'efficacité des systèmes de revenus internes? Dans beaucoup de pays en développement, les structures d'imposition sont limitées par des problèmes tant légaux qu'administratifs; on peut même étudier des propositions visant à remplacer l'impôt sur le revenu par une taxe sur la valeur ajoutée. Les difficultés entourant le système d'imposition marquent la nécessité d'apporter d'importantes réformes au système actuel avant que celui-ci puisse servir pour égaliser l'accès à l'éducation (Abel Wahab 1972; Tanzi 1978:238; Davis 1980:177).

De même, il est difficile d'imposer des frais différents selon le revenu des familles. S'il est facile de calculer le revenu des chefs de famille salariés, de sérieux problèmes surgissent lorsqu'il faut établir le revenu des gens travaillant à leur propre compte ou des fonctionnaires cadres. Même dans les pays industrialisés, il faut modifier plus de 25 % des rapports financiers des étudiants avant qu'une aide soit offerte.

### L'enseignement gratuit : avantage pour les pauvres ou les riches?

Les expériences d'apprentissage doivent être reliées à l'environnement culturel des enfants. Il s'agit là d'un objectif difficile à atteindre avec un programme d'étude commun, lorsqu'il existe des différences marquées entre les groupes sociaux. En Amérique latine par exemple, si les programmes scolaires conviennent aux classes moyennes ou élevées, les enfants issus de familles pauvres redoubleront plusieurs fois les première et deuxième années avant d'abandonner l'école. L'urbanisation crée des différences similaires dans certains pays d'Afrique (Kinyanjui 1979).

En outre, les familles riches envoient souvent leurs enfants dans des écoles privées et paient des frais pour la scolarité (dans certains pays, il existe des écoles privées où l'enseignement est gratuit et est semblable à l'enseignement public ou est même pire). Si les enfants des familles riches s'inscrivent à l'enseignement public aux niveaux secondaire et universitaire, ils disposent souvent d'un avantage supplémentaire puisqu'ils ont progressé sans redoubler de classes (ils ont fréquenté de meilleures écoles primaires, ont profité de leçons privées, utilisent un meilleur langage à la maison, possèdent des manuels et des revues, reçoivent de meilleurs soins de santé et ne connaissent pas les problèmes de transport) et sont acceptés en plus grand nombre aux niveaux plus avancés du système scolaire (Fields 1975:247). Bien sûr, les avantages que retirent les familles riches sont plus importants dans certains pays lorsque ces familles peuvent envoyer leurs enfants dans de bonnes écoles publiques et que les enfants des familles pauvres doivent fréquenter des écoles privées où il en coûte plus cher pour un enseignement de moindre qualité.

Le même problème se pose lorsque des frais de scolarité sont exigés dans les écoles publiques. Callaway et Musone (1968:99) précisent : " À cause des frais de scolarité que la plupart des familles ne peuvent payer, les parents bien nantis jouissent d'un avantage supplémentaire. Parce qu'ils peuvent acquitter les frais de scolarité de leurs enfants, ils peuvent bénéficier par le fait même d'une contribution équivalente du gouvernement. "

La distribution discriminatoire fondée sur des principes qui ne sont pas liés aux besoins prévus accroît l'inégalité (Byrne 1974:309). Plus le système est sélectif, plus ses effets discriminatoires sont importants. Ceux à qui le système profite le plus sont ceux qui utilisent l'enseignement gratuit (ou subventionné) et le mode d'imposition ne peut être utilisé pour redistribuer le revenu provenant de ces utilisateurs.

Un autre problème vient de la nécessité d'offrir un nombre suffisant de places à chaque niveau. Au-delà de l'enseignement obligatoire, l'État se fonde sur d'autres critères pour prendre des décisions au sujet des nouvelles places. Un investissement insuffisant est susceptible de se produire si les émotions politiques ne sont pas suffisamment enflammées (on peut envisager la possibilité d'exiger des frais de scolarité si le développement escompté est ralenti par les exigences des finances centrales). Si tous les enfants d'un âge scolaire donné se trouvent au même niveau, les effets de redistribution sont minimes. Ils dépendent des taux de redoublement et de progression.

Foster (1975:382) propose que " ...si l'enseignement doit être rationné, qu'il le soit par le biais du prix ", mais il ajoute :

...une telle politique peut être politiquement non viable, à moins que maintes mesures correspondantes ne soient aussi acceptées. En premier lieu, les frais de scolarité au primaire ne devraient pas être uniformes dans l'ensemble du pays. Dans les régions plus pauvres où la demande d'éducation est faible, l'enseignement devrait être gratuit...En deuxième lieu, même si le barème des frais doit être variable, les niveaux auxquels il doit être stabilisé doivent être fixés par le gouvernement central et les collectivités elles-mêmes...

Foster reconnaît qu'une telle politique peut être élitiste dans la pratique.

En ce qui concerne l'analyse à savoir " qui devrait payer pour l'effort d'éducation ", dans les pays industrialisés, la proportion des frais de scolarité versée aux revenus de l'université est faible. Le Tableau 4 montre que les frais de scolarité sont peu élevés et qu'une proportion élevée d'étudiants reçoit de l'aide gouvernementale.

Tableau 4. Comparaison des inscriptions à l'université et du financement dans des pays industrialisés aux environs de 1974, en pourcentages.

Pays	Proportion du groupe d'âge visé accédant à l'université	Proportion des frais de scolarité versée aux revenus de l'université	Proportion d'étudiants recevant de l'aide gouvernementale
Allemagne	24,2	0	45
Australie	35,2	0 <sup>a</sup>	58 <sup>c</sup> 76 <sup>d</sup>
Canada	33,1	10	25
Danemark	36,4	0	50
États-Unis	42,0	12 <sup>a</sup> 33 <sup>b</sup>	25
Finlande	24,6	0	50
France	31,4	0	15
Japon	36,3	4 <sup>a</sup> 42 <sup>b</sup>	10 <sup>c</sup> 4-24 <sup>d</sup>
Norvège	40,1	0	69
Pays-Bas	21,0	faible	38 <sup>c</sup> 50 <sup>d</sup>
Royaume-Uni	21,8	(augmentation en 1977-1978)	90
Suède	37,6	0	70

Adapté de : Woodhall 1978:37.

a-d: a, public; b, privé; c, université; d, autres.



## Le financement en vue de l'efficacité

Dans un monopole naturel comme celui de l'enseignement, où il est difficile d'exercer des contrôles légaux efficaces et contre lequel les consommateurs ont peut de pouvoirs, une administration centralisée où s'exercerait un certain contrôle public pourrait constituer une bonne solution. En revanche, un tel système a tendance à refléter les goûts des administrateurs plutôt que ceux des consommateurs.

Plus grande est la responsabilité financière de l'État, plus grande est la surcharge administrative imputable à la bureaucratie; en revanche, l'enseignement privé est souvent accusé de " vendre " des diplômes sans tenir compte d'un travail académique satisfaisant ou encore de " polluer " le reste du système public en refusant l'admission aux étudiants à besoins spéciaux. Le rapport Coleman dissipe quelques anciennes convictions sur les différences entre les écoles privées et publiques américaines. Des recherches menées dans les pays en développement ont également démontré qu'il existe peu de différences dans les résultats obtenus dans les écoles publiques et les écoles privées, une fois que le niveau socio-économique des familles est contrôlé; plusieurs variables entre les écoles ont toutefois des répercussions importantes, par exemple les manuels, la composition des groupes et la durée de l'année scolaire (Simmons 1980:137).

Les écoles privées tendent à se concentrer dans les régions urbaines densément peuplées. Dans les régions rurales peu peuplées, on observe une augmentation du coût des services d'éducation, ainsi que du transport ou de l'hébergement. Les climats extrêmes, les zones dangereuses dans les villes, les villes à niveau de vie élevé, les régions isolées, ou les étudiants à besoins spéciaux modifient les niveaux moyens d'efficacité et contribuent à accroître les coûts par étudiant. Comment le marché fait-il face à ces problèmes ou comment les écoles subventionnées par l'État s'accommodent-elles de ces conditions? Dorfman (1967:142) soutient que dans le cas de l'enseignement :

...les avantages privés sont moindres que les avantages sociaux, en ce sens que les tierces parties sont prêtes à promouvoir la consommation de ce service...L'enseignement public gratuit répond à ce besoin : il permet aux avantages externes de l'enseignement de se manifester...L'enseignement obligatoire va même plus loin : il procure les avantages externes même en diminuant le bien-être des consommateurs directement touchés...De tels outils antimarchés peuvent, mieux qu'une confiance aveugle dans le système des prix, faire qu'une économie soit plus ouverte à l'indépendance du consommateur.

Friedman affirme que la création d'un marché privé mène à l'efficacité technologique à cause de l'incitation au profit : " Une meilleure efficacité se traduirait soit par des coûts moindres ou une meilleure qualité offerte aux consommateurs, tandis que les écoles incompetentes succomberaient " (Katzman 1973:380). D'autres soutiennent que l'objectif primordial est de former des citoyens équilibrés, responsables et actifs.

Bien des points de vue devront être étudiés avant qu'une décision rationnelle ne soit prise à cet égard. Les normes et les contrôles de l'État sont-ils efficaces? Comment les consommateurs sont-ils sensibilisés à la qualité des établissements d'enseignement? Quelles sont les solutions à la " pollution de l'enseignement "? Quelles différences entre les diplômés des écoles publiques et ceux des écoles privées sont attribuables à chaque type d'école? Les régions éprouvant des problèmes spéciaux pourraient-elles recevoir des subventions? Quels seraient les progrès éventuels de la technologie découlant de l'incitation au profit? Des études repères pourraient fournir des suggestions pratiques. En attendant, la décision finale est prise de façon subjective : on parie sur chaque solution, sur ses sous-produits éventuels et sur ses répercussions.

## Le financement en vue de l'égalité

Si l'on en croit Kurland (1980:165), " la possibilité de s'instruire devrait être offerte à tous; c'est un principe difficile à appliquer, même dans l'enseignement traditionnel, mais qui l'est encore plus si on considère les perspectives de l'éducation permanente à cause de l'importance accrue du facteur temps. " L'hypothèse fondamentale voulant qu'il existe certains avantages à s'instruire est étayée par la relation très étroite qui existe entre l'instruction et le revenu dans les pays en développement (Blaug 1973). Zymelman (1973:23-24) a relevé trois approches différentes face au financement :

Les partisans du financement et de la prestation de l'éducation par le gouvernement ont toujours cru qu'assurer l'égalité de l'accès était une responsabilité sociale...Les tenants du marché libre, tant pour le financement que pour la prestation des services, sont d'accord, en principe, sur la nécessité d'établir l'égalité dans le pouvoir d'achat, mais ils s'opposent à l'intervention du gouvernement car le service n'est pas ce que le gouvernement prétend qu'il est...Les partisans d'une troisième stratégie, soit le financement par le gouvernement et la prestation des services par le marché, croient que...le gouvernement peut accorder de l'aide aux étudiants de façon que les pauvres jouissent du même pouvoir d'achat que les riches.

Le nombre de solutions de rechange s'accroît, selon Noah et Sherman (1979:43), " si les mécanismes d'égalisation sont établis au niveau local ou au niveau individuel. "

Certains pays choisissent d'égaliser l'accès à l'éducation par l'entremise d'une législation et d'un financement central; d'autres établissent des règles modérées et le financement est assuré au niveau local (tableau 5). Un grand nombre d'aspects sociaux doivent être étudiés lorsqu'il s'agit de proposer de nouvelles façons de promouvoir l'égalité d'accès à l'éducation.

Plusieurs mécanismes ont été proposés pour égaliser le pouvoir d'achat : des bons remboursables jusqu'à concurrence d'une somme maximale précise, par enfant, si elle a été consacrée à des cours approuvés, est la solution que l'on suggère le plus fréquemment. Il existe trois types de bons : ceux qui doivent être complétés par une aide financière de la part des parents, les bons à remboursement maximal sans supplément versé par les parents et les bons inversement proportionnels au revenu (Katzman 1973:382; Zymelman 1973:152; Woodhall 1978:13). Dans tous les cas, l'État assume les coûts.

Les partisans d'un marché libre, suggèrent que tous les coûts soient assumés par les étudiants ou leurs parents, s'ils le peuvent et sont disposés à le faire. Windham (1974:3) soutient que : " c'est la responsabilité de la société de faire accepter aux étudiants leurs obligations financières en établissant...un système de prêts qui permettrait à l'étudiant de payer ses études pendant ses années de meilleure rémunération, après la réception de son diplôme. " En vertu de ce système, le gouvernement assure le financement de l'enseignement jusqu'à ce que les prêts soient remboursés et qu'à long terme, une caisse renouvelable soit créée. Si les prêts servent à payer les frais de scolarité et la pension, on peut observer une demande croissante pour l'éducation (Blaug 1973:52). Foster (1975:391) affirme que le système de prêt " dans le contexte d'un grand nombre de nouveaux pays est difficile à administrer. "

Dans les pays en développement, les pressions s'exercent en vue de l'instruction des étudiants normaux et il est peu probable, à court terme, que l'on consacre des ressources additionnelles pour instruire les handicapés et les enfants démunis ou à besoins spéciaux. Des modifications devraient être introduites dans chacun des systèmes pour financer ces exigences (Noah et Sherman 1979:56).

#### Le financement en vue de la diversité

Une autre valeur qu'il faudrait mettre de l'avant, surtout dans le domaine de l'éducation permanente, c'est la diversité. Étant donné que les besoins individuels et sociaux sont variés, " un système adéquat doit également être diversifié et s'adapter à l'infinité des besoins, du contenu, des méthodes, des heures et des endroits prévus " (Kurland 1980:166). Les approches doivent être distinctes pour satisfaire les différences individuelles (Bloom 1976:x). Selon Katzman (1973:386) :

...il existe des milliers d'autorités locales, chacune desservant une clientèle unique quant à la classe et aux caractéristiques ethniques, avec, par conséquent, des attitudes diversifiées face à l'instruction. En dépit de ces différences, la façon d'administrer les écoles est assez peu variée. La diversité pourrait être créée, par l'arrivée de nouveaux entrepreneurs sur le marché de l'éducation, qui...seraient prêts à étudier d'autres solutions du meilleur point de vue professionnel.

Il existe un besoin fondamental de marchés plus compétitifs dans la production de

Tableau 5. Financement de l'éducation dans 10 pays industrialisés.

Pays	Législation centrale <sup>a</sup>	Financement central	Degré d'autonomie locale	Financement extérieur	Type de financement	Financement privé
Allemagne	Élevé	Modéré (>60%)	Faible	Modéré (>60%)	Individualisé	Faible (<10%)
Angleterre	Faible-modéré	Modéré (>60%)	Élevé	Modéré (>60%)	Non individualisé	Modéré (±20%)
Australie	Élevé	Élevé (>90%)	Élevé	Élevé (>80%)	Individualisé	Modéré (±20%)
Canada						
Ontario	Faible-modéré	Modéré (>60%)	Élevé	Modéré (>60%)	Non individualisé	Modéré (±20%)
États-Unis						
Californie	Faible-modéré	Faible (<60%)	Élevé	Faible (<60%)	Non individualisé	Faible (<10%)
Floride	Faible-modéré	Modéré (>60%)	Élevé	Modéré (>60%)	Non individualisé	Faible (<10%)
Italie	Élevé	Modéré (>60%)	Faible	Élevé (>80%)	Individualisé	Faible (<10%)
Norvège	Élevé	Faible (<60%)	Modéré	Faible (<60%)	Individualisé	Faible (<10%)
Pays-Bas	Faible-modéré	Élevé (>90%)	Modéré	Élevé (>80%)	Individualisé	Élevé (>65%)
Suède	Élevé	Faible (<60%)	Faible	Faible (<60%)	Individualisé	Faible (<10%)
Yougoslavie	Faible-modéré	Faible (<60%)	Élevé	Faible (<60%)	Non individualisé	Faible (<10%) <sup>b</sup>

Adapté de : Noah et Sherman 1979:49, 57, 58, 63.

a. Par " centrale " on entend le gouvernement national. Au Canada, en Australie, aux États-Unis et en Yougoslavie, il s'agit des provinces, des États et des républiques respectivement.

b. Aucun secteur extra-gouvernemental.

services éducationnels. De nos jours, une notion davantage pluraliste fondée sur les affinités d'intérêts, ou les préférences éducationnelles s'oppose à l'affectation rigide des écoliers strictement basée sur le lieu de résidence (Coleman 1981).

L'existence de systèmes d'évaluation sûrs et valides peut constituer un fondement pour des choix intelligents qui peuvent compenser les lacunes du marché. Noah et Sherman (1979:61-62) affirment :

Au sein des systèmes scolaires publics de niveau primaire, les écoles catégorisées pour des raisons économiques, religieuses et raciales peuvent offrir d'importants éléments de choix pour les membres du groupe dominant, mais impliquer une restriction des choix pour les membres du groupe subordonné. Même si une grande part de la diversité peut, en réalité ne pas représenter une diversification du choix du type de scolarité à offrir aux enfants, il se peut qu'une certaine partie le permette... Dans les Pays-Bas, les parents ont non seulement le droit d'offrir à leurs enfants l'éducation qui concorde avec leur façon de vivre, leur philosophie ou avec les méthodes éducationnelles qu'ils préfèrent, mais aussi le droit de recevoir le soutien de l'État....

### La recherche de nouvelles sources

Dans certains cas, on propose de nouvelles sources pour répondre aux nouvelles demandes pour un enseignement meilleur et plus diversifié. On a déjà fait mention du financement provenant de sources locales. Les allocations alimentaires versées aux professeurs et la prestation de main-d'oeuvre pour la construction des écoles sont deux autres mécanismes ayant porté fruit dans plusieurs pays. Néanmoins, la plupart des familles rurales éprouvent encore des problèmes à pénétrer dans le marché monétaire.

Dans plusieurs pays, les impôts sur le revenu ont été réservés pour fournir la formation en cours d'emploi, bien que cela puisse avoir un effet négatif sur la demande de main-d'oeuvre. Dans les pays industrialisés, les impôts fonciers sont parfois consacrés à l'éducation, mais cette formule peut conduire à des formes de discrimination. Les biens d'exportation sont taxés dans certains pays et une partie des revenus sont destinés à l'éducation selon l'hypothèse voulant que des niveaux plus élevés de scolarité puissent remplacer des ressources non renouvelables pour l'avenir.

Maintes études décrivent les mécanismes déployés pour obtenir des ressources additionnelles, ainsi que leurs avantages et leurs désavantages. La diffusion de tels rapports est habituellement restreinte. Plusieurs rapports du PNUD ou de l'Unesco, qui n'ont pu être examinés dans la présente étude, entrent dans cette catégorie.

En général, les propositions sont dictées par un contexte particulier et prennent en considération des facteurs connexes qui restreignent ce contexte. Cependant, lorsque l'on veut étendre ces propositions à d'autres situations, un trop grand nombre d'hypothèses peuvent être négligées. L'efficacité du système de taxation, la discrimination sexuelle dans le domaine du travail et de l'enseignement, la structure salariale, les coûts par étudiant, les systèmes de prêts, la qualité des écoles, les données sur le marché du travail, les effets de redistribution des dépenses d'éducation et les exigences relatives à l'établissement de nouvelles écoles sont quelques facteurs importants qui devraient être étudiés (Schiefelbein 1980).

La plupart des propositions sont présentées comme des énoncés conditionnels : il existe peu de bases objectives pour un jugement impartial des situations particulières. Katzman (1973:388) affirme :

Il reste à savoir si les éducateurs peuvent avoir des idées nouvelles, si l'auto-ségrégation des étudiants selon les aptitudes, la classe sociale et les origines ethniques peut être plus importante qu'elle ne l'est à présent... Seule l'expérience ainsi qu'un suivi à long terme peuvent répondre à ces questions. Le problème pratique consiste à trouver des domaines de l'éducation dans lesquels des expériences peuvent être tentées.

La recherche actuelle sur le financement de l'éducation peut contribuer à la conception d'expériences meilleures. La présente étude se penchera maintenant sur ces recherches.

## IDENTIFICATION DES RECHERCHES DISPONIBLES

Les notions d'éducation, de recherche et de financement peuvent être source d'erreurs, surtout dans les communications entre les chercheurs des pays industrialisés et des pays en développement. Les définitions convenant à la présente étude sont présentées ci-dessous ainsi que la méthode utilisée pour identifier les recherches disponibles.

### Éducation, recherche et financement

Le concept d'éducation implique l'enseignant et l'étudiant et les deux exercent une influence sur le financement. Les caractéristiques personnelles telles le QI ou la motivation ont des répercussions sur l'efficacité du financement. Étant donné qu'il n'existait aucune recherche sur les répercussions financières du point de vue de l'étudiant, une définition qui ne comprend que l'enseignement a été retenue. Selon Simmons (1973:3) :

Le terme éducation employé sans qualificatif décrit l'apprentissage qui peut se faire à l'école et à l'extérieur de celle-ci, par l'entremise d'expériences parascolaires comme les équipes sportives. L'éducation informelle comprend les activités d'éducation organisées à l'extérieur de l'école, soit l'alphabétisation des adultes ou les services d'enseignement agricole. L'éducation non organisée englobe toutes les formes d'expérience acquise à l'extérieur de l'école.

Cette définition élargit le concept de l'éducation au-delà de la seule scolarité et comprend les formes d'apprentissage qui se retrouvent dans bon nombre de pays et sont le seul type d'éducation que reçoivent des millions de personnes (Faure et alii 1972:5).

Selon la tradition empirique, la recherche a tendance à être objective : deux personnes en présence d'un élément semblable doivent arriver à des conclusions identiques. Cependant, si la recherche doit aider à résoudre les problèmes éducationnels, elle doit être définie, au sens large pour inclure " toutes les activités qui peuvent mener à une meilleure compréhension des problèmes d'éducation et qui conduisent à des résultats permettant de formuler une ligne de conduite...La recherche comprend donc toute activité de collecte et d'analyse des renseignements " (CRDI 1976:5). Les études de type conventionnel, souvent dérivées des théories des sciences sociales, s'attachent davantage à comprendre un système plutôt qu'à le modifier (Bloom 1979, Davis 1980:374), même si les études officielles et les évaluations de la bonne volonté des gens à modifier les méthodes traditionnelles sont susceptibles d'être aussi valables pour les décisionnaires. Les études qui comprennent la collecte de données (mesures, observations, énoncés) et l'analyse en vue de fournir des conclusions dont l'exactitude peut être vérifiée par d'autres chercheurs, ont été jointes à la présente étude à titre documentaire. Le nombre des documents de référence aurait été réduit de moitié si les définitions de l'éducation et de la recherche avaient été plus traditionnelles.

Le financement de l'éducation doit tenir compte des comparaisons dans le temps ou entre les pays, des effets des modifications sur les bénéficiaires (enseignement préscolaire ou éducation permanente), des modifications dans les facteurs affectant la demande d'éducation (population, certificats ou chômage), de l'introduction de techniques plus efficaces, de l'utilisation de nouvelles sources et des changements dans les coûts par étudiant. La Figure 2 illustre les répercussions de ces facteurs.

### Conception de l'étude

L'étude a permis de vérifier une nouvelle méthode pour mener des études sur l'état des connaissances à partir de réseaux dans les pays industrialisés et en développement.

Il fallait tout d'abord prendre note des références traitant des résultats de recherche

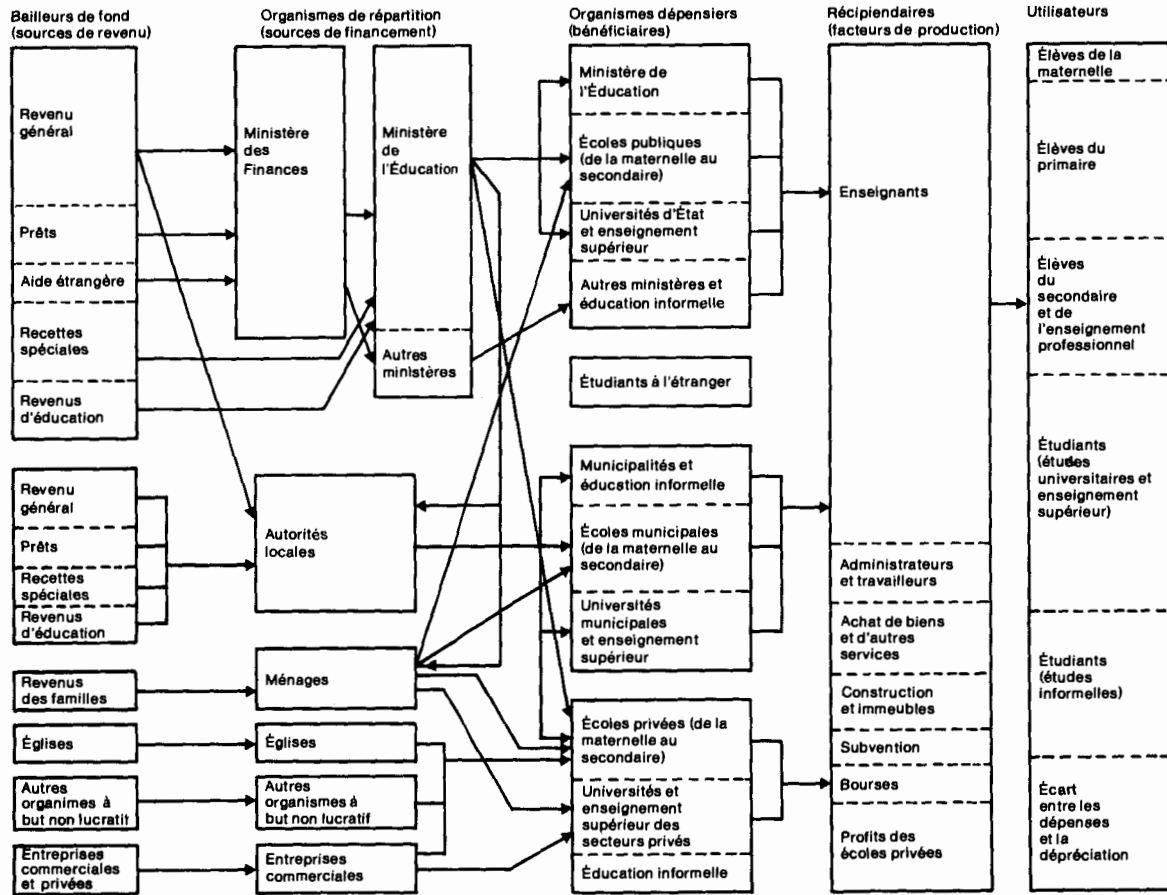


Figure 2. Tableau financier du système éducatif.

disponibles sur le financement de l'éducation. La documentation initiale a été réunie à Toronto et à Santiago. ERIC (Centre de renseignements sur les ressources éducationnelles) a fourni une bibliographie, et des thèses ainsi que des articles tirés de revues choisies traitant de financement dans les pays en développement, ont été rassemblés à Toronto. À Santiago, le système RAE (Resúmenes Analíticos en Educación) a été utilisé pour préparer une liste de références. Les bibliothèques locales, y compris celles des centres régionaux des Nations Unies telles CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), l'Unesco et PREALC (Programa Regional del Empleo para América Latina y el Caribe), des réseaux informels tels le RRAE, ECIEL (Programa de Estudios Conjuntos Sobre Integración Económica Latinoamericana) et BID (Banque interaméricaine de développement), des participants au " Seminario 80 " et des chercheurs intéressés ont fourni d'autres sources de référence. Plus tard, la bibliothèque du CRDI à Ottawa ainsi que celle d'Unesco-IBEDOC ont fait parvenir des imprimés d'ordinateur. Des listes de références ont aussi été obtenues de l'IIPE (Institut international de planification de l'éducation), de la German Foundation for International Development, Division d'éducation, science et documentation de Bonn et du German Overseas Institute de Hambourg.

Parmi les 1369 références réunies à l'origine, 355 ont été écartées dès la première étape et 363 autres choisies à titre de sources éventuelles ont été éliminées, soit parce qu'elles étaient utilisées seulement par une des autres sources ou parce qu'il n'était pas possible d'en obtenir des exemplaires; par conséquent, environ la moitié (651) des références ont finalement été étudiées en détail (tableau 6) et 500 d'entre elles ont été utilisées à titre de référence dans la présente étude.

Chaque référence est identifiée au moyen d'un code composé d'au plus 10 lettres pour indiquer les ou la source et d'un chiffre pour les sujets. Les lettres utilisées sont :

- B - obtenues de la bibliothèque à Bonn
- D - thèses choisies à partir de Dissertation Abstracts International
- E - fournies par les dossiers ERIC en vue d'une recherche au moyen des descripteurs (principaux et secondaires) " financement de l'éducation " et " pays en développement "
- H - sélectionnées dans les répertoires du Overseas Institute de Hambourg
- I - obtenues des catalogues de l'IIPE
- O - identifiées à Ottawa (bibliothèque du CRDI)
- R - résumés de journaux latino-américains provenant du système RAE
- S - identifiées à Santiago (bibliothèques nationales et internationales) et au moyen de réseaux informels
- T - identifiées à Toronto (bibliothèque et volumes de référence OISE)
- U - obtenues du Système de documentation automatique de l'Unesco et de la banque de données IBEDOC.

Tableau 6. Références sur le financement de l'éducation provenant des bibliographies préparées à partir de 10 sources différentes.

Source	Type de recherche	Nombre de références		
		Réunies à l'origine	Choisies à titre de sources possibles	Étudiées en détail
Bonn	par sujet	43	36	21
ERIC	automatisé	148	68	68
Hambourg	par sujet	188	103	25
IIPE	automatisé	215	136	81
Ottawa	automatisé	61	32	6
RAE	uniterme	104	96	96
Santiago	multiple	215	215	215
Thèses	multiple	234	234	77
Toronto				
Unesco	automatisé	161	94	62

Le chiffre du code identifie les sujets (tableau 7) : 1, rapports nationaux et séries chronologiques; 2, mécanismes, organismes, modèles et lois; 3, analyse des coûts unitaires; 4, analyse de l'avoir et indicateurs d'efficacité; 5, coopération internationale et aide technique; 6, évaluation des conclusions et autres sujets.

Les références correspondent à la période s'étendant de 1960 à 1980, mais certaines données " classiques " de périodes précédentes ont également été incluses. Tous les résumés de dissertation faits en Amérique du Nord de 1964 à 1980 ont été étudiés. La bibliographie se compose de documents publiés et inédits. Elle est répartie par régions : Afrique, Asie, Amérique latine et Moyen-Orient. Deux catégories traitent des études sur le financement de l'éducation " en général " et dans les " pays en développement ".

En comparant les références sur l'Amérique latine répertoriées au Canada ou en Europe (126 références portant les codes B, D, E, H, I, O, T, U,) à celles venant de Santiago (195 références portant les lettres R et S), on voit que plusieurs publications locales ne parviennent pas dans les pays industrialisés et vice versa.

Tableau 7. Bibliographie sur le financement de l'éducation provenant de 10 sources différentes classées par sources, sujets et régions.

Région et source	Rapports nationaux et séries chronologiques	Mécanismes, organismes, modèles et lois	Analyse des coûts unitaires	l'analyse de l'avoir et indicateurs d'efficacité	Coopération internationale et aide technique	Évaluation des conclusions et autres sujets
<b>GÉNÉRALE</b>						
I	-	2	5	3	-	8
O	-	1	-	-	1	2
S	1	16	5	9	-	27
T	1	1	2	-	-	4
I-S	-	1	-	-	-	-
I-U	-	1	-	-	-	-
T-E	-	1	-	-	-	1
T-S	-	1	-	1	-	-
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT (GÉNÉRAL)</b>						
B	1	-	4	1	-	3
E	-	-	-	-	6	-
I	2	-	3	3	1	3
O	-	1	-	2	-	5
S	1	1	9	5	7	17
T	6	2	2	7	3	14
U	6	1	1	-	-	4
E-S	-	-	-	-	-	1
I-S	1	-	-	-	-	-
I-T	-	-	1	-	-	-
I-U	1	-	2	1	1	3
O-T	-	-	1	-	-	-
T-D	-	-	-	2	-	-
T-E	2	-	3	1	2	3
T-S	-	-	-	1	-	-
I-E-U	-	-	-	1	-	-
R-S-I	-	-	-	-	-	1
T-E-B	-	-	3	-	-	1
T-E-H	-	1	-	-	-	-
T-E-S	1	-	-	-	-	1
T-E-I-S	-	-	-	-	-	1
T-E-I-U-B-H	-	-	-	-	-	1



Tableau 7. Suite.

Région et source	Rapports nationaux et séries chronologiques	Mécanismes, organismes, modèles et lois	Analyse des coûts unitaires	Analyse de l'avoird'efficacité	Coopération internationale et aide technique	Évaluation des conclusions et autres sujets
<b>AFRIQUE</b>						
B	3	-	-	-	-	-
E	2	-	-	-	1	-
H	7	3	2	3	1	5
I	1	-	4	1	-	4
O	1	-	-	-	2	1
S	1	-	-	1	-	-
T	12	5	-	4	-	4
U	2	3	1	-	-	1
B-H	2	-	-	-	-	-
I-U	5	2	6	-	-	1
T-B	2	-	-	1	-	-
T-D	2	6	3	1	-	1
T-E	2	2	-	-	-	-
T-H	2	-	-	-	-	-
I-U-B	-	1	-	-	-	-
I-U-H	-	-	-	-	-	1
T-D-S	-	-	-	1	-	-
T-E-I	-	1	-	-	-	-
T-I-U	1	-	-	-	-	-
I-U-B-H	1	-	-	-	-	-
T-B-H-S	1	-	-	-	-	-
I-U-B-H-S	1	-	-	-	-	-
T-E-I-U-B-H-S	1	-	-	-	-	-
<b>ASIE</b>						
B	-	-	-	-	-	1
H	2	-	2	4	1	4
I	4	7	9	3	-	4
O	-	-	1	-	-	2
S	1	-	1	1	-	3
T	15	3	3	4	-	4
U	6	1	-	-	-	2
B-H	1	-	-	-	-	-
I-U	2	-	5	-	-	-
T-B	-	-	-	-	-	1
T-D	2	2	-	3	-	-
T-E	4	1	-	-	-	-
T-H	2	-	-	-	-	1
T-I	-	-	1	-	-	-
T-E-I	1	-	-	-	-	-
T-E-U	1	-	-	-	-	-
T-I-H	-	1	-	-	-	-
T-E-I-U	1	-	-	-	-	-
T-I-U-B	1	-	-	-	-	-
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>						
B	1	-	-	-	1	-
E	2	-	-	-	1	-
H	7	1	4	10	-	5

Tableau 7. Conclusion.

Région et source	Rapports nationaux et séries chronologiques	Mécanismes, organismes, modèles et lois	Analyse des coûts unitaires	Analyse de l'avoir et indicateurs d'efficacité	Coopération internationale et aide technique	Évaluation des conclusions et autres sujets
I	7	3	2	-	-	1
O	-	-	4	-	2	1
R	27	12	27	14	2	5
S	28	10	9	14	6	22
T	8	6	1	1	-	3
U	7	1	6	-	-	2
I-H	-	-	1	-	-	-
I-U	3	1	4	-	-	-
R-H	1	-	-	-	-	-
R-I	-	-	-	1	-	-
R-O	1	-	1	-	-	-
R-S	-	-	1	5	-	-
R-U	-	-	1	-	-	-
T-D	1	-	1	1	-	3
T-E	1	-	-	-	-	-
T-H	-	-	-	1	-	-
T-S	-	-	-	-	-	1
R-I-H	1	-	-	-	-	-
R-I-U	1	-	-	-	-	-
R-O-H	1	-	-	-	-	-
T-E-S	-	-	-	1	-	-
T-U-B	1	-	-	-	-	-
T-I-H-B	1	1	-	-	-	-
T-R-H-S	1	-	-	-	-	-
T-E-R-B-S	-	-	-	1	-	-
T-E-U-B-H	-	-	1	-	-	-
T-E-R-O-I-B-S	-	1	-	-	-	-
<b>MOYEN-ORIENT</b>						
H	6	1	1	2	-	4
I	-	-	4	-	-	1
O	1	-	-	-	-	-
T	5	-	1	1	-	1
I-U	3	-	1	-	-	-
T-D	1	1	-	-	-	-
T-E	-	1	-	1	-	-
U-H	1	-	-	-	-	-
I-U-H	1	-	-	-	-	-
T-E-U-H	1	-	-	-	-	-

Le RRAG a déjà essayé plusieurs méthodes pour mener des études sur les résultats de recherche traitant de sujets choisis (Mowat 1978; Avalos et Haddad 1979; Schiefelbein et Simmons 1979; Woodhall 1979). Il s'agit de la première tentative pour recueillir des résultats de recherche dans les pays industrialisés et en développement.

L'étude comportait deux volets. L'un est analytique : étudier les résultats de la politique sur le financement de l'éducation et mettre à l'épreuve le bien-fondé de certaines propositions. Les premiers chapitres de l'étude examinent ces aspects. Le second volet est descriptif : résumer les conclusions de recherche afin de déterminer les lacunes existantes. Les deux chapitres suivants traitent de ces questions.

## LEÇONS À TIRER DE LA CONCEPTION DE L'ÉTUDE

Étant donné les critères utilisés pour le choix et le codage des rapports de recherche sur le financement de l'éducation, les références de la présente étude sont encore limitées. Par exemple, plusieurs rapports nationaux traitant des ressources consacrées à l'éducation et des projets financiers (tirés des imprimés d'ordinateur ERIC) ne sont pas mentionnés dans l'étude, même s'ils pourraient être utilisés pour des comparaisons au niveau international. D'autres rapports de recherche présentés à titre de référence dans les articles réunis à l'origine ne sont pas inclus. Parmi les quelque 100 références du rapport Pandit (1976), un tiers pourrait s'ajouter aux références de cette étude.

Environ un tiers des références correspondent aux années 1960 et les deux autres tiers aux années 1971-1975 et 1976-1980 respectivement, ce qui laisse croire qu'il existe un intérêt croissant face au financement de l'éducation et qu'un plus grand nombre de références seront disponibles au cours des années 1980. La plupart des références ne sont justifiées que par une source (80 %), 15 d'entre elles par quatre sources et un rapport de l'IIPE et un document du personnel de la Banque mondiale par sept sources. Dans ces conditions, les organismes de documentation devraient faciliter l'accès aux études disponibles dans les pays industrialisés ou en développement.

### Le processus de recherche par région

Comme les recherches en bibliothèque dans les pays industrialisés étaient centrées sur le financement de l'éducation dans les pays en développement, les références sur le financement de l'éducation dans les pays industrialisés ont surtout été répertoriées à Santiago (58 sur 94). Les références provenant de l'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient étaient pratiquement inaccessibles à Santiago (14 sur 279). Les références portant sur les pays en développement en général sont plus faciles à trouver dans les pays industrialisés (118) qu'à Santiago (47); cependant, la répartition par sujets est semblable aux deux endroits. Moins de références portant sur l'Amérique latine sont disponibles dans les bibliothèques des pays industrialisés que dans les bibliothèques de Santiago, de telle façon que deux tiers des références ont été obtenues à Santiago. Une documentation représentative a été réunie dans les pays industrialisés pour chaque sujet à l'exception de " l'aide technique ".

D'après les dates de publication, il ne semble pas y avoir de régions " favorisées " pour ce qui est de la distribution des références réunies dans les pays industrialisés. Les résultats de recherche provenant de toutes les régions parviennent au monde industrialisé au même rythme. Leur abondance semble toutefois liée au nombre d'études publiées en anglais. Parmi les 234 références répertoriées à Toronto, 7 seulement étaient en français et 5 en espagnol. Ceci peut expliquer en partie, pourquoi il y a moins de références portant sur l'Amérique latine (35) que sur l'Afrique (54) ou l'Asie (46). L'intérêt particulier porté à une région peut également expliquer le nombre de références réunies pour cette région. Par exemple, le Centre de Hambourg a fourni environ la moitié des références sur le Moyen-Orient.

### Principaux sujets étudiés

Environ la moitié des références traitent de l'évaluation des conclusions (189), des rapports nationaux et des séries chronologiques (234). La plupart définissent le problème du financement de l'éducation dans les pays en développement. Parmi les 189 références portant sur les résultats, 100 étudient les problèmes des pays en général.

Les mécanismes sont étudiés dans tous les pays en général (24 articles) ou dans chacune des régions (77), mais rarement dans les pays en développement (6). Les documents qui traitent de l'analyse de l'avoir et des indicateurs d'efficacité sont assez récents. Environ 10-15 % des références correspondent à cette catégorie dans chacune des régions.

Si la majeure partie de la documentation préparée à ce sujet atteint l'étape de la publication, un grand nombre d'études de coûts restent à l'état de brouillon ou circulent sous forme de rapports photocopiés.

Parmi les références portant sur la coopération internationale et l'aide technique, 10 ont été répertoriées dans les pays industrialisés pour des régions particulières et 13 autres pour des pays en développement en général. Plus de rapports à ce sujet pourraient être obtenus auprès de sources locales. La recherche à Santiago a fourni 8 documents pour l'Amérique latine et 7 pour les pays en développement.

Il n'est pas possible de connaître la formation professionnelle de la plupart des auteurs. Les économistes semblent s'intéresser davantage à l'analyse de l'avoir et aux indicateurs d'efficacité tandis que les sociologues, les administrateurs et les éducateurs semblent s'intéresser aux débats sur les résultats et à l'analyse des mécanismes. Beaucoup de rapports nationaux proviennent du travail d'une équipe des bureaux de planification ou de missions présentant des rapports aux organismes d'aide.

Il n'y a pas de frontières précises entre les sujets financiers ou entre eux et d'autres aspects du système d'éducation. Des sujets supplémentaires tels les améliorations dans l'efficacité interne, la technologie en matière d'enseignement, les taux d'inscription, l'égalité des chances ou les effets de la stimulation précoce (par exemple, *Sesame Street*) auraient pu être abordés dans la présente étude.

#### Tendances de la recherche dans le financement de l'éducation

Le financement de l'éducation a été un sujet clé au cours des réunions régionales des ministères de l'éducation tenues au début des années 1960 sous l'égide de l'Unesco. En 1962, une entente fut conclue en Amérique latine pour porter à 4 % la proportion du PNB allouée à l'éducation. Les pays d'Afrique conclurent une entente similaire à Addis Ababa ainsi que les pays de l'Asie à Tokyo. Les rapports étudiés au cours de ces réunions contenaient des données sur les frais généraux par secteur (public et privé), sur les sources (fédérales, régionales et locales), sur les niveaux (primaire, secondaire et universitaire) et sur les types (salaires, dépenses générales, aide aux étudiants et installations). Les coûts unitaires par étudiant ou par habitant et les comparaisons du PNB et du budget public total fournissaient une base d'analyse. Les comparaisons des coûts unitaires par niveau ont confirmé le coût plus élevé pour chaque étudiant de l'université (Escondrillas 1966:25).

La question de la piètre qualité des données de base a été étudiée au cours d'un colloque régional tenu en Amérique latine en 1966. À cette époque, les discussions portaient sur l'amélioration des statistiques sur l'enseignement et les coûts (Hallak 1966; Higgins 1966; Lourie 1966; Lyons 1979) et les efforts ont été centrés sur l'élaboration de méthodes appropriées pour recueillir des données sur le financement de l'éducation (Edding 1967). D'autres questions importantes à l'époque visaient l'expansion des installations d'enseignement, le contrôle des dépenses, le financement par des organismes étrangers et la réévaluation de la scolarité gratuite à l'université (Schieffelbein 1978). Aucune autre conclusion de recherche n'est disponible toutefois, pour appuyer les propositions de modification.

Les économistes chargés du calcul des taux de rentabilité ont éveillé un nouvel intérêt pour les coûts unitaires. Dans leurs thèses, Carnoy (1964) et Selowsky (1967) présentaient le taux de rentabilité par niveau pour le Mexique et le Chili, respectivement. Presque tous les pays latino-américains connaissent maintenant ces taux, tout comme un grand nombre d'autres pays dans le monde (Psacharopoulos 1973, 1980).

Au début des années 1960, l'Organisation des États américains (OEA) a parrainé des études utilisant la méthode de la main-d'oeuvre élaborée par l'OCDE pour les pays méditerranéens et, au milieu des années 1960, plusieurs pays latino-américains avaient prévu leurs besoins en main-d'oeuvre. Les données sur les coûts unitaires devaient être moins agrégées au niveau universitaire où le coût des études de médecine ou de génie est de 3 à 5 fois plus élevé que celui des études de sciences sociales ou de droit.

Bien que des études sur les économies d'échelle soient entreprises dans les pays industrialisés, on en retrouve peu en Amérique latine, sauf en ce qui concerne la

conception d'édifices (Bettancourt et alii 1968) probablement parce que 90 % des dépenses vont aux salaires des professeurs et parce que les données nationales sont utilisées pour comptabiliser les coûts. Les systèmes de comptabilité nationaux améliorent cependant leurs statistiques et dressent des tableaux; ils indiquent la source et la destination des fonds ainsi que les entrées et les sorties et réservent un secteur spécial à l'éducation. Ainsi, la qualité d'ensemble des données s'améliore. D'autres études de coûts au microniveau sont entreprises et les chercheurs peuvent maintenant expliquer les variations dans les coûts unitaires. Les rapports professeurs et étudiants, l'ancienneté (reflétée par des salaires plus élevés) et les autres frais comme l'amortissement et l'utilisation du capital pour les édifices et les lieux, sont à l'étude (Tibi 1980).

Les séries chronologiques sur le financement de l'éducation ont récemment été associées à des facteurs intermittents. Zymelman (1976) a rapproché les dépenses totales avec leur répartition : coûts unitaires, taux d'inscription et proportions de la population d'âge scolaire. Plusieurs variables ont été estimées par la méthode de régression pour expliquer chacune de ces trois composantes (Eichert et Orivel 1980). De telles études devraient fournir des renseignements valables aux technocrates.

Zymelman (1973) a élaboré des indices pour mesurer les efforts orientés vers l'éducation par rapport aux " efforts moyens " dans les domaines des impôts et du budget d'éducation. L'indice est établi selon la moyenne observée dans un groupe de pays. Ce type d'étude devrait être complété par une analyse des sources hors-budget (Haddad 1980). Ces dernières ont été examinées dans des études nationales (OCDE 1974).

Plusieurs études proclament que les limites ont été atteintes (Silvert 1970; Jordan et Hanes 1976), mais peu d'entre elles étudient comment la proportion du PNB allant à l'éducation devrait être répartie (Chenery et Syrquin 1978). Des analyses de régression transversale indiquent qu'il y a des augmentations dans la proportion du PNB consacrée à l'éducation lorsque le revenu augmente (Chenery et Syrquin 1978; Eichert et Orivel 1980) et que la charge fiscale pourrait augmenter en Amérique latine (Rezende 1978).

Maints modèles de simulation ou d'optimisation ont été élaborés pour la prise de décisions en matière d'éducation (Bowles 1965; Schiefelbein 1966, 1979). La plupart d'entre eux tiennent compte des contraintes financières. D'autres modèles ne sont que des procédures répétitives pour le calcul informatique des ressources nécessaires (Som 1970). Des données d'analyse transversale sont aussi utilisées pour évaluer les équations relatives à la future demande scolaire y compris, à titre de variables indépendantes, la consommation d'énergie et les taux de natalité, de croissance urbaine et de participation masculine à la main-d'oeuvre (Muñoz 1970; Ratinoff et Jeria 1978).

Des études récentes ont évalué les implications politiques des décisions de financement de l'éducation. Les études au macroniveau traitent des relations entre les régimes politiques et le financement de l'éducation (Levy 1980). Des études faites au microniveau décrivent les méthodes d'affectation, les critères utilisés, les pressions exercées par certains groupes, les renseignements qui animent les discussions et les limites de toute proposition de rechange (McGinn et alii 1980). La nouvelle approche réunit la connaissance nécessaire pour participer à un vrai processus d'affectation et elle se rend au-delà de l'analyse des méthodes de financement de l'éducation de différents pays (Noah et Sherman 1979).

Une autre tendance s'est donné comme objectif d'étudier des divisions particulières de l'éducation et des activités informelles. Le financement de l'enseignement dans les régions rurales a été étudié de divers points de vue (Coombs et Ahmed 1974; Sack et alii 1978). La production a été recommandée comme nouvelle source de financement et on a rappelé l'importance de l'aide externe dans bon nombre de projets d'enseignement qui ont réussi dans les régions rurales. On a établi des comparaisons entre les coûts unitaires et les avantages en matière d'enseignement professionnel formel et informel (Drouet 1968; Castro 1971, 1973, 1979; Kugler et Reyes 1978). De nouveaux mécanismes ont été élaborés dans le domaine de l'éducation permanente et les résultats des recherches (surtout dans les pays industrialisés) pourraient fournir des suggestions pour d'autres types d'enseignement (CERI 1975; Kurkland 1980). La pression croissante en faveur de l'enseignement préscolaire (comme moyen d'accroître l'égalité) a aussi stimulé la recherche sur les coûts unitaires. Le financement de l'enseignement privé a été étudié lors de réunions traitant de l'augmentation des coûts (Muñoz et Hernández 1976).

Les données provenant des études sur les dépenses par étudiant donnent maintenant des évaluations plus précises des coûts. En appliquant les coûts unitaires plutôt que les mouvements de liquidité, on obtient des renseignements sur l'utilisation des ressources. Les coûts ont été associés à des sources éventuelles de variation : le rapport élèves-professeur, le pourcentage de professeurs qualifiés et le salaire annuel moyen des professeurs (Debeauvais 1980). Des données de meilleure qualité sur les coûts par étudiant et des recherches préliminaires sur les fonctions de production de l'enseignement ont mené à des études sur l'efficacité des innovations (CEMIE 1974; Farrell et Schiefelbein 1974; Leslie et Jamison 1976; Schiefelbein 1978).

Le financement de la recherche en éducation n'a pas été discuté en profondeur au niveau de l'élaboration des politiques (Welsh 1972; Schiefelbein 1978). La possibilité de réduire les coûts par l'entremise des innovations et la récente attention accordée à la possibilité d'utiliser la recherche pour la prise de décisions peut constituer, à l'avenir, une incitation à la recherche appliquée de ce type.

La discussion portant sur les règles à adopter pour l'allocation de fonds se poursuit depuis longtemps; les mécanismes sont réévalués périodiquement, compte tenu des nouveaux contextes sociaux. Les systèmes de prêts ont été évalués pour mettre en évidence leurs répercussions sociales, le plafond d'endettement des étudiants et le capital nécessaire en présence de contraintes financières (Dominguez 1973). Les rapports sur la proportion d'étudiants qui cessent de rembourser leur prêt n'ont pas été diffusés sur une grande échelle, mais quelques renseignements sur l'administration des prêts sont disponibles. L'étude du cas de la Colombie a fourni des réponses intéressantes sur l'utilisation des prêts comme moyen d'atteindre des buts contradictoires, sur le statut socio-économique des étudiants et sur l'impact des ressources totales d'éducation (Jallade 1974).

Les systèmes de prélèvement à la source ont été analysés parallèlement aux prêts de prévoyance pour l'enseignement supérieur (Ford Foundation 1972). Il a été suggéré que les bons servent de moyen d'orienter les fonds (Boeninger 1978; Noah et Sherman 1979). La diversité actuelle des ententes de financement de l'éducation appuie la théorie selon laquelle le financement peut être adapté de diverses façons aux buts sociaux d'un pays.

Récemment, l'attention s'est portée sur la contribution de la famille à l'éducation de ses membres. Des études ont été effectuées sur les contributions directes, de même que sur les dépenses liées à la fréquentation scolaire et au revenu sacrifié (Brodersohn 1978; Tanzi 1978). On a procédé à des évaluations (Musgrove 1976) et les déductions fiscales ont également été étudiées (Tanzi 1978). Certaines études ont traité des aspects moraux et légaux des solutions de financement (Corta 1964; Portela 1979). Aucune autre conclusion de recherche n'est disponible sur ce processus de prise de décisions.

L'économie de bien-être a également été étudiée, mais en termes de principes seulement (Dorfman 1967). Depuis que la Cour suprême des États-Unis a appliqué le concept d'égalité dans l'enseignement public pour corriger les inégalités de financement dans les districts scolaires d'un même État en 1971, les pays en développement se sont intéressés à la question d'égalité (Haddad 1980). Le problème qui persiste est celui du besoin croissant de fonds pour l'enseignement compensatoire (Welsh 1972).

Plusieurs études ont été menées sur les effets distributifs des dépenses d'enseignement (Jallade 1974; Clavel et Schiefelbein 1976; Fields 1975, 1980). Dans tous les cas, les groupes à revenu moyen semblent profiter des systèmes publics d'enseignement gratuit, surtout au niveau universitaire. Les études sur le taux de rentabilité font toutes ressortir le même problème, il faudrait plus d'inscriptions au primaire, mais les analyses de sensibilité de ces évaluations peuvent fournir des résultats différents (Castro 1974); si les répercussions d'autres variables sont soustraites, les taux de rentabilité peuvent devenir plus faibles que les niveaux du marché (Simmons 1974).

Il faudrait procéder à des études sur les effets des subventions (ou toute autre forme d'allocations) sur les inscriptions ou la réussite. Des analyses plus approfondies des coûts au niveau universitaire, excluant les dépenses consacrées à la recherche, sont aussi requises. Un contrôle étroit de l'utilisation des ressources peut devenir l'un des types d'étude les plus valables pour les technocrates.

## LEÇONS À TIRER DES RÉSULTATS DE RECHERCHE

La recherche disponible (telle qu'elle a été définie) laisse entrevoir ce que l'on peut espérer de certaines mesures ou ce qui sous-tend les points de vue radicaux; ces deux facettes peuvent être englobées dans un processus réel de prise de décisions. C'est pourquoi les rapports particuliers d'un pays qui ne peuvent être généralisés, mais qui fournissent des comparaisons utiles avec d'autres pays, ont été joints au rapport.

Parce qu'il n'existe aucune étude sur les changements radicaux des systèmes financiers, mais seulement quelques évaluations des nouvelles politiques financières, on ne trouve aucun rapport sur la valeur des facteurs critiques dans le processus de prise de décisions, ni aucun modèle de simulation ou d'analyse des aptitudes des administrateurs (McGinn 1980:375). Par conséquent, tous les rapports peuvent être classés à l'étape " pré-planification " ou " en attente de modification " (Dave 1979:3).

Les conclusions seront associées à chaque composante du système d'éducation et pour chacune d'elles, je tenterai d'identifier la recherche orientée vers la détection (évaluation de l'état actuel des affaires) ou vers l'analyse (pourquoi le rendement actuel est ou n'est pas adéquat). Il n'existe pas de résultats sur les mesures requises pour atteindre les objectifs précisés, pas plus que sur les évaluations de la compétence des organismes d'exécution ou des besoins de formation. L'absence de rapports légaux dans cette étude peut être le résultat de lacunes dans la conception.

### Évaluation du milieu

Toutes les données disponibles indiquent une augmentation des dépenses publiques consacrées à l'éducation au cours des années (voir tableau 1). La portion du PNB versée à l'éducation a été utilisée comme un indice de la valeur donnée à l'éducation par la société (Simmons 1973:14; Eicher et Orivel 1980:18; Banque mondiale 1981). Il a été suggéré que l'augmentation visait à compenser un sous-investissement antérieur en ressources humaines; cependant, il est impossible de savoir si le processus d'ajustement a déjà atteint un équilibre (Chenery et Syrquin 1978:44).

Pour évaluer les niveaux de financement dans chaque cas, les fractions du PNB et du budget national consacrées à l'éducation ont été comparées aux PNB par habitant, aux coûts unitaires et à d'autres facteurs. Si certaines études statistiques transversales n'ont indiqué aucune relation satisfaisante entre la portion du PNB versée à l'éducation et le PNB par habitant (Zymelman 1976), d'autres ont observé une faible augmentation lorsque le PNB par habitant s'accroît (Chenery et Syrquin 1978:31, 46, 50).

Les comparaisons des dépenses d'éducation faites par niveaux dans les pays d'Amérique latine révèlent que les dépenses au primaire en tant que partie du PNB peuvent s'expliquer par des variations de PNB; cependant, l'effet est négatif en Amérique du Sud et positif en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Il n'existe pas de relation entre la portion du PNB allouée à l'éducation et le pourcentage des enfants d'âge scolaire (Zymelman 1976). En Amérique du Sud, un pourcentage très élevé d'enfants a accès au primaire, tandis que les étudiants des niveaux supérieurs ne sont pas pris en considération.

Les comparaisons des efforts relatifs consacrés à chaque niveau d'enseignement sont limitées par ces problèmes. Les données des dépenses publiques d'éducation liées au PNB indiquent que les différences sont atténuées au primaire, mais tendent à s'accroître aux niveaux supérieurs (tableau 8). Les données montrent comment il est difficile dans chaque pays d'atteindre une optimisation des ressources allouées.

Dans toute analyse, il faut tenir compte de la qualité des données. Si les pourcentages se fondent sur les données du budget, ils peuvent s'accroître dans certains

Tableau 8. Dépenses publiques d'éducation<sup>a</sup> par rapport au PNB, par niveau et région, circa 1973.

Région	Niveau d'enseignement		
	Primaire	Secondaire	Université
<b>Pays en développement</b>			
Afrique de l'Est	2,04	1,13	0,59
Afrique de l'Ouest	1,64	1,20	0,49
Amérique centrale et Caraïbes	1,52	0,73	0,38
Amérique du Sud	1,65	0,99	0,86
Asie	1,33	0,93	0,56
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,71	1,54	0,84
<b>Pays industrialisés</b>	1,68	1,79	0,71
États-Unis	1,72	2,34	1,91
Japon	1,30	1,23	0,38
Suède	2,86	1,11	1,03,

Adapté de : Zymelman 1976.

a. Les données ne comprennent pas l'enseignement informel ou l'enseignement dans le secteur privé.

pays en raison de pressions extérieures et décroître dans d'autres pays parce que les ressources ne sont pas utilisées. En Inde par exemple, les dépenses d'éducation ont rarement excédé 60 % des allocations prévues (Haque 1970:408). Par conséquent, dans certains pays, il convient d'améliorer l'utilisation des ressources allouées à l'éducation au lieu de prévoir des ressources additionnelles.

#### Évaluation des ressources

Il est difficile de rassembler des données précises sur le financement de l'éducation dans un pays quel qu'il soit et encore plus difficile de le faire pour des comparaisons inter-culturelles. En premier lieu, il existe des doutes quant aux activités à inclure dans les dépenses d'éducation (CERI 1980:99) : les repas à l'école peuvent être considérés comme des dépenses d'éducation, des dépenses d'alimentation, ou les deux; la formation privée peut constituer une part importante du financement de l'éducation - en Bolivie, 9 % de la force ouvrière urbaine était, à un moment donné, inscrite à des programmes de formation financés par des entreprises privées (PREALC 1975:12); les pensions versées aux professeurs retraités peuvent être incluses dans ces dépenses s'il n'existe pas de régime de sécurité sociale ou si les déductions forment une partie des dépenses totales (Pandit 1976:9). En deuxième lieu, il faut tenir compte de l'existence de plusieurs organismes publics qui offrent des cours de formation aux adultes en plus du ministère de l'Éducation (OCDE 1977:9). En troisième lieu, il y a le manque de fiabilité des méthodes utilisées par les organismes pour enregistrer les données : il n'existe pas de comptabilité pour les " coûts imprévus " dans les programmes d'éducation informels, tels le travail bénévole, les périodes de radiodiffusion gratuites, les installations prêtées et les coûts pour les stagiaires (Coombs et Ahmed 1974:177). En quatrième lieu, il faut séparer les coûts conjoints pour les produits communs ou le problème parallèle posé par la difficulté d'isoler l'influence des facteurs non éducationnels (par exemple, la Révolution verte) sur la productivité de l'apport éducationnel. En cinquième lieu, il y a la difficulté d'exprimer les coûts en devises de la même valeur.

Dans les pays industrialisés, les frais de scolarité ne représentent qu'une faible fraction des ressources totales d'éducation; toutefois au niveau universitaire, cela peut aller de la gratuité dans les pays de l'OCDE, à 12 % dans les établissements publics et à 33 % dans les écoles privées américaines (Woodhall 1978:15, 37). Dans certains pays en développement, le système privé d'éducation peut s'approprier plus du tiers des ressources totales (Muñoz et Hernández 1976; Brodersohn et Sanjurjo 1978:323).

Les frais de scolarité sont, à l'occasion, payés par les parents à la condition que



l'argent soit utilisé pour l'achat de livres et de matériel qui serviront à leurs enfants; cependant, les écoles ne reçoivent parfois qu'une fraction des sommes recueillies, le reste étant consacré à d'autres activités (Heyneman 1980:17). Plus encore, les frais de scolarité sont souvent normalisés par le gouvernement central qui empêche les parents et les collectivités d'améliorer la qualité de l'enseignement par leurs propres sources de financement (Heyneman 1980:18). Ce phénomène s'observe aussi dans les pays industrialisés (Noah et Sherman 1979:44).

En Inde, la totalité du repas du midi est fournie par la communauté (Pandit 1969:17) et sa valeur est plus élevée que la somme fournie par le gouvernement. De fait, dans bien des cas, la seule dépense du gouvernement correspond aux salaires des enseignants.

Plusieurs études sur la distribution des ressources par niveau, par type ou par région ont été effectuées. Il n'existe pas de relation entre le PNB par habitant et la façon dont les pays répartissent leurs budgets d'éducation entre les niveaux. Les pays situés dans la même région adoptent cependant des variables financières semblables (Zymelman 1976). Selon Simmons (1973:3) :

Les pays ont tendance à limiter leurs investissements systématiques à l'enseignement formel et informel. Les mass média, les partis politiques et les modifications dans la vie familiale ont été moins souvent utilisés à titre d'outils systématiques pour modifier les attitudes et les comportements tant des jeunes que des plus âgés.

En dépit de cette tendance, maints rapports traitent des buts et des objectifs financiers des systèmes d'éducation. Jusqu'à récemment, les techniques de recherches en sciences sociales n'ont pas été appliquées pour élaborer des buts pouvant servir dans le processus de planification de l'éducation (McGinn 1980:353). Des modifications dans la situation financière de plusieurs pays et des données financières de qualité supérieure devraient fournir des éléments de comparaison pour chaque cas.

Après avoir comparé les dépenses prévues (qui représentent une fraction des dépenses totales d'éducation) et les dépenses réelles engagées au cours des trois premiers plans quinquennaux de l'Inde, Pandit (1976:11) conclut que "...la majeure partie (environ 60 pour cent) des dépenses inscrites au plan ont été faites au cours des deux dernières années de chaque plan." Au Chili, la situation inverse a été observée au cours de la période de 1965 à 1970.

Les coûts unitaires peuvent fournir une évaluation de l'efficacité interne, mais ils peuvent être définis de multiples façons. Le coût d'immobilisation d'un édifice, par exemple, peut se répartir entre le taux de dépréciation plus le coût d'utilisation du capital (intérêt). L'affectation des dépenses globales d'administration (pour évaluer des coûts plus réels) est également courante. Des différences considérables peuvent être observées entre les régions selon que l'unité pour le calcul des coûts est fondée sur la classe, l'étudiant ou le diplômé d'un niveau particulier. Par exemple, des coûts égaux au niveau de la classe peuvent représenter des coûts plus élevés par étudiant, si l'on pratique une sous-utilisation des capacités physiques et humaines en raison d'une pénurie de nouveaux étudiants ou de l'inaptitude à retenir les étudiants. Si, en plus des coûts d'organisation, on inclut les dépenses personnelles ou de la famille ainsi que le montant des salaires sacrifiés (le revenu de l'étudiant, si celui-ci travaillait au lieu d'étudier), les coûts unitaires peuvent alors varier. Un élément souvent oublié dans le système public scolaire est la formation et le perfectionnement gratuits des enseignants: "cet élément pourrait être monnayé et réparti sur tous les étudiants recevant l'enseignement d'un instituteur au cours de sa vie" (Pandit 1969:17). Si le système est stable, cet article peut être inscrit dans les frais généraux (Pandit 1969:18).

Les coûts unitaires peuvent encore fournir des éléments valables pour l'étude de la distribution des ressources en éducation. Les dépenses publiques par étudiant ont augmenté (fig. 3), mais les chiffres n'ont pas été modifiés pour refléter l'inflation et peuvent, en réalité, indiquer une diminution. Les modèles de dépenses au cours d'une certaine période indiquent que les différences dans les coûts unitaires augmentent en fonction du revenu (Banque mondiale 1981:68-69). Le fossé entre les pays les plus pauvres et les pays les plus riches (fig. 4), "permet de croire que les pays en développement ont fait face à des coûts unitaires qui constituent un fardeau

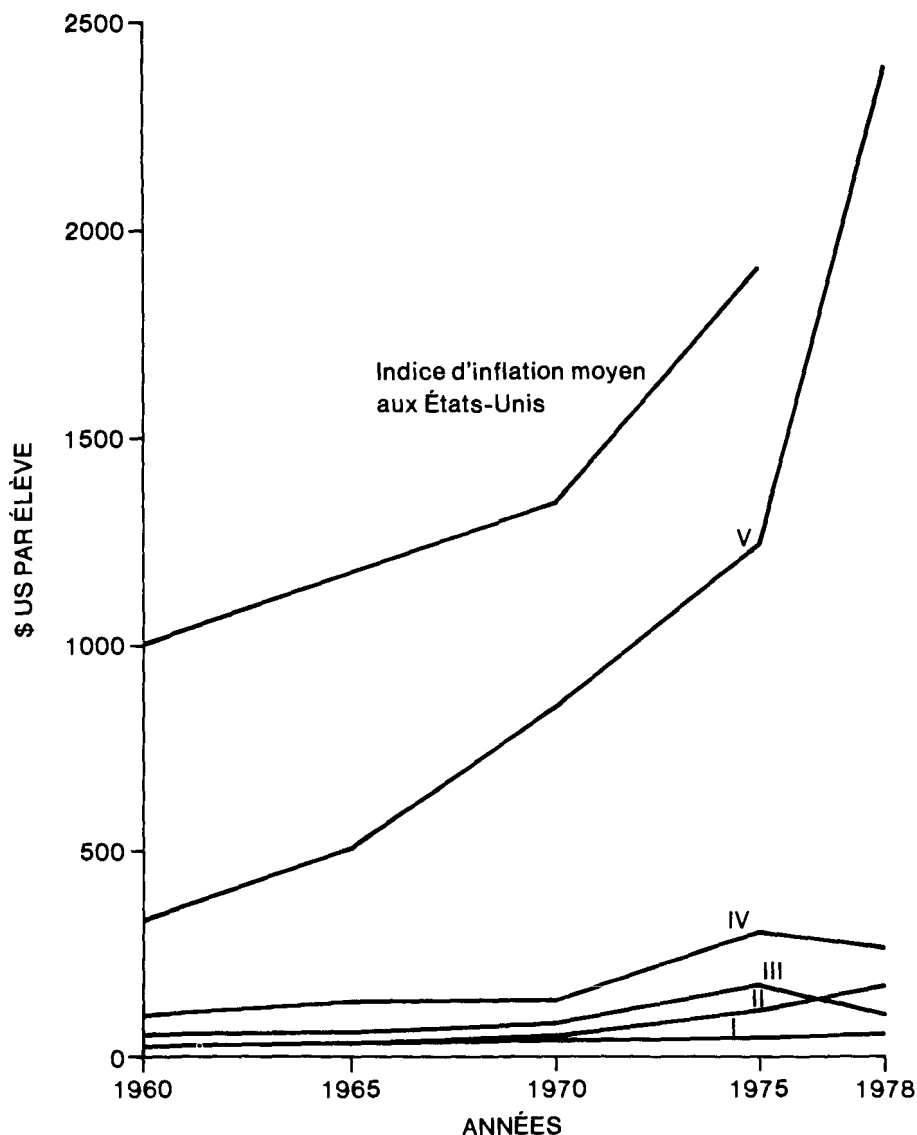


Figure 3. Dépenses publiques d'éducation par étudiant, 1960-1978. Les pays sont regroupés selon leur produit national brut : I. moins de 265 \$; II. 266-520 \$; III. 521-1075 \$; IV. 1076-2500 \$; V. pays de l'OCDE. Source : Banque mondiale 1981.

injustifiable sur leurs finances publiques, surtout au secondaire et à l'université " (Banque mondiale 1981:68). Plus le PNB par habitant est élevé, moins on observe de différence entre les coûts unitaires de chaque niveau. Les coûts unitaires au niveau universitaire sont 20 fois plus élevés que ceux du niveau primaire dans les pays les plus pauvres. La différence la plus marquée entre les pays pauvres et les pays riches se situe au primaire (fig. 5).

Les différences dans les coûts unitaires entre les pays peuvent être moins marquées que les différences à l'intérieur de ces pays. Ceci peut s'expliquer par les écarts de salaire des enseignants de chaque niveau, par le nombre d'élèves par classe et les coûts non salariaux par classe (tableau 9). De telles données sont très utiles pour identifier

les principaux facteurs touchant les coûts unitaires au microniveau : " les coûts ne sont pas vraiment significatifs à moins d'être liés aux ressources réelles correspondantes et surtout à celles utilisées dans le processus d'apprentissage " (Tibi 1980:7). Les études sur la fonction de production servent à identifier les ressources qui peuvent influencer sur le processus d'apprentissage (Schiefelbein et Simmons 1979).

Bien entendu, les pays en développement fournissent principalement l'éducation à des étudiants normaux dans des régions densément peuplées pour un coût unitaire très bas par étudiant. Les coûts sont liés à des particularités physiques et s'accroissent dans les régions peu peuplées ou dans des régions aux climats extrêmes. Dans les pays industrialisés, l'enseignement fourni aux handicapés ou aux groupes défavorisés peut amener une augmentation significative des coûts en raison du matériel spécialisé et des instituteurs spécialement formés. Les coûts augmentent aussi lorsqu'une plus grande part d'enseignement est fournie aux niveaux secondaire et supérieur qu'au niveau primaire puisqu'à ces niveaux, l'enseignement, qu'il soit professionnel, technique ou médical, est beaucoup plus avancé.

L'élasticité de la substitution entre les divers facteurs de la fonction de production est très faible. Les bâtiments ne peuvent être substitués aux enseignants et vice versa et les deux constituent un pourcentage très important des coûts totaux. Par conséquent, bien que les études de coûts puissent aider à améliorer l'efficacité et suggérer le meilleur moyen d'investir les ressources futures, il existe des limites marquées aux modifications rapides, spécialement celles qui touchent les salaires des enseignants ou le nombre d'élèves par classe, deux facteurs déterminants dans les dépenses d'éducation : " une forte proportion des coûts constitués par les salaires sont intouchables. Le reste des dépenses se compose de frais fixes et il existe évidemment un minimum irréductible pour l'entretien ou pour les livres, la papeterie ou le matériel " (Fisher 1956:357). Il est possible de jouer sur le nombre d'élèves par classe ou d'imposer des horaires de travail hebdomadaires, mais il existe ici aussi des limites au changement, surtout lorsque les syndicats d'instituteurs sont puissants. Il semble que des éléments dynamiques agissent pour créer de nouveaux emplois pour les enseignants mais l'inertie règne quand il faut supprimer les postes qui ne sont plus en demande (Tibi 1980:46).

Malheureusement, il n'y a pas d'éléments disponibles pour évaluer les combinaisons de sources de financement. Au Kenya, les dépenses des ménages pour l'éducation représentent

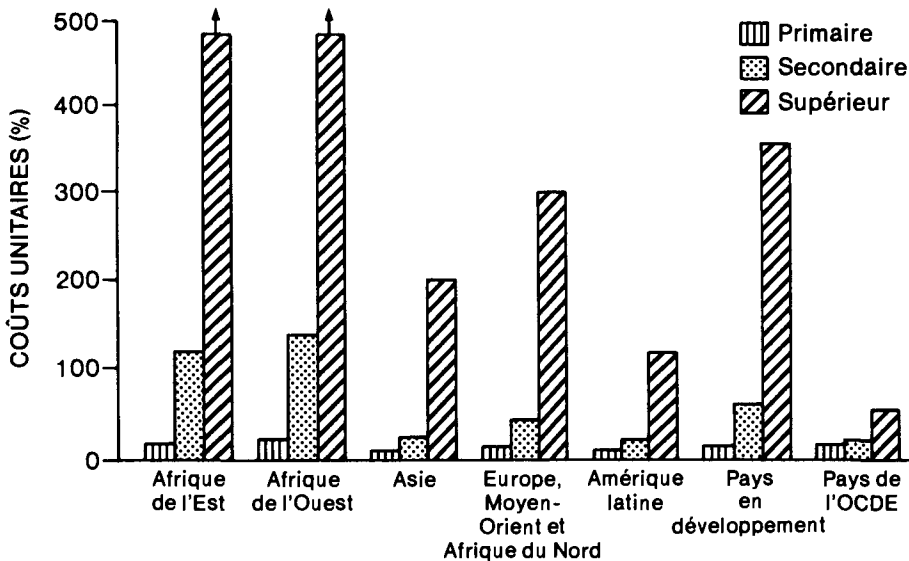


Figure 4. Coûts unitaires exprimés en pourcentage du produit national brut par habitant, de 1970 à 1973. Source : Zymelman 1976.

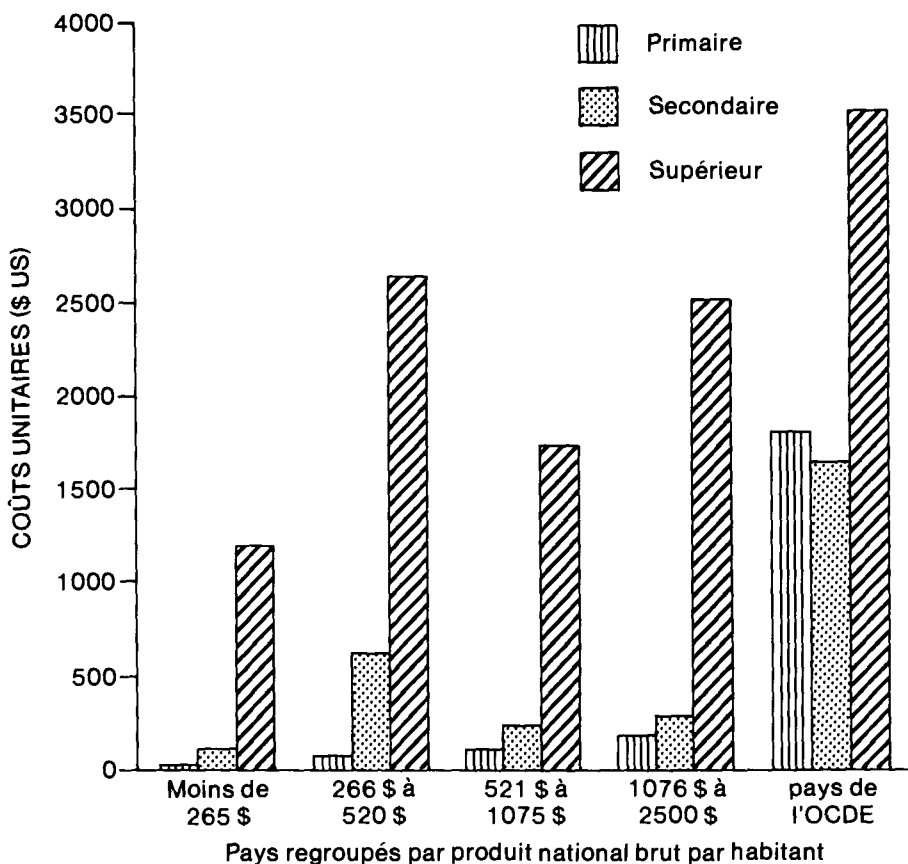


Figure 5. Coûts unitaires par niveau d'éducation, 1978. Source : Banque mondiale 1981.

environ un tiers des ressources totales (tableau 10). En Amérique latine, les dépenses des ménages augmentent rapidement à mesure que le revenu croît et l'élasticité se situe entre 1,3 et 2,3. Entre autres facteurs, l'augmentation de ces dépenses est liée à la fréquentation des écoles privées payantes, à la consommation accrue d'autres types d'enseignement informel et au fait que les enfants atteignent des niveaux d'éducation supérieurs (pour lesquels les prix sont plus élevés) (Musgrove 1976:62). En résumé, l'élasticité du prix de la demande est faible et les modèles de consommation sont liés aux niveaux de revenus (Chenery et Syrquin 1978:52). Dans le cas de l'Éthiopie, du Kenya et de la Tanzanie, Fields (1980:286) a découvert : " qu'une forte proportion (dans ce cas 90 %) des dépenses est consacrée aux systèmes d'enseignement publics... Les systèmes d'enseignement publics sont surtout financés par les gouvernements nationaux... les systèmes privés... par les contributions directes des ménages. " En plus des dépenses individuelles, la communauté décide souvent de construire des écoles grâce au travail bénévole et aux matériaux locaux (Callaway et Musone 1968; Olembo 1974; Scovill 1975; Ter Weele 1975; Afzal 1979). Selon Bengtsson et Schütze (1979:17), dans les pays de l'OCDE :

Les programmes de formation professionnelle (y compris les congés d'éducation payés) sont financés soit par l'industrie ou par des fonds parafiscaux accumulés par les employeurs et les employés, tandis que le coût des programmes d'éducation plus généraux est supporté par les revenus publics et par les contributions des participants.

Ce modèle vaut également pour l'Amérique latine. Il faut comprendre comment ces aspects du système financier agissent pour proposer des solutions de rechange visant à réunir des fonds supplémentaires pour supporter le système d'éducation.

Tableau 9. Particularités de l'école primaire touchant les dépenses, en devises de chaque pays.

Particularités de l'école primaire	Indonésie, 1979			Nigéria, 1979			Venezuela, 1976-1977 et 1978-1979		
	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum
Dépenses courantes par élève	16,3	1,6	48,5	58,3	29,1	165,6	80,5	57,8	109,6
Salaires des enseignants en % des dépenses courantes	83	-	-	94	-	-	74	-	-
35 Enseignants par classe	1,2	0,7	2,0	1,2	1,0	1,3	1,1	1,1	1,2
Salaire moyen des enseignants	436,6	37,2	-	1824	1655	2098	1969	1769	2053
Autres coûts salariaux par classe	40,6	-	75,0	133	26	340	743	467	1017
Coûts non salariaux par classe	68,2	12,5	282,9	-	-	-	25	-	207
Coûts non salariaux en % des dépenses courantes	11	-	-	-	-	-	1	-	-
Nombre d'élèves par classe	38,7	39,5	26,2	38,7	65,0	36,3	36,6	41,8	25,4

Adapté de : Tibi 1980:46-57.

Tableau 10. Distribution des dépenses totales pour l'enseignement public et privé dans trois pays de l'Afrique de l'Est par sources de financement, en devises de chaque pays.

Sources de financement	Éthiopie, 1970-1971				Kenya, 1970-1971				Tanzanie, 1970-1971			
	Public	Privé	Total	%	Public	Privé	Total	%	Public	Privé	Total	%
<b>Ressources nationales</b>	93,2	8,9	102,1	72,4	37,9	5,8	43,7	89,7	548,3	16,8	565,1	97,3
Financement public	91,7	0,4	92,0	65,3	30,0	0,0	30,0	61,6	541,8	0,0	541,8	93,3
Ressources des ménages	1,3	8,2	9,5	6,7	7,1	5,5	12,7	26,1	6,1	16,8	22,9	3,9
Autres ressources privées	0,2	0,3	0,6	0,4	0,8	0,3	1,0	2,0	0,4	0,0	0,4	0,1
<b>Sources étrangères</b>	31,4	7,7	39,0	27,6	4,7	0,3	5,0	10,3	15,6	0,0	15,6	2,7
Prêts de l'extérieur	4,0	0,0	4,0	2,8	0,1	0,0	0,1	0,2	2,2	0,0	2,2	0,4
Aide extérieure	27,4	7,7	35,0	24,8	4,6	0,3	4,9	10,1	13,4	0,0	13,4	2,3
<b>Total</b>	<b>124,6</b>	<b>16,6</b>	<b>141,1</b>	<b>100,0</b>	<b>42,6</b>	<b>6,1</b>	<b>48,7</b>	<b>100,0</b>	<b>563,9</b>	<b>16,8</b>	<b>580,7</b>	<b>100,0</b>

Adapté de : Ter Weele 1975:Tableaux 2-8, 3-9, 4-9.

Dans plusieurs pays en développement, le système d'éducation dépend d'un apport externe de capitaux. L'aide extérieure a atteint en 1975 environ 2,8 milliards \$US, soit 9 % des budgets d'éducation des pays en développement. Au Sénégal et en Éthiopie, les sources étrangères représentaient un tiers des dépenses publiques d'éducation (Ta Ngoc Chau et Caillods 1976:5; Fields 1980:287; Heyneman 1980:52). Les prêts de la Banque mondiale totalisant 10 % de l'aide pour l'éducation en 1975 (fig. 6) sont énumérés au tableau 11.

Il y a peu d'études sur les ressources fournies au niveau de l'État et au niveau local et celles disponibles tendent à découvrir des forces qui accroîtraient l'activité de l'État. Si les sources de revenus les plus élastiques (telles que les impôts) tombent aux mains du domaine fiscal et que les sources locales demeurent plutôt stables (par rapport à la croissance du PNB), les activités en expansion telles l'éducation accroîtront le besoin de transférer des fonds au niveau local (Pandit 1976:17).

En résumé, les coûts unitaires calculés au niveau national sont, dans bien des cas, peu sûrs parce qu'ils sont établis en termes de chiffres budgétés plutôt qu'en dépenses réelles, parce que les autres dépenses ne sont pas incluses et parce que la ventilation précise par niveau n'est pas toujours disponible. " Il semble par conséquent essentiel de compléter les données nationales... au moyen de données et d'analyses rassemblées dans chaque école " (Tibi 1980:2). Au cours de l'analyse, il faut également tenir compte des hypothèses élaborées au moment du calcul des coûts : on ne peut plus supposer que les coûts par étudiant sont les mêmes pour tous les étudiants d'un niveau donné sans tenir compte du type d'école. Si on calcule ce qu'il en coûte pour former un technicien, on devrait étudier ce qu'il en coûte pour former un autre individu en-dessous de la norme requise. Les analystes doivent établir de bonnes définitions.

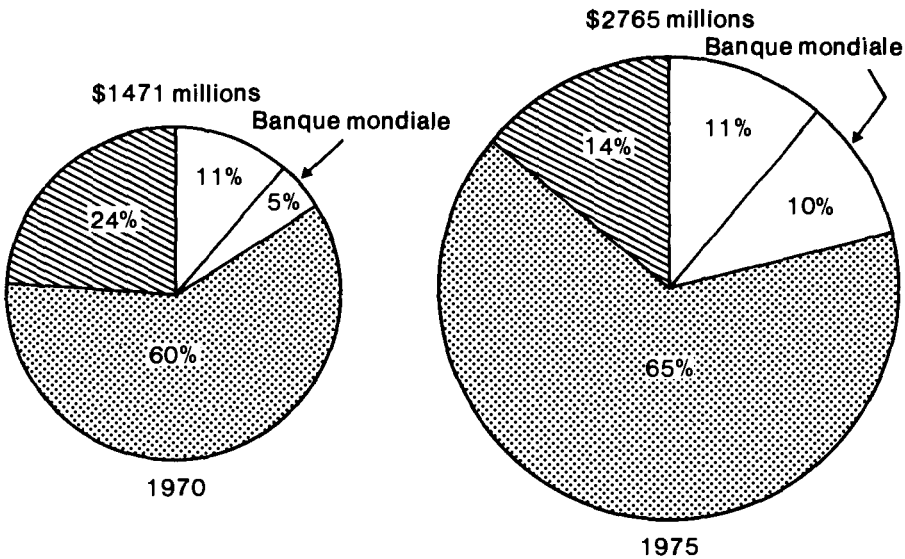
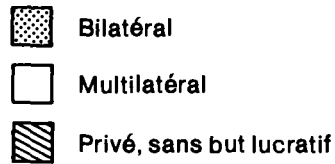


Figure 6. Aide extérieure à l'éducation (calculée au coût réel pour le donneur), pour 1970 et 1975. L'aide comprend les bourses, les prêts et les crédits. Source : Banque mondiale 1981:73.

Tableau 11. Distribution des prêts destinés à l'éducation provenant de la Banque mondiale et de l'Association internationale de développement (IDA) par région, en millions de dollars américains par année financière.

Région	Moyenne annuelle 1972-1976	1977	1978	1979	1980	1981	Opérations de prêts cumulatives
Afrique de l'Est							
éducation	37,8	37,3	57,7	26,5	35,1	161,2	612,3
total	412,3	572,2	560,3	645,8	815,0	874,1	7094,1
pourcentage	9,2	6,5	10,3	4,1	4,3	18,4	8,6
Afrique de l'Ouest							
éducation	32,9	14,8	23,8	30,0	49,0	22,4	360,5
total	311,2	392,1	509,3	556,3	731,6	938,3	5666,2
pourcentage	10,6	3,8	4,7	5,4	6,7	2,4	6,4
Amérique latine et Caraïbes							
éducation	34,3	59,0	33,7	52,5	32,0	82,0	526,7
total	1045,6	1893,2	2110,1	2264,8	2684,0	3153,2	22648,2
pourcentage	3,3	3,1	1,6	2,3	1,2	3,8	2,3
Asie de l'Est et Pacifique							
éducation	57,9	83,0	40,0	164,0	138,0	363,0	1126,6
total	800,3	1475,0	1726,2	2130,0	2368,9	2358,4	17408,4
pourcentage	7,2	5,6	2,3	7,7	5,8	15,4	6,5
Asie du Sud							
éducation	4,8	15,0	5,7	35,0	40,0	25,0	178,7
total	893,7	1164,2	1648,9	2077,0	2436,5	2531,2	18315,0
pourcentage	0,5	1,3	0,4	1,7	1,6	1,0	1,0
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord							
éducation	62,6	79,5	191,0	188,0	146,0	81,7	1089,9
total	1180,0	1570,1	1855,9	2336,6	2445,7	2435,8	21070,3
pourcentage	5,3	5,1	10,3	8,1	6,0	3,4	5,2

Adapté de : Banque mondiale 1981:12, 32, 38, 44, 50, 56, 62, 186, 187.



## Évaluation des procédés financiers

Le rôle précis et la distribution des ressources pour chaque source de financement de l'éducation peuvent être analysés en termes de coûts unitaires. Ce type de recherche comprend généralement une comparaison de rendement, calculé au moyen d'un indicateur de rendement, avec des variables décrivant les caractéristiques du système financier ou du statut des participants au processus (McGinn 1980:361).

Une analyse détaillée du premier type d'évaluation, soit les facteurs ayant trait à la réussite dans les pays en développement, a déjà été établie à l'intention du RRAG (Schiefelbein et Simmons 1979). On suppose qu'il existe des seuils pour chaque entrée; au-delà de ces seuils, aucune amélioration significative n'est obtenue (Simmons 1980:12). Ce type d'analyse comporte des implications financières évidentes : il n'est pas nécessaire de consacrer plus de ressources à des facteurs qui n'amélioreront pas les niveaux de réussite. Il faut poursuivre la recherche expérimentale de ce type pour fournir plus de résultats objectifs aux décideurs. Une analyse détaillée sur les effets du nombre d'élèves par classe dans les pays industrialisés a démontré que les étudiants d'une classe de 25 élèves n'apprennent pas beaucoup plus vite que ceux d'une classe de 40 élèves (Smith et Glass 1980). Si des résultats semblables étaient disponibles pour différentes matières, dans chacun des niveaux et des divisions du système d'enseignement, le processus d'affectation pourrait être amélioré. Un autre type d'étude qui pourrait influencer ce processus est l'étude sur l'efficacité des instituteurs, commandée par le RRAG (Avalos et Haddad 1979).

Les tendances longitudinales ne sont pas toujours celles auxquelles on s'attend. En général, les écoles deviennent plus grandes et le nombre d'élèves par classe s'accroît parfois (Ta Ngoc Chau et Caillods 1976:82); dans d'autres cas, le nombre d'élèves par classe décroît et les écoles évoluent selon un modèle qui s'oppose à la tendance générale observée (Tobing et Johnstone 1980:47). Des réponses dynamiques face à la demande et apathiques face à la diminution des inscriptions ont déjà été observées (Tibi 1980:42).

Plusieurs études statistiques se sont penchées sur le coût des services d'éducation selon des échelles différentes (Tibi 1980:28). Aux États-Unis, on n'observe aucune économie d'échelle significative selon l'importance de la collectivité (Eckstein 1964:50); cependant, les coûts sont à leur minimum lorsque les inscriptions atteignent entre 1500 et 2000 personnes. Aucune de ces études n'a fait ressortir " que le coût de l'exploitation (en termes d'entrées ou de sorties) était particulièrement élevé en présence d'effectifs non optimaux " (Katzman 1973:376). En Angleterre, il y avait des signes évidents que des économies d'importance pouvaient être réalisées dans les écoles primaires et secondaires lorsque ces dernières étaient considérées comme des groupes complets (Hough 1980). L'effectif de l'école était le seul facteur stable permettant de prévoir la réussite aux examens dans les écoles secondaires de l'État d'Ogun (Nigéria) et des économies d'échelle ont pu être réalisées dans l'exploitation des écoles (Oguntoyé 1978). L'effectif de l'école a été un facteur positif dans cinq études de production sur dix réalisées en Afrique et en Asie (Schiefelbein et Simmons 1979:15). Des économies d'échelle ont aussi été signalées dans les études visant à déterminer l'effectif minimal acceptable des écoles primaires et secondaires (Bettancourt et alii 1968; Pandit 1969:421). Les études à venir devraient accorder plus d'attention aux coûts fixes et variables pour évaluer les fonctions de coût de chaque intervalle dans l'échelle de l'effectif d'une école. Le concept d'économie d'échelle peut également être utilisé pour le nombre d'heures d'enseignement par semaine, par classe, par matière et au total, ou par rapport aux obligations d'enseignement des instituteurs (Tibi 1980:29). Plusieurs modèles d'optimisation et de simulation ont été mis au point pour étudier quelles ressources financières sont nécessaires pour réaliser des buts particuliers en un temps donné et quels buts peuvent être réalisés à l'aide d'une quantité donnée de ressources (Bowman 1969:667; Pandit 1969:244; Schiefelbein et Davis 1974).

La plupart des ressources en éducation sont allouées au cours des années précédentes : par exemple, au Mexique, 85 % du budget d'éducation est déjà engagé et la moitié du reste est presque engagée, ne laissant que 5 à 10 % de possibilités réelles de prises de décisions (McGinn et alii 1980). Il faudrait prévoir un degré d'autonomie locale plus élevé (McGinn et alii 1980:331-353). En général, il faut atteindre " un meilleur équilibre entre l'attention accordée aux méthodes d'affectation des ressources aux macroniveaux comparativement aux microniveaux de la prise de décisions " (Monk 1981:215).

Dominguez (1973:165, 216, 246) a étudié les possibilités d'établir des institutions de prêts aux étudiants (IPE) dans les pays en développement et conclut :

Plus les disparités sociales sont grandes (se manifestant par un coût de vie très élevé) et plus les inscriptions à l'éducation supérieure sont nombreuses, plus il est difficile au point de vue économique d'établir cette institution égalisatrice... Les individus pourraient avoir à supporter un fardeau les limitant à un niveau social inacceptable, ce qui pourrait, en premier lieu, annuler l'action sociale même visée par l'IPE; en second lieu, l'IPE mettrait inutilement en danger son propre avenir financier... Il faut accorder des subventions absolues lorsque les disparités socio-économiques rendent impossible l'établissement de l'IPE... Tenter de corriger les disparités exclusivement par l'entremise de mécanismes de crédit financier n'est pas un projet viable ou équitable. Une certaine subvention correctrice, nommée subvention absolue...est indispensable pour amener les mécanismes financiers au seuil de faisabilité.

La discrimination envers les femmes, les effets des décès ou des migrations, le défaut de rembourser ou les taux de chômage sont d'autres problèmes réels auxquels il faut trouver des solutions particulières dans chaque pays (Brodersohn et Sanjurjo 1978:448).

L'aide extérieure à l'éducation dans les pays en développement s'est accrue au cours des années 1960 et 1970. Selon Coombs (1980:3), des priorités et stratégies nouvelles ont été établies pour les années 1980 :

La première est un déplacement de l'intérêt pour l'expansion des installations d'enseignement de niveaux supérieur et secondaire...vers une expansion des possibilités de s'instruire au niveau primaire dans les régions rurales et les bas quartiers urbains des pays en développement... Le deuxième changement d'orientation s'est exercé en faveur de millions de jeunes et d'adultes que le système d'enseignement classique et le processus de développement d'ensemble a oubliés...Une troisième orientation nouvelle consiste à aider les pays en développement à renforcer leurs aptitudes fondamentales en analyse, en information et en gestion...

### Évaluation des retombées immédiates

La recherche sur les retombées examine ce qui a déjà été fait et ce qui aurait dû être fait. La recherche ne peut fournir une réponse à ce qui devrait être fait : elle donne plutôt une vision plus claire de la valeur et des conséquences de solutions de rechange (McGinn 1980:369). En ce qui concerne ce qui a été fait : " l'évaluation des retombées en elles-mêmes n'indique pas leur valeur pour la société. À cette fin, il faudrait établir une norme de référence " (Zymelman 1973:210).

Les données servant à mesurer les retombées sont " des indicateurs individuels qui reflètent des réussites particulières au niveau du processus d'apprentissage dans les domaines cognitifs, psychomoteurs et affectifs. Les mesures relatives à l'intelligence, aux aptitudes, aux attitudes, au développement des capacités et à la connaissance des faits sont des indicateurs individuels " (Zymelman 1973:210). Les tests destinés à la classe et les tests psychologiques peuvent donner une mesure du bonheur de l'étudiant. Les indicateurs individuels peuvent être combinés en un indice unique, comme les années de scolarité, mais " il n'existe pratiquement aucun indice pour quantifier la réalisation des buts de l'enseignement bien qu'il soit théoriquement possible d'élaborer des mesures pour la ponctualité, la discipline, l'aptitude à acquérir des connaissances et le sens de la responsabilité sociale " (Zymelman 1973:211).

Les retombées sociales, peuvent se révéler " être d'égale ou de moindre importance que d'autres aptitudes que l'école a sciemment ou non, encouragées ou désapprouvées, comme la discipline et la créativité pour protéger l'emploi et les promotions " (Simmons 1973:19).

Les échecs des élèves peuvent même être considérés comme un mal nécessaire (par certains groupes), comme moyen de maintenir les normes de qualité, étant donné que certains étudiants éprouveront des problèmes personnels à étudier aux niveaux proposés. L'évaluation des résultats doit englober ces facettes du système d'éducation.

Très peu de pays mesurent la réussite académique à différents niveaux du système d'enseignement et le seul moyen d'évaluation consiste habituellement à accorder des points pour la lecture, les mathématiques ou d'autres sujets. " Les données provenant d'un pays d'Afrique de Nord, portent à croire que six années d'études peuvent ne pas être suffisantes pour qu'un pourcentage élevé d'étudiants acquièrent la capacité de lire le journal " (Simmons 1973:20). On utiliserait ces données pour prendre des décisions.

Des indicateurs négatifs tels les absences non autorisées, le taux d'abandon, le vandalisme et les émeutes, peuvent aussi servir à évaluer le niveau de satisfaction de l'étudiant. Dans certains cas, les indicateurs peuvent être comparés à certaines normes sociales. Par exemple, si certains niveaux minimaux de scolarité sont considérés comme étant obligatoires, le taux d'abandon peut également servir à évaluer les retombées. Il faudrait que les études portent sur les répercussions à long terme. La nourriture, les uniformes et le transport gratuits ou des enseignants mieux formés pourraient faire augmenter les inscriptions au primaire, mais pourraient grever les ressources destinées à l'enseignement secondaire et supérieur (Blaug 1973:22).

Le redoublement est un facteur qui pourrait être utilisé pour évaluer l'affectation des ressources. Malheureusement, une sous-estimation des taux réels de redoublement dans bon nombre de régions a limité l'intérêt face à ce type d'analyse (Unesco 1981). En Amérique latine, où les taux réels de redoublement au primaire peuvent atteindre 50 %, une meilleure utilisation des ressources aurait des répercussions évidentes.

Certains avantages parallèles importants du système d'éducation peuvent être très appréciés par la société. Par exemple, on pourrait procéder à des analyses coûts-avantages " en partant du fait que l'existence des garderies permet aux mères de choisir un emploi rémunérateur à l'extérieur de la maison " (CERI 1980:97-98); cependant, ces analyses devraient également étudier " si, lorsqu'il a 20 ans, le fait pour un enfant d'avoir été placé dès l'âge de 5 ans en garderie constitue un gain ou une perte de revenu " (CERI 1980:98). Les écarts peuvent être élevés étant donné que le calcul actuel du revenu tel qu'il sera dans 15 ans est établi à 7 ou 8 % d'intérêt.

Les études devraient tenir compte des répercussions directes des dépenses en éducation, sur la distribution des revenus. Simmons (1973:32) affirme que " les pauvres sont les premiers à abandonner l'école parce qu'ils doivent travailler, les premiers à être évincés parce qu'ils s'endorment en classe en raison de la malnutrition, les premiers à échouer dans les cours de français ou d'anglais parce que les autres enfants profitent de meilleures conditions à la maison ". Le taux d'abandon pourrait être compensé par une imposition progressive sur le revenu ou par des inscriptions dans les écoles privées exigeant des frais de scolarité. Des études pourraient être entreprises dans chaque pays pour évaluer l'effet de la redistribution des dépenses en éducation.

On a entrepris des débats importants sur le meilleur moyen d'évaluer les répercussions de l'imposition régressive ou progressive et des subventions à l'éducation, ainsi que la signification d'une telle analyse. L'une de ces approches consistait à comparer les antécédents des élèves à ceux d'un groupe non participant ou à ceux d'élèves ayant un programme scolaire différent; une autre approche consistait à utiliser les catégories de revenus et à se demander si les effets nets des subventions sur chacun des niveaux d'enseignement et les effets nets de la structure d'imposition semblaient être régressifs ou progressifs (Bowman et Schiefelbein 1981). Les études effectuées dans les pays en développement s'inspirent de la seconde approche. Jallade (1974:69) remarque que " lorsque chaque niveau est étudié séparément, il semble que le financement public de l'éducation primaire seulement a un effet de redistribution important et positif sur le revenu ". Selon Fields (1980:298), " dans tous les cas où les ménages sont classés selon leur revenu total, la proportion des avantages qui reviennent aux élèves des groupes à revenu faible est beaucoup plus petite que celle des groupes à revenu faible dans la population ". En général, la classe moyenne profite des subventions fournies autant par les pauvres que par les très riches (Jallade 1974:69; Fields 1975:256; Schiefelbein et Clavel 1976:10). La distribution des subventions pour l'enseignement supérieur est indiscutablement injuste dans une perspective d'égalité (Bowman et Schiefelbein 1981). La plupart des études ne font aucune distinction entre les carrières universitaires, mais les enfants issus des familles les moins instruites et au revenu le plus faible tendent à s'inscrire dans les programmes d'études les moins dispendieux (Bowman et Schiefelbein 1981). Les études devraient se pencher sur les relations existant entre les effets de

distribution à court terme des dépenses en éducation et les effets à long terme mesurés au moyen du revenu viager. La comparaison des deux types d'évaluation est complexe et seules des études préliminaires ont été entreprises (Bowman et Schiefelbein 1981).

Traditionnellement, les services publics sont utilisés par les enfants des familles les plus instruites ou par les enfants dont le niveau d'instruction est plus élevé (Bridge 1978). Cette conclusion peut refléter, dans une large mesure, un manque de connaissance des possibilités offertes par l'enseignement, bien que d'autres problèmes structureaux puissent intervenir (Simmons 1973; Lourié 1976). Si les niveaux d'instruction moyens sont peu élevés dans une société, il faut combler le besoin d'information, autrement certaines parties de la population recevant l'information à un rythme plus rapide que d'autres, le fossé ne cessera de s'élargir (Tichenor et alii 1970).

Les salaires des enseignants sont une conséquence directe des décisions financières, tout du moins dans les pays où l'enseignement est du domaine public. Dans certains cas, les salaires sont si bas qu'ils n'intéressent que les femmes, à cause des avantages sociaux ou parce qu'il existe moins de discrimination envers les femmes (Morales et alii 1977). Par contre, dans les pays ayant récemment acquis leur indépendance, en ce qui concerne les professeurs d'université " il ne convient guère d'accroître le nombre de personnes possédant une formation universitaire si l'on maintient les structures salariales des années de pénurie " (Foster 1975:392).

Les données sur le rendement ont été utilisées par les planificateurs en éducation dans des études visant à établir des recommandations. Les résultats de ces études doivent être utilisés avec prudence; cependant, les décisionnaires ont été amenés à examiner de vieux problèmes à partir de nouvelles perspectives en raison de ces études (Farrell et Schiefelbein 1974:29; Bloom 1979).

#### Évaluation des effets à long terme

Les buts à long terme d'un système d'éducation sont multiples et parfois même, contradictoires. La réalisation des buts sociaux peut être illustrée à l'aide de cinq objectifs généraux : objectifs économiques, démographiques, sociaux, politiques et psychologiques. Bon nombre d'indicateurs sociaux ont été utilisés pour mesurer la réalisation de ces buts : la production; la productivité; les taux de natalité et de mortalité; les taux de migration; le roulement dans les ventes domiciliaires; le taux de participation de l'électorat; le nombre de livres, de magazines et de journaux couvrant l'actualité; le taux de criminalité; les mesures touchant la santé communautaire; l'assistance aux événements culturels ou sportifs et l'affiliation religieuse (Simmons 1973:37-40; Zymelman 1973:211; Pandit 1976:54). Cependant, ces mesures ont été reliées aux années de scolarité plutôt qu'aux dépenses d'éducation.

Certains des effets décrits ci-dessus sont évidemment positifs. D'autres activités qui découlent d'une sensibilisation accrue sont négatives. La concentration d'étudiants peut être liée aux incendies d'autobus, à la destruction d'immeubles ou aux attaques dirigées contre des personnes. Dans certains cas, le pouvoir étudiant a été utilisé à des fins politiques (évidemment, certains groupes considèrent qu'il s'agit d'une activité positive et d'autres d'un effet négatif). Peu de recherches sont disponibles sur les effets négatifs de l'éducation (Pandit 1976:54).

Les économistes s'intéressent aux effets à long terme pouvant servir de critères aux décisionnaires. Des efforts ont été faits tant au macro qu'au microniveau. Au macroniveau, plusieurs évaluations des effets des apports globaux sur les variations du revenu national ou les fonctions de production globales ont été effectuées (Bowman 1969:646; 1980:44). Selon Zymelman (1973:227, 229) :

L'accroissement du rendement économique d'un pays au cours d'une période ne s'explique que partiellement par des augmentations de capital matériel et de main-d'oeuvre. La proportion de la croissance économique qui n'est pas attribuable à ces données est appelée valeur résiduelle et dépend d'autres facteurs...amélioration qualitative de la main-d'oeuvre grâce à l'enseignement et progrès dans les sciences et la technologie appliquée sont probablement les plus importantes composantes de la valeur résiduelle...la recherche sur les " valeurs résiduelles " ne permet pas de savoir quels domaines de

l'enseignement donneront les meilleures retombées économiques et ne mesure pas les coûts relatifs de l'amélioration des facteurs qui contribuent à former la valeur résiduelle.

Dans la plupart des pays, l'éducation a joué un rôle mineur dans les taux de croissance (tableau 12). Bowman (1980:55) conclut au terme de sa recherche que l'éducation :

...a contribué à plus de 10 % de la croissance dans les quatre pays où le taux de croissance globale est le plus bas (à l'exception de l'Inde)... Mais s'agit-il de la conclusion qu'il faudrait tirer? Les modèles déforment-ils la représentation globale des processus de croissance et le rôle joué par l'épanouissement des ressources humaines qui en font partie?

Les effets de distribution et de mobilité sociale de l'éducation ont retenu l'attention des économistes, mais aucune preuve absolue n'a encore été établie (Eyzaguirre 1973; Muñoz et Lobo 1974).

Au microniveau, l'approche économique constitue un élément dans l'application de la théorie du capital à l'analyse de l'investissement en ressources humaines : la méthode du rendement. Le modèle de décision ne comporte que deux parties, selon Bowman (1969:649) : " (1) la comparaison du revenu viager prévu d'un homme (y compris les composantes négatives) qui prend une seule voie, avec le revenu prévu s'il devait choisir la meilleure solution pour parvenir à ses fins et (2) un moyen de s'adapter au revenu ou aux salaires de telle façon que des revenus possédant des profils particuliers dans le temps puissent être comparés les uns aux autres. " En revanche, un revenu viager peut être transformé en un montant d'argent prévu, à un moment donné, en se fondant sur un taux d'intérêt déterminé, et qui peut être comparé aux coûts prévus au même moment.

Pour les décisionnaires, la méthode est honnête. Les salaires et les coûts ont une signification précise et le seul problème est d'accepter la transformation des données à partir de coupes instantanées âge-revenus obtenues à partir d'études faites à un moment précis, en des évaluations longitudinales pour un groupe particulier (Psacharopoulos 1981:745). En réalité, beaucoup d'autres variables (antécédents familiaux, taux de chômage, taux de mortalité, sexe et caractéristiques personnelles) doivent entrer en considération dans les données salariales établies au cours d'une période (Bowman 1969:651; Zymelman 1973:215). Au niveau social, plusieurs problèmes doivent aussi être étudiés (précision des salaires réels à titre de mesure de rendement, effets d'échelle et de " débordement ", précisions des évaluations de coûts). En ce qui concerne les coûts, il faut évaluer la probabilité de redoubler un cours (une année), ce qui a pour effet d'accroître le coût total. Dans les calculs, il faut tenir compte des taxes, mais il est arrivé que les taxes de vente n'aient pas été incluses (Bowman et Schiefelbein 1981).

Pour conclure, de larges écarts existent entre les retombées de l'éducation au niveau individuel et au niveau social. L'enseignement gratuit procure à l'individu plus de bénéfices qu'il n'en procure à la société. Ce n'est que tout récemment que des tentatives ont été faites pour évaluer le taux de rendement pour l'état (investissement du gouvernement) qui se différencie du rendement pour la société dans son ensemble, afin d'étudier les critères d'investissement en plus des critères de distribution ou d'égalité (Bowman et Schiefelbein 1981). Les données sur le taux de rendement au niveau individuel et au niveau social permettent de croire que l'enseignement primaire est le meilleur choix pour l'investissement de fonds en éducation (le taux de rendement social moyen est de plus de 25 % dans les pays en développement - tableau 13). Le taux de rendement moyen pour l'enseignement secondaire indique que le niveau primaire est plus efficace que le niveau universitaire, surtout dans les pays en développement (Psacharopoulos 1979:21). Il existe toutefois des différences dans chaque pays : dans la moitié des pays, l'enseignement secondaire est le plus efficace, mais pour l'autre moitié, c'est le contraire (Blaug 1973:21). En établissant les différences par carrières ou par matières au niveau universitaire, on observe des cas où les taux de rendement pour les carrières de prestige sont très élevés. Le taux de rendement social par matière diminue avec le niveau du développement économique (tableau 14). Dans la plupart des pays en développement, les taux se situent bien au-dessus des 10 % fréquemment fixés comme étant le coût d'opportunité du capital (Simmons 1980:204). Les taux de rendement des pays en développement atteignent presque le double du taux de rendement des pays industrialisés (tableau 15).

Tableau 12. L'éducation dans la comptabilité de croissance, de 1950 à 1962 à moins d'indication contraire.

Pays	Taux de croissance	Entrées totales	Pourcentage annuel de contributions en points						Pourcentage de croissance attribué à l'éducation <sup>a</sup>		
			Rendement par unité d'entrées	Capital matériel	Emploi	Santé et nutrition	Réaffectation de la main-d'oeuvre	Éducation <sup>a</sup>			
Allemagne	7,3	3,3	4,0	1,41	1,49	0,28	0,77	0,18	0,11	2,5	1,5
Argentine	3,2	3,0	0,2	1,43	0,93	0,12	-	0,88	0,53	27,6	16,6
Belgique	3,2	1,3	1,9	0,41	0,40	0,09	0,20	0,70	0,43	21,9	13,4
Brésil	5,5	4,1	1,4	1,66	1,83	0,43	-	0,30	0,18	5,5	3,3
1950-1969	6,0	4,4	1,6	2,00	1,65	-	0,33	0,50	-	8,3	-
Canada	4,8	3,0	1,8	1,20	1,50	-	-	0,45	0,30	9,4	6,2
Chili	4,2	1,4	2,8	0,32	0,65	0,20	-	0,33	0,20	7,9	4,8
1950-1964	4,2	1,8	2,4	0,56	0,78	-	-	0,54	-	12,8	-
Colombie	4,8	3,4	1,4	1,04	1,66	0,49	-	0,33	0,20	6,9	4,2
Danemark	3,5	1,9	1,6	0,96	0,70	0,07	0,41	0,23	0,14	6,6	4,0
Équateur	4,7	2,5	2,2	1,07	0,92	0,32	-	0,38	0,23	8,1	4,9
États-Unis	3,3	2,2	1,1	0,83	0,90	0,02	0,25	0,78	0,49	23,5	14,8
France	4,9	1,3	3,6	0,79	0,07	0,15	0,65	0,47	0,29	9,6	5,9
Grèce											
1951-1961	5,3	3,1	2,2	2,44	0,45	-	-	0,24	0,15	4,6	2,8
1951-1964	5,7	2,8	2,9	1,55	0,65	-	-	0,55	-	9,7	-
Honduras	4,3	2,9	1,4	0,95	1,06	0,82	-	0,48	0,29	11,1	6,7
Inde											
1950-1960	2,2	1,8	0,4	0,76	0,91	-	-	0,13	-	5,9	-
Italie	6,0	1,8	4,2	0,70	0,42	0,28	1,04	0,65	0,40	10,9	6,7
Japon											
1953-1961	8,1	3,5	4,6	1,62	1,14	-	0,67	0,50	0,33	6,2	4,1
1955-1968	10,1	3,9	6,2	2,72	1,03	-	-	0,23	0,14	2,3	1,4
1961-1971	9,3	6,8	2,5	2,57	1,09	-	0,62	0,53	0,35	5,7	3,8
Mexique	6,0	5,7	0,7	2,82	1,43	0,93	-	0,11	0,05	1,8	0,8
1950-1964	6,0	4,4	1,6	2,81	1,46	-	-	0,41	-	6,6	-
Norvège	3,5	1,4	2,1	0,89	0,13	0,14	0,54	0,39	0,24	11,3	7,0
Pérou	5,6	2,8	2,8	1,40	0,67	0,57	-	0,23	0,14	4,1	2,5
Pays-Bas	4,7	2,1	2,6	1,04	0,78	0,04	0,21	0,39	0,24	8,2	5,1
Royaume-Uni	2,3	1,3	1,0	0,51	0,50	-0,03	0,06	0,47	0,29	20,5	12,7
Venezuela	7,7	4,6	3,1	2,04	2,19	0,21	-	0,33	0,19	4,3	2,5

Adapté de : Bowman 1980.

a. Deux évaluations sont fournies à la colonne éducation; la première colonne ne comprend pas les rectifications des " aptitudes ", la deuxième les donne.

Tableau 13. Rendement de l'éducation par niveau et région, en pourcentage.

Pays	Année d'étude	Taux de rendement par niveau d'enseignement					
		Rendement privé			Rendement social		
		Primaire	Secondaire	Université	Primaire	Secondaire	Université
<b>En développement</b>							
<b>Afrique</b>							
Éthiopie	1972	35,0	22,8	27,4	20,3	18,7	9,7
Ghana	1967	24,5	17,0	37,0	18,0	13,0	16,5
Kenya <sup>a</sup>	1971	28,0	33,0	31,0	21,7	19,2	8,8
Malawi	1978	-	-	-	-	15,1	-
Maroc	1970	-	-	-	50,5	10,0	13,0
Nigéria	1966	30,0	14,0	34,0	23,0	12,8	17,0
Ouganda	1965	-	-	-	66,0	28,6	12,0
Rhodésie	1960	-	-	-	12,4	-	-
Sierra Leone	1971	-	-	-	20,0	22,0	9,5
<b>Amérique latine</b>							
Brésil	1970	-	24,7	13,9	-	23,5	13,1
Chili	1959	-	-	-	24,0	16,9	12,2
	1962	11,3	21,4	38,1	10,7	17,2	14,5
Colombie	1973	15,1	15,4	20,7	-	-	-
Mexique	1963	32,0	23,0	29,0	25,0	17,0	23,0
Venezuela	1957	-	18,0	27,0	82,0	17,0	23,0
<b>Asie</b>							
Corée du Sud	1967	-	-	-	12,0	9,0	5,0
Inde	1960	24,7	19,2	14,3	20,2	16,7	12,7
	1965	17,3	18,8	16,2	13,4	15,5	10,3
Indonésie	1977	25,5	15,6	-	-	-	-
Malaisie	1978	-	32,6	34,5	-	-	-
Philippines	1967	-	-	-	9,3	12,3	10,7
	1971	9,0	6,5	9,5	7,0	6,5	8,5
Singapour	1964	8,5	28,0	12,5	8,0	21,0	11,0
	1966	-	20,0	25,4	6,6	17,6	14,1
Taïwan	1972	50,0	12,7	15,8	27,0	12,3	17,7
Thaïlande	1970	56,0	14,5	14,0	30,5	13,0	11,0
<b>Fourchette</b>		<b>9,0-56,0</b>	<b>6,5-33,0</b>	<b>9,5-37,0</b>	<b>6,6-82,0</b>	<b>6,5-28,6</b>	<b>5,0-23,0</b>
<b>Intermédiaires</b>							
Chypre	1975	15,0	11,2	14,8	-	-	-
Espagne	1971	31,6	10,2	15,5	17,2	8,6	12,8
Grèce	1964	-	5,0	14,0	-	3,0	8,0
	1977	20,0	6,0	5,5	16,5	5,5	4,5
Iran	1976	-	21,2	18,5	15,2	17,6	13,6
Israël	1958	27,0	6,9	8,0	16,5	6,9	6,6
Porto Rico	1959	-	38,6	41,1	21,9	27,3	21,9
	1960	-	24,4	23,0	20,9	23,8	16,0
Turquie	1968	-	24,0	26,0	-	-	8,5
Yougoslavie	1969	7,6	15,3	2,6	9,3	15,4	2,8
<b>Fourchette</b>		<b>7,6-31,6</b>	<b>6,0-38,6</b>	<b>2,6-41,1</b>	<b>9,3-21,9</b>	<b>5,5-27,3</b>	<b>2,8-21,9</b>
<b>Industrialisés</b>							
Allemagne	1964	-	-	4,6	-	-	-
Australie	1969	-	14,0	13,9	-	-	-
Belgique	1960	-	21,2	8,7	-	17,1	6,7
	1967	-	-	25,0	-	-	8,6
Canada	1961	-	16,3	19,7	-	11,7	14,0
Danemark	1964	-	-	10,0	-	-	7,8
États-Unis	1959	-	19,5	13,6	-	14,0	9,7
	1969	-	18,8	15,4	-	10,9	10,9
France	1970	-	13,8	16,7	-	10,1	10,9

Tableau 13. Suite.

Pays	Année d'étude	Taux de rendement par niveau d'enseignement					
		Rendement privé			Rendement social		
		Primaire	Secondaire	Université	Primaire	Secondaire	Université
Italie	1969	-	17,3	18,3	-	-	-
Japon	1973	-	5,9	8,1	-	4,6	6,4
Norvège	1966	-	7,4	7,7	-	7,2	7,5
Nouvelle-Zélande	1966	-	20,0	14,7	-	19,4	13,2
Pays-Bas	1961	-	6,0	9,0	-	5,0	6,0
	1965	-	8,5	10,4	-	5,2	5,5
Royaume-Uni <sup>b</sup>	1972	-	11,7	9,6	-	3,6	8,2
Suède	1967	-	-	10,3	-	10,5	9,2
<b>Fourchette</b>		-	<b>5,9-21,2</b>	<b>4,6-19,7</b>	-	<b>3,6-19,4</b>	<b>5,5-14,0</b>

Source : Psacharopoulos (1980:84-86) a fourni les données pour le Ghana, le Nigéria, l'Ouganda, la Corée du Sud, la Thaïlande, le Chili, le Mexique, le Venezuela, Israël, le Canada, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni (retombées sociales seulement).

Australie	Blandy et Goldsworthy 1973:9;
Belgique	Muelders 1974:tableau II;
Bésil	Jallade 1977:tableau 4;
Colombie	Régression, d'après Fields et Schultz 1977:tableau 8A;
Chypre	Demetriades et Psacharopoulos 1979:tableau 9;
Espagne	Quintas et Sanmartin 1978:tableau 1;
États-Unis	Carnoy et Marenbach 1975;
Éthiopie	Hoerr 1974:tableau 3;
France	Eicher et Lévy-Garboua 1979:chapitre 5;
Grèce	Psacharopoulos et Kazamias 1978:tableau 19.1;
Inde	Heyneman 1980:146;
Indonésie	Hallak et Psacharopoulos 1979:13;
Iran	Pourhosseini 1979;
Italie	Selon les données de revenus de la Banque d'Italie 1972:tableau 10;
Japon	Umetani 1977:113-114;
Kenya	Taux privés selon Fields 1975:tableau II;
Malawi	Évaluation préliminaire selon Heyneman 1980;
Malaisie	Lee 1980;
Maroc	Psacharopoulos 1976:136;
Philippines	BIT 1974:635;
Porto Rico	Carnoy 1972;
Royaume-Uni	Taux privés selon Psacharopoulos et Layard 1979:tableau IX;
Sierra Leone	Ketkar 1974:tableau 5;
Singapour	Clark et Fond 1970;
Taiwan	Gannicott 1972;
Turquie	Krueger 1972:tableau 4;
Yougoslavie	Thomas 1976:tableau 3.

- a. Taux de retombées sociales en 1968.  
b. Taux de retombées sociales en 1966.

Les avantages non monétaires servent mieux la thèse d'une plus grande affectation de fonds à l'enseignement primaire (par exemple, égalité des chances, cohésion sociale et stabilité politique) mais même la maximisation de la production économique pourrait être un argument valable (Blaug 1973:22).

Le revenu sacrifié peut avoir des répercussions plus importantes aux niveaux secondaire et universitaire; cependant, dans des pays comme l'Inde, un enfant devient, à l'âge de 9 ou 10 ans, une valeur économique en termes de travail (Pandit 1976:58).



Tableau 14. Retombées sociales pour l'enseignement universitaire par matières, en pourcentage.

Pays	Agriculture	Ingénierie	Sciences	Médecine	Sciences sociales	Lettres	Économie	Arts	Droit
Brésil	5,2	17,3	-	11,9	-	-	16,1	-	17,4
Inde	-	16,6	-	-	-	12,7 <sup>d</sup>	-	-	-
Iran	13,8	18,2	14,2	-	-	15,3	18,5	-	-
Malaisie	9,8	13,4	-	12,4	-	-	-	-	-
Philippines	3,0 <sup>a</sup>	10,3 <sup>b</sup>	-	-	-	-	10,5 <sup>c</sup>	-	15,0
Belgique	-	-	8,0 <sup>g</sup>	11,5	-	-	9,5	-	6,0
Canada <sup>e</sup>	-	2,0	-	-	-	-	9,0 <sup>c</sup>	-	-
Danemark	-	8,0	-	5,0	-	-	9,0	-	10,0
France	-	-	12,3	-	-	-	16,5	-	16,5
Norvège	2,2	8,7	6,2	3,1	-	-	8,9	4,3	10,6
Royaume-Unif	-	11,4	11,0	-	13,0	-	-	13,5	-
Suède	-	7,5	-	13,0	-	-	9,0 <sup>c</sup>	-	9,5
Moyenne des pays en développement	8,0	15,2	14,2	12,2	n.d.	14,0	15,0	n.d.	16,2
Moyenne des pays industrialisés	2,2	7,5	9,4	8,2	13,0	n.d.	10,3	8,9	10,5

Source : Psacharopoulos 1979:79.

- a. En se fondant sur l'hypothèse que le taux de l'agriculture inférieur à 5 % est égal à 3 %.
- b. Moyenne du génie civil, chimique et mécanique.
- c. Les chiffres concernent les sciences de l'administration ou les études commerciales.
- d. Les chiffres comprennent les premiers cycles des matières autres que le génie.
- e. Les données concernent les cycles de maîtrise.
- f. Les données comprennent les taux de rendement marginaux.
- g. Les chiffres se rapportent à la moyenne des sciences appliquées et des sciences pures.

Tableau 15. Retombées pour l'éducation par niveau et région, en pourcentage.

Pays	Na	Privé			Social			Na	Taux de rendement <sup>b</sup>
		Prim.	Second.	Univ.	Prim.	Second.	Univ.		
En développement									
Afrique	(9)	29	22	32	29	17	12	(3) 13,4	
Amérique latine	(5)	24	20	23	44	17	18	(3) 18,2	
Asie	(8)	32	17	19	16	12	11	(5) 12,8	
Intermédiaires	(8)	20	17	17	16	14	10	(3) 9,7	
Industrialisés	(14)	c	14	12	c	10	9	(6) 7,7	

Adapté de : Psacharopoulos 1980:87-90.

a. N exprime le nombre de pays dans chaque groupe.

b. Le taux de rendement est calculé au niveau privé et s'exprime par une fonction de revenu; il se rapporte à l'année de scolarité moyenne.

c. Les données n'ont pas été étudiées, car il n'existait pas de groupe-témoin d'analphabètes.

L'analyse de sensibilité a appelé une mise en garde concernant les taux de rendement. Des hypothèses différentes ont transformé un taux de 19,9 % pour des études au " ginasio " brésilien, jusqu'à 80,5 % pour les combinaisons les plus favorables et aussi peu que 8 % pour les moins favorables (Castro 1974:389; Pandit 1976:52-66; Psacharopoulos 1979:205). On observe une tendance à surestimer les taux de rendement économique parce que les effets des aptitudes personnelles acquises avant l'entrée à l'école ou dans des activités extra-scolaires ne sont pas bien contrôlés. Quelques données laissent supposer que jusqu'à 50 % des avantages doivent être soustraits dans les pays industrialisés (Simmons 1973:24; Pandit 1976:52), mais dans les pays en développement où le statut socio-économique et d'autres variables descriptives ont une influence moins facile à prédire sur les gains (comme pour l'Afrique), les diminutions doivent être moindres.

Quelques problèmes dans le calcul des taux de rendement ont permis de constater : " que la productivité et l'efficacité des investissements futurs dans l'enseignement pourraient être très vulnérables aux politiques publiques actuelles visant à atteindre les enfants pauvres d'âge préscolaire " (Selowsky 1980:3). La malnutrition, le manque d'hygiène et les bas niveaux de stimulation psychologique sont quelques facteurs qui influent sur le rendement des enfants pauvres et sur lesquels les politiques publiques peuvent agir. Des modèles expérimentaux dans lesquels on peut effectuer une simulation des résultats par rapport à différents paramètres ont été élaborés par Selowsky. Cette orientation du travail est importante car " les futures inscriptions dans les écoles primaires des pays en développement comporteront des enfants provenant de couches de plus en plus pauvres de la population " (Selowsky 1980:2).

Les données sur les revenus prévus peuvent être jointes à des expériences particulières visant à évaluer les avantages et les coûts d'un projet. Par exemple, parmi un groupe d'élèves susceptibles d'abandonner l'école, la moitié peut recevoir une aide spéciale et l'autre moitié recevoir les services scolaires normaux. Les différences observées dans l'amélioration du groupe recevant le traitement spécial peuvent être évaluées en termes de revenu prévu provenant de cet enseignement additionnel. Les avantages moyens pourraient être obtenus en divisant la valeur totale de l'amélioration nette par le nombre d'élèves ayant profité de cette aide. Cet avantage moyen pourrait être comparé au coût par élève, mais " on ne tient pas compte des avantages sur le plan humain de procurer à des jeunes un moyen de s'en sortir plutôt que de voguer de l'assurance-chômage au bien-être social et même de la délinquance à la prison " (Eckstein 1964:27). Ces expériences peuvent soulever des questions intéressantes, à savoir les autres méthodes à adopter, à quel moment l'intervention est la plus efficace ou quels autres aspects pourraient être inclus dans le traitement en plus de l'enseignement.

L'analyse des répercussions des niveaux d'enseignement sur la productivité constitue

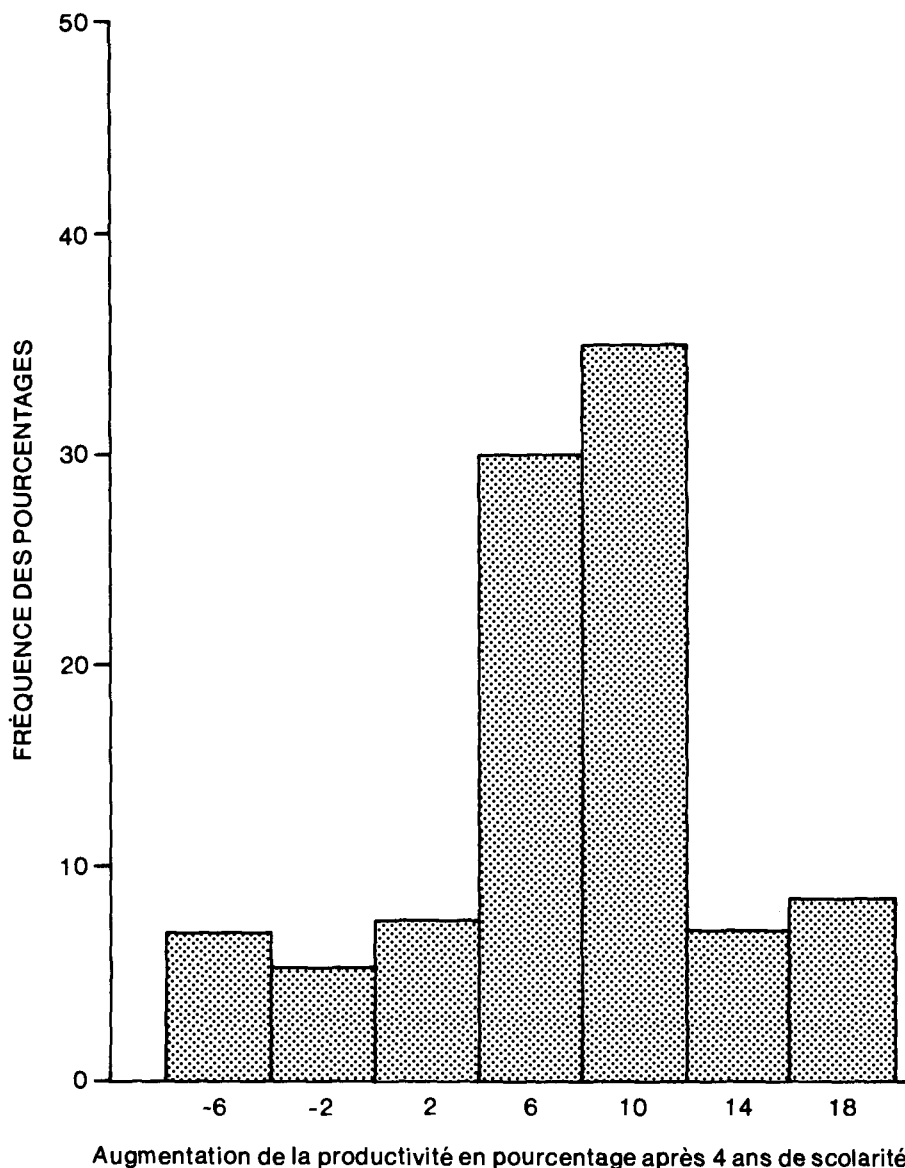


Figure 7. Résultats des études sur la productivité agricole, pondérés par la réciproque de l'erreur-type. Source : Lockheed et alii 1980:130.

une autre approche valable. Si l'on en croit les conclusions de 31 études portant sur l'influence du niveau de scolarité d'un agriculteur sur sa productivité (fig. 7), le gain principal est d'environ 7,4 % avec un écart-type de 6,8 % après 4 ans de scolarité (on a choisi 4 ans, car il s'agit souvent du minimum fixé pour l'enseignement de base). Dans ces études, la fonction de production pour le rendement agricole remplace la fonction de gain des études portant sur les taux de rendement. Les études peuvent aussi être réparties selon qu'elles tiennent compte de milieux en voie de modernisation ou non. Un ensemble de données provenant de 23 études sur les répercussions du niveau de scolarité d'un agriculteur sur sa productivité a été divisé en échantillons modernisé et non modernisé (fig. 8). Les résultats ont démontré que : " en présence de conditions de

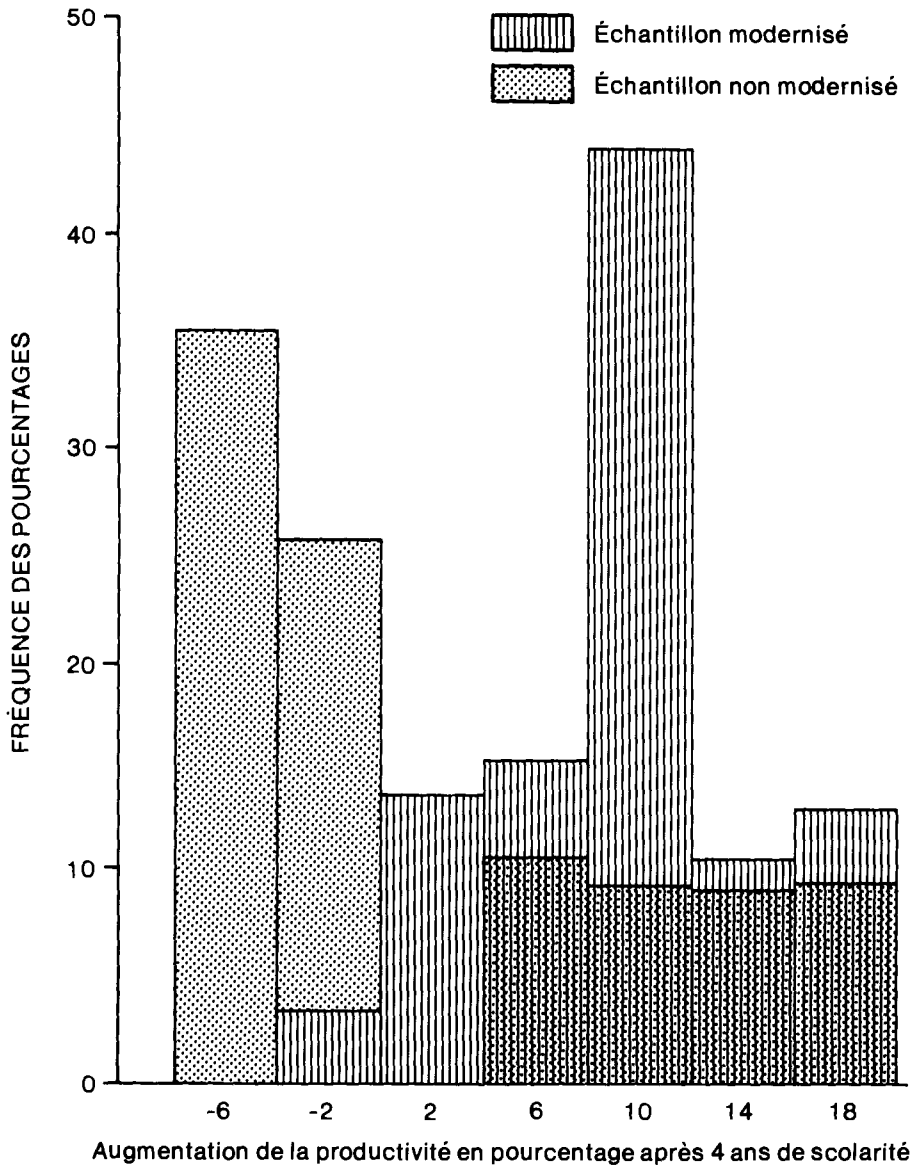


Figure 8. Effets de la scolarité sur la productivité agricole : résultats regroupés par échantillons modernisé et non modernisé, pondérés par la réciproque de l'erreur-type. Source : Lockheed et alii 1980:132.

modernisation, les effets de la scolarité sont beaucoup plus importants que dans des conditions traditionnelles. Dans toutes les études, l'augmentation moyenne du rendement pour 4 ans de scolarité dans des conditions traditionnelles était de 1,3 % comparativement à 9,5 % dans des conditions de modernisation " (Lockheed et alii 1980:131). Aucune de ces études ne précise quel aspect (alphabétisation, notions de calcul ou modernité) de l'éducation a influé sur le rendement agricole. De telles données devraient fournir une base pour des analyses coûts-avantages, bien que les critiques concernant les taux de rendement soient ici encore pertinentes.

## LACUNES DE LA RECHERCHE ET SUGGESTIONS

La distinction habituelle entre les concepts et les faits relatifs à la recherche sociale est extrêmement importante en ce qui concerne le financement de l'éducation. La plupart des principes découlent de théories qui traitent de concepts, mais les études empiriques entreprises dans les années 1960 peuvent avoir joué un rôle significatif dans l'affectation des ressources en éducation et dans l'établissement des niveaux prioritaires. En réalité, les questions techniques et empiriques du financement et des coûts provoquent des réactions variées lorsqu'on les étudie dans le contexte des objectifs globaux d'éducation de la société.

La plupart des recherches disponibles dans les pays en développement traitent de projets qui ne font qu'ajouter à la connaissance du pays (les résultats ne peuvent être comparés à d'autres à moins de servir pour une comparaison transversale), et les données ne sont pas accessibles aux étrangers. En général, les recherches dont l'exactitude des conclusions peut être vérifiée par d'autres chercheurs, se font dans les pays industrialisés (une partie de ces recherches se compose de thèses de doctorat faites par des spécialistes venant de pays en développement). Dans les pays industrialisés et en développement, le processus d'apprentissage est étudié du point de vue de l'enseignement et le rôle de l'élève passe inaperçu.

La recherche disponible peut aider à identifier les problèmes concernant l'ampleur ou le type de financement de l'éducation et peut même suggérer des solutions de rechange, mais sans fondement approprié. La majeure partie de la recherche statistique en sciences sociales offre un nombre limité de conclusions comportant maintes mises en garde et dont les résultats ne donnent que quelques conseils pour la prise de décisions. Le défaut d'évaluer les modifications dans les politiques financières ou les projets pilotes limite sérieusement les répercussions sur les processus de modification. Le tableau 16 présente un résumé de la documentation sur la recherche mentionnée ci-dessus.

Du point de vue positif, il existe de bonnes descriptions des mécanismes financiers accompagnées de discussions prudentes sur le pour et le contre, mais il existe peu de tentatives pour étudier leurs répercussions. Il faudrait à l'avenir, accorder plus d'attention aux hypothèses implicites ayant trait aux aspects positifs ou négatifs de chaque mécanisme pour faciliter l'étude de leur application dans chaque pays. Il faudrait en faire régulièrement la mise à jour à cause de la création de nouveaux mécanismes. Par exemple, dans un pays en développement, les ressources sont maintenant versées aux universités, selon les meilleurs résultats obtenus à l'examen d'entrée. Ce nouvel outil doit être étudié et comparé à d'autres possibilités. Des études comparatives systématiques décrivant les avantages et les désavantages selon les différentes situations seraient très utiles. Les tendances que l'on observe actuellement en Amérique latine et qui visent à décentraliser la prise de décisions (ou même à réduire au minimum le rôle du gouvernement central) n'ont pas été évaluées.

Dans des études plus analytiques, comme celles portant sur les taux de rendement, les auteurs ne tirent pas de conclusions sur le transfert des ressources d'éducation à d'autres secteurs de l'économie ou vice versa, mais suggèrent de les redistribuer parmi les différents types d'enseignement. La plupart des auteurs proposent que les buts et les retombées de l'éducation soient évalués avant la prise de décisions. Il existe encore plusieurs aspects qui n'ont pas été pris en compte dans le calcul des taux de rendement et qui peuvent modifier substantiellement les données actuellement disponibles. De plus, l'analyse du point de vue de l'État ne fait que débiter et les résultats préliminaires ont été présentés dans des rapports récents. Toute une gamme de problèmes liés au recouvrement des investissements actuels au moyen de taxes futures doivent être analysés.

Les descriptions de méthodologies que les pays en développement peuvent utiliser et qui

Tableau 16. Résultats de recherche disponibles pour la prise de décisions du financement de l'éducation.

Étapes du cycle de planification	Phases des modifications organisationnelles		
	Préparation	Contribution au changement	Affermissement
Recherche (Comment réussit-on jusqu'à maintenant? Quels critères peuvent être utilisés? Que faudrait-il modifier?)	Description des problèmes sociaux en général en termes de valeur. Qui reçoit quoi, à quelles fins. Les moyennes et statistiques de distribution (niveau national) sont disponibles.	Description de l'exploitation du système et des mécanismes de recharge. Effets de distribution des dépenses en éducation. Études de coûts.	Une certaine évaluation des opérations internes des ministères pour inciter le respect des dispositions.
Analyse (Comment fonctionne le système? Pourquoi le rendement est-il ou n'est-il pas satisfaisant? Quel rapport faut-il modifier? Quels obstacles faut-il éviter?)	Utilisation de l'analyse du taux de rendement et de l'analyse coûts-avantages (secteur privé, social ou de l'État) ou études de régression et de main-d'oeuvre pour obtenir de l'appui en vue des modifications. Analyse de sensibilité. Commentaires sur les limites des mécanismes.	Quelques techniques d'évaluation formatrices - à court terme, fiabilité réduite. Évaluation des programmes existants pour savoir ce qu'on pourrait en tirer.	Analyse coûts-efficacité.
Décision (Qu'est-ce qui devrait être fait? Quelles en sont les conséquences?)	Résultats d'études quasi-expérimentales pour estimer les effets d'une réaffectation. Très peu de programmes pilotes ou d'expériences. Propositions de lois.	Modèles mathématiques et de simulation, PERT et RCB. Les techniques DELPHI n'ont pas été utilisées. Préparation des normes et des directives (manuels).	Études organisationnelles sur les aptitudes à mettre en oeuvre de nouvelles fonctions. Analyse de motivation des dispositions et des aptitudes des groupes d'administration.
Mise en oeuvre (Les ressources sont-elles disponibles? Les participants peuvent-ils recevoir une formation? Le système résistera-t-il aux modifications?)	Aucune recherche publiée	Aucune recherche publiée	Aucune recherche publiée

Source : Texte inspiré de la structure élaborée par McGinn 1980:375.

ne requièrent pas d'autres sources difficiles à obtenir, peuvent aider à établir des procédés d'évaluation et des données échantillons. Ces méthodologies devraient viser à faciliter les comparaisons transversales. Des études longitudinales devraient être entreprises pour démontrer comment les taux de rendement changent avec le temps; sont-ils vraiment le fait d'exceptions ou représentent-ils la moyenne. La conclusion selon

laquelle les taux de rendement dans les pays industrialisés sont plus faibles que dans les pays en développement devrait être étudiée selon une perspective longitudinale pour vérifier si les taux diminuent réellement en présence d'un niveau de développement plus élevé (en tenant compte de la présence de travailleurs qualifiés et des taux de chômage). Dans tous les cas, il faut admettre que tous les taux calculés peuvent se modifier à la fin de la période requise pour que l'enseignement produise des retombées.

On a aussi avancé l'idée que des limites ont été atteintes quant à la proportion du PNB versée à l'éducation; cependant, des chiffres (quoique peu fiables) indiquent que dans la plupart des pays, cette proportion peut encore augmenter. Dans certains pays, le problème semble se présenter inversement : comment améliorer la capacité de gestion pour utiliser les ressources allouées au ministère de l'Éducation. Dans d'autres pays, les tendances du PNB, la demande d'éducation et les coûts unitaires semblent indiquer que les pressions seront moins fortes dans un avenir rapproché. Les analyses devraient être adaptées à chaque pays.

On ne possède pas encore de réponse à la question suivante : combien une société devrait-elle consacrer à l'éducation; il n'existe pas de consensus sur la façon d'évaluer le nombre optimum de places réservées à chaque type et niveau d'enseignement. Certaines données indiquent même que l'enseignement n'est qu'un facteur mineur dans la croissance (voir tableau 12), alors que d'autres montrent qu'il joue un rôle important dans la productivité agricole (voir fig. 7) ou dans la société en général (voir tableau 13).

Il existe plusieurs moyens pour rassembler des ressources et les affecter à l'éducation de façon à satisfaire des critères tels que l'efficacité, l'impartialité et la facilité à s'adapter à de nouvelles technologies. Il n'y a pas de solution convenant à tous les pays et, dans la plupart des cas, les données de base visant une affectation rationnelle doivent provenir des recherches au niveau local.

Quelquefois, le type de recherche qui peut aider la prise de décisions sur le financement de l'éducation est très simple. Par exemple, le rapport des coûts unitaires au niveau universitaire par rapport à ceux au primaire fournit des données simples pour calculer le coût d'opportunité de l'expansion de l'enseignement supérieur : en Afrique sub-saharienne, on peut inscrire 100 élèves au primaire pour chaque élève inscrit à l'université (Fredriksen 1981:15). Le fait que les taux de rendement sociaux et privés soient si différents porte à croire que la structure financière a créé des prix que les décisionnaires (par exemple, les étudiants et leurs familles) perçoivent d'une façon qui diffère de celle des autorités. Le système des prix peut avoir des répercussions négatives sur l'efficacité sociale : une demande privée excessive peut contrecarrer les tentatives du gouvernement visant à fournir plus de places dans les écoles pour répondre aux besoins de l'industrie. Un plus grand nombre d'études devraient se pencher sur la façon dont les décisions relatives à l'affectation des ressources, prises au macroniveau, touchent les méthodes à d'autres niveaux du système d'éducation et vice versa. Une analyse parallèle des coûts financiers et réels des ressources est importante dans ce contexte. Il faudrait décrire et évaluer les normes, les critères et la méthode d'affectation; il s'agit d'un type de recherche plus subjectif et complexe. Par exemple, le recours à des enseignants peut dépendre des matières qui composent le curriculum, des lacunes de la main-d'oeuvre dans certains domaines, des critères et des modalités d'affectation des enseignants et de l'attitude des directeurs d'école (Tibi 1980:10). Encore là, les études longitudinales pourraient fournir des données plus pertinentes sur l'exploitation du système. Par exemple, l'influence des situations inflationnistes sur la structure des dépenses ou sur les salaires réels pourrait être très révélatrice, de même que les fluctuations des dépenses fixes et variables. Des études de ce type pourraient être effectuées en une période de deux ou trois mois par des équipes formées de quelques spécialistes et de leurs assistants. De plus, l'analyse historique des pays qui ont réussi à offrir l'enseignement à tous en dépit de faibles revenus par habitant pourrait être précieuse pour évaluer quelques systèmes existants.

Bien qu'une importante quantité de renseignements et de recherches aient été étudiés, on observe encore de graves lacunes. Par exemple, le rapport de 1980 de la Banque mondiale présentait des données de 1975, ce qui constitue une lacune de cinq ans dans les renseignements au niveau international. La mise à jour faite en 1981 comportait les données de 1977, ce qui constitue toujours une lacune de quatre ans. Il arrive fréquemment que des sources différentes donnent des données différentes pour le même

pays. Il faudrait améliorer les comparaisons internationales; une analyse appropriée de ces données pourrait fournir une documentation précieuse aux décideurs locaux.

La présente étude révèle qu'une importante quantité de renseignements détaillés sur les pays pourrait être systématisée à partir de ressources restreintes. Bien que les méthodes de comparaison transversale aient des limites importantes, il est possible d'élaborer des modèles de financement d'éducation pour différents types de pays ou de situations et différents types d'objectifs en termes d'impartialité, de qualité, de diversité et d'efficacité.

Certains sociologues prétendent qu'une " nouvelle réforme " de l'état politique est lancée. Plusieurs pays font actuellement l'expérience de différents types de systèmes d'éducation fondés sur des valeurs, notamment le pluralisme, l'individualisme, les affinités, les particularités régionales et les associations bénévoles. Les modèles de financement devraient tenir compte de telles valeurs.

Pour conclure, il faudrait améliorer la diffusion des rapports pertinents. Le processus de recherche utilisé dans la présente étude indique qu'il existe des restrictions importantes à la diffusion des rapports sur le financement de l'éducation établis dans les pays en développement. La première étape consisterait à incorporer les rapports pertinents dans les systèmes de documentation internationaux.



## B I B L I O G R A P H I E

### GÉNÉRALE

1. Bates, Tony, "Educational technology and its cost with special reference to distance education", (Higher education in Europe; Vol. 3), European Center for Higher Education, Romania, 1980, pp. 25-30. I - 3
2. Baumert, Jurgen et Goldschmidt, Dietrich, "Centralization and decentralization as determinants of educational policy in the Federal Republic of Germany (FRG)", Social Science Information, 19, 6, pp. 1029-1098, 1980. S - 6
3. Bengtsson, Jarl et Schütze, Hans Georg, "Developments in Recurrent Education and Recent Economic and Social Trends", in Clement, Werner et Edding, Friedrich, "Recurrent Education und Berufliche Flexibilitätsforschung", Duncker & Humblot, Berlin, 1979, pp. 11-41. S - 6
4. Benson, Charles, "Education Finance in the Coming Decade", Delta Kappa Educational Foundation, U.S.A., 1975. T - 6
5. Benson, Charles S. et Hodgkinson, Harold L., "Implementing the learning Society; new strategies for financing social objectives", San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 1974, 147 p., Illus. I - 2
6. Benson, Charles, "Perspectives on the Economics of Education", Boston, Houghton-Mifflin, 1963. T - 6
7. Benson, Charles S., "Teaching methods and their cost", International Social Science Journal, XIV, 4, 1962, pp. 676-684. I - 3

8. Blaug, Mark, "Economic aspects of vouchers for education", in Education: a framework for choice, Institute for Economic Affairs, London, 1967. S - 2
  
9. Bloom, Benjamin S., "The new direction in educational research: alterable variables", University of Chicago, 1979. (Esquisse). S - 3
  
10. Bowen, Howard R., "Investment in learning: the individual and social value of American higher education", San Francisco, Jossey-Bass, 1977, 507 p. (Carnegie Council on Policy Studies in Higher Education, U.S.A.). I - 6
  
11. Bowman, Mary Jean, "Economics of Education", Review of Educational Research, 39, 5, December 1969, pp. 641-670. S - 6
  
12. Bowman; Debeauvais; Komarov et Vaizey (éditeurs), "Readings in the Economics of Education" (Textes choisis sur l'économie de l'éducation), UNESCO, Paris, 1968, 945 p. S - 6
  
13. Bridge, Gary, "Information imperfections: the Achilles heel of entitlement plans", School Review, No. 86, 1978, No. 3. S - 6
  
14. Cahen, Leonard S. et Filby, Nikola N., "The Class Size/Achievement Issue: New Evidence and a Research Plan", Phi Delta Kappan, 60, 7, March 1979, pp. 492-495. S - 3
  
15. Carnegie Commission on Higher Education (U.S.A.), "Higher education: who pays? who benefits? who should pay? - A report and recommendations", New York, McGraw-Hill, 1973, 190 p. I - 4
  
16. Centre for Educational Research and Innovation, CERI, "Early Childhood Intergovernmental Conference on Policies for Children", Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, February 26, 1980, CERI/ECE/80.02, 237 p. S - 3

17. Centre for Educational Research and Innovation,  
"Educational Financing and Policy Goals for  
Primary Schools, Country Reports, Volume I  
Australia, Canada, Germany", Organisation for  
Economic Co-operation and Development, Paris,  
1979, 168 p. S - 2
18. Centre for Educational Research and Innovation,  
"Educational Financing and Policy Goals for  
Primary Schools, Country Reports, Volume II  
United Kingdom, United States, Yugoslavia",  
Organisation for Economic Co-operation and  
Development (OECD), Paris, 1979, 147 p. S - 2
19. Centre for Educational Research and Innovation,  
"Educational Financing and Policy Goals for  
Primary Schools, Country Reports, Volume III  
Netherlands, Norway, Sweden, Italy", Organisation  
for Economic Co-operation and Development (OECD),  
Paris, 1979, 175 p. S - 2
20. Centre for Educational Research and Innovation,  
"Recurrent Education: Trends and issues", Organi-  
sation for Economic Co-operation and Development,  
(OECD), Paris, 1975, 58p. S - 6
21. Cochrane, Susan, "Fertility and Education. What  
do we really know?", The John Hopkins, 1979,  
172 p. S - 6
22. Committee on Admissions, Financial Aid, and  
Placement, "Financial Aid Policy", Graduate  
School of Education of Harvard University,  
Cambridge, 1973, 14 p. S - 2
23. Cyert, R. M. et March, J. G., "Organisational  
Structure and Pricing Behaviour in an Oligopo-  
listic Market", The American Economic Review,  
pp. 129-139. S - 4

24. Debeauvais, Michel, "The concept of human capital",  
International Social Science Journal, XIV, 4,  
1962, pp. 660-675. I - 6
  
25. District Conferences of Phi Delta Kappa,  
"The Nine Key Issues", nn&q, 17, 4,  
March - April 1973. S - 6
  
26. Dorfman, Robert, "Prices and Markets",  
Prentice-Hall, New Jersey, 1967, 152 p. S - 6
  
27. Drachler, Norman, "The Large-City School  
System: It Costs More To Do The Same", in "Equity  
for Cities in School Finance Reform", The  
Potomac Institute, Washington, April 1973,  
pp. 15-42. S - 3
  
28. Drake, Keith, "Widening access to the dis-  
advantaged: the financial implication", Directorate  
for Social Affairs, Manpower and Education,  
Learning Opportunities for Adults, Organisation  
for Economic Co-operation and Development (OECD),  
Paris, September 16, 1977, SME/ET/77.36, 16 p. S - 6
  
29. Eckstein, Otto, "Public Finance", Prentice-Hall,  
Englewood Cliffs, 1964, 133 p. S - 6
  
30. Educational Testing Service (U.S.A.). Inter-  
national Office, "A Manual for the analysis of  
costs and outcomes in nonformal education",  
Princeton, N.J., International Office, Educa-  
tional Testing Service, 1979, 408 p. I - 3
  
31. Edding, Friedrich, "The Use of Economics in  
Comparing Educational Systems", International  
Review of Education, XI, 4, 1965. T - 6
  
32. Faure, Edgar et alii, "Learning to be", UNESCO-  
Harrap, 1972. S - 6
  
33. Fielden, John et Pearson, Philip K.,  
"Costing educational practice", Council for  
Educational Technology, London, CET, 1978, 190 p. I - 3

34. Ford Foundation, "Pay-As-You-Earn", Ford Foundation Studies in Income Contingent Loans for Higher Education, New York, September 1972, 16 p. S - 2
35. Gough, Pauline B., "Some Hypotheses on Vouchers Plan's Failure to Attract Support from Interest Groups", Phi Delta Kappan, 61, 9, Bloomington, May 1980, pp. 656-657. S - 2
36. Governing Board of the Centre for Educational Research and Innovation Educational Committee, "Recurrent Education for the 1980s, Trends and Policies", Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Paris, October 11, 1979, 63 p. S - 6
37. Institute for Research on Educational Finance and Governance, "Education Costs: Another Bar to Equity", IFG Policy Notes, 1, 1, pp. 2-3. S - 3
38. Jacobs, Martha J., "An Update: Who Would Benefit from Tuition Tax Credits?", Phi Delta Kappan, 61, 10, June 1980, pp. 679-681. S - 2
39. Johnson, Harry, "The Theory of Income Distribution", Gray-Mills Pub., Ltd., 1973. S - 4
40. Jordan, K. Forbis et Hanes, Carol E., "Financing Education in an era of Limits", Phi Delta Kappan, 57, 10, June 1976, pp. 677-678 et p. 681. S - 6
41. Katzman, Martin, "Pricing Primary and Secondary Education", in Selma Mushkin (éd.), Public Prices for Public Products. S - 6
42. Kemerer, Frank R. et Satryb, Ronald P., "Facing Financial exigency: strategies for educational administrators", Lexington, Mass., D.C. Heath, 1977, 137 p. I - 4

43. Kidd, J. Roby , "Lifelong learning in the United States", in Schuller, Tom et Megarry Jacquetta (éds.), Recurrent Education and Lifelong Learning , World Year Book of Education 1979, London (Cogan Page)/New York (Nichols), 1979, pp. 113-127. S - 6
44. Kimball, John, "Alternative to student financial aid", in Financial Aid Report , College Scholarship Service, Vol. 3, No. 2, New York, January 1974, pp. 11-13. S - 2
45. Kirst, Michael W. et Catterall, James S., "Voucher Politics: The anatomy of failure", in Newsletter of the Institute for Research on Educational Finance and Governance, Stanford University, April 1980. S - 2
46. Kurland, N.D., "Alternative Financing Arrangements for Lifelong Education", in A.J. Cropley (éd.), Towards a System of Lifelong Education, UNESCO, Pergamon Press, Hamburg, 1980, pp. 162-185. S - 2
47. Kurland, Norman D., "Financing Lifelong Education", in A.J. Cropley (éd.), Instrumental Foundations of Lifelong Education, UNESCO Institute for Education, Hamburg, 12-16 March, 1979, 28 p. S - 6
48. Lanzilloti, Robert F., "Pricing Objectives in Large Companies", in The American Review, pp. 921-940. S - 4
49. Leiter, Robert (éditeur), "Costs and Benefits of Education", Annual Volume of the Department of Economics Vol. 1, Boston, Twayne Publishers, 1975. T - E - 6
50. Levin, Arthur J., "Special Educational Needs of Deprived Children", in Equity for Cities in School Finance Reform, The Potomac Institute, Washington, April 1973, pp. 45-62. S - 6
51. Levin, Henry, "Financing Recurrent Education with Post-Compulsory Entitlements", Conference on Developments in Recurrent Education, Centre for Educational Research and Innovation, Organisation

- for Economic Co-operation and Development, Paris,  
February 24 1977, CERI/RE/77. 14. 30 p. S - 6
52. Lewis, W. Arthur, Education and economic develop-  
ment", International Social Science Journal, XIV,  
4, 1962, pp. 685-699. I - 6
53. Lyons, R.F., "Development in the Economics of Edu-  
cation over the past Twenty Five Years", IIEP/Prg.  
RFL/79.105, International Institute for Educational  
Planning, Paris, 14 March 1979, 25 p. S - 1
54. Lyons, Raymond F., "Economics of education", Inter-  
national Review of Education, XXV, 2-3, 1979, pp. 415-  
432. UNESCO Institute for Education (Germany FR). I - 6
55. Maynard, Alan, "Experiment with choice in education;  
an analysis of new methods of consumer financing to  
bring more resources into education by vouchers and  
loans", (Hobart paper. No. 64), Institute of Economic  
Affairs, London, IEA, 1975. 78 p. I - 2
56. Macbeth, A.M., "Educational Finance: Some Difficul-  
ties of Comparison", Comparative Education, 4,  
2, March 1968. T - 3
57. Noah, Harold et Sherman, Joel, "Educational  
Financing and Policy Goals for Primary Schools,  
General Report", Centre for Educational Research and  
Innovation (CERI), OECD, Paris, 1979, 69 p. I - S - 2
58. OECD, Organisation for Economic Cooperation and  
Development, "Learning Opportunities for Adults.  
Vol. IV, Participation in Adult Education", Paris,  
OECD, 1977, 440 p. S - 6
59. OECD, Organisation for Economic Cooperation and  
Development, "Studies in Resource Allocation. No. 2,  
Public Expenditure on Education", Paris, OECD, 1976. T - 6
60. OECD, Organisation for Economic Cooperation and  
Development, "Public Expenditure on Education",  
Paris, OECD, 1976. T - 1
61. OCDE, "Structure des études et place de la recherche  
dans l'enseignement supérieur de masse", Conférence

- sur les structures futures de l'enseignement post-secondaire (26-29 juin 1983), Paris, OCDE, 1974, 164 p. 0 - 6
62. OECD, "The Educational situation in OECD countries; a review of trends and priority issues for policy", Paris, OECD, 1974, 68 p., Illus. I - 6
63. OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development, "Cost of Financing of Post Secondary Education", Paris, OECD, 1971. (mimeo). T - 3
64. OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development, "Analysis of the Methods of Financing Higher Education and Some of Their Implications", Paris, OECD, 1971. T - 2
65. OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development, "Occupational and Educational Structures of the Labour Force and Levels of Economic Development. Possibilities and Limitations of an International Comparison approach", Paris, OECD, 1970, 321 p. S - 4
66. Paterson, E. et Robinson, S., "Funding sources: funds available for foreign students to study in Canada and Canadians to study abroad", Ottawa, Ont., Canadian Bureau for International Education, 1977, 29 p. 0 - 5
67. Pincus, John, "The Serrano Case: Policy for Education or for Public Finance?", Phi Delta Kappan, 59, 3, November 1977, pp. 173-179 S - 4
68. Portela, Paloma, "La ley de financiación de la enseñanza obligatoria y el P/.C.E.", Cuadernos de pedagogía, Año V, No. 60, Madrid, Diciembre 1979, pp. 76-77. S - 2
69. Rehn, Gosta, "Towards a Society of Free Choice", in Wiatr, Jerzy J. et Rose, Richard (éds.), "Comparing Public Policies", Ossolineum, Wroclaw, 1977, pp. 121-157, (Swedish Institute for Social Research). S - 6
70. Robinson, Donalds W., "District Conferences will Select Major Education Issues", nn&q, 19, 1, September - October 1974. S - 6



71. Roosevelt, Frank, "Reforming Private School Financing", Ford Foundation Letter, 11, 3, June 1, 1980, pp. 2 and 4. S - 2
72. Schramm, Wilbur, "ITV in American Samoa - after nine years", Stanford University, Institute for Communication Research, Washington, Educational Resources Information Center, 1973, 55 p., (ERIC reports, ED 077 189). I - 6
73. Schultz, Theodore William, "Investment in education - The equity-efficiency quandary", Chicago, University of Chicago Press, 1972, 292 p. (Paru également dans Journal of political economy, Part 2, 80(3), May/June 1972, National Research Council (U.S.A.). (Committee on Basic Research in Education.) I - 4
74. Schultz, T.W., "Resources for higher education: an economist's view", May-June 1968, Journal of Political Economy, No. 3, Chicago, 111. O - 2
75. Sheehan, J., "Economics of Education", Studies in Economics 9. London, Allen and Unwin, 1973, 140 p. O - 6
76. Sherman, Joel, "The Financing of Primary Education in Ten OECD Countries", Comparative Education Review, 23, 2, June 1979. T - S - 2
77. Silard, John, "Major Issues Unresolved By The Serrano Principle", in Equity for Cities in School Finance Reform, The Potomac Institute, Washington, April 1973, pp. 6-14. S - 4
78. Sobel, Irvin, "The Human Capital Revolution in Economic Development: Its Current Testing and Status", Comparative Education Review, 22, 2, June 1978. T - S - 4
79. Stukat, Karl Gustav; Kabele, Frantisek; Hyman, Prue et Braddock, David, "Economic aspects of special education: Czechoslovakia, New Zealand, United States of America, Paris", UNESCO, 1978, 152 p., (Special education). I - 6

80. Suchar, Elizabeth W., "Annual Meeting Recap", Financial Aid News, College Scholarship Service, 3, 3, January 1974, pp. 2-4. S - 2
81. Terny, Guy, "Essai sur la notion de service collectif indivisible ou divisible", Bulletin du CEPREL, n° 8, Ecole pratique des études, Paris, mars 1967, pp. 3-74. S - 4
82. Tichenor, P.; Donohue, G. et Olien, C. "Mass media and differential growth in knowledge", Public Opinion Quarterly, 34, Summer 1970. S - 6
83. Vaizey, John, "Economics of education: introduction", International Social Science Journal, XIV, 4, 1962, pp. 619-632. I - 6
84. Welsh, James, "Compensatory Education: Still More Funds", Educational Researcher, American Educational Research Association, Vol. 1, No. 6, Washington, June 1972, pp. 13-15. S - 6
85. Welsh, James, "Funds for Research: A Complex of Issues", Educational Researcher, American Educational Research Association, Vol. 1, No. 4, Washington, April 1972, 17 p. S - 2
86. Wilcox, Clair, "Hacia la Prosperidad Social", Limusa Wiley, México, 1971, 446 p. S - 4
87. Windham, D., "Social Benefits and the Subsidization of Higher Education: A Critique", Higher Education, 5, 3, August 1976. T - E - 2
88. Windham, Douglas M., "Financial aid, need determination, and higher educational finance: Charting the future", Financial Aid Report, College Scholarship Service, Vol. 3, No. 2, New York, January 1974, pp. 1-4. S - 6
89. Woodhall, Maureen, "An examination of the influence of admission and financing policies on the demand for education", Directorate for Social Affairs, Manpower and Education, Admission Policies in Post-secondary Education, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, November 13, 1978, SME/ET/78.60, 49 p. S - 6

90. Woodhall, Maureen, "Resources for Vocational Education and Training, its financing", Directorate for Social Affairs, Manpower and Education, Intergovernmental Meeting on Vocational Education and Training, Organisation for Economic Cooperation and Development, Paris, June 14, 1978, SME/ET/78.14, 18 p. S - 6
91. Woodhall, Maureen, "United Kingdom: the use of cost analysis to improve the efficiency of school building in England and Wales", IIEP, (Educational cost analysis in action; 3), 1972, pp. 147-178. I - 3
92. Woodhall, Maureen, "Systèmes de prêts aux étudiants en Scandinavie", UNESCO - IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas spécifiques), Paris, 1972, 42 p. I - U - 2
93. Yougoslavie, "Loi générale sur les ressources financières de l'enseignement et de l'éducation", Belgrado, 1966, 16 p. S - 2

## P A Y S E N D É V E L O P P E M E N T

### (GÉNÉRAL)

1. Adisesiah, Malcolm, "International Cooperation for educational reform in the 1980's", Prospects, Vol. 8, 1978, pp. 143-156. E - 5
2. Adisesiah, M.S., "Let my country awake: the human role in development; thoughts on the next ten years", Paris, UNESCO, 1970. 375 p. O - 6
3. Ahluwalia, Montex, "Income Distribution and Development: Some Stylised Facts", American Economic Review, 66, 2, 1976. T - 4
4. Albassam, Darim, "Investment in Human Capital and its Contribution to Economic Growth and Income Distribution in Developing Areas", Thèse inédite, University of Pittsburgh, 1978. T - D - 4

5. Arriaga, Eduardo, "Impact of Population Changes on Education Cost", Demography, 9, 2, May 1972. T - 1
6. Avalos, Beatrice et Haddad, Wadi, "A review of teacher effectiveness research", MR6, RRAG, International Development Research Centre (IDRC), Ottawa, June 1979. S - 3
7. Barrios, Maritza, "University Education and Academic Research, A Comparative Analysis", Paper, G.S.E., Harvard University, May 18, 1979, 68 p. S - 6
8. Bernardo, Roberto M. et Worcester, Dean A., "Rational salary policy for leading universities", International Social Science Journal, XXII, 2, 1970, pp. 195-213. I - 6
9. Berstecker, Dieter, "Costing Educational Wastage: a pilot simulation study", Paris, UNESCO, May 1971. T - 3
10. Bezeau, Lawrence, "The Treatment of Capital Costs in Educational Projects", Education Planning, 1, 4, March 1975. T - E - 3
11. Bird, Richard, "Reading on Taxation in Developing Countries", Johns Hopkins University Press, 1967. T - 6
12. Blaug, Mark, "Education and the employment problem in developing countries", Geneva, International Labour Office, 1973. S - 6
13. Blaug, Mark, "Economics and Educational Planning in Developing Countries", Prospects, 2, 4, Winter, 1972, pp. 431-441. E - I - U - 4
14. Bloch, Henry Simon, "Financiamiento del Desarrollo Regional", Boletín Económico de América Latina, XIV, 1, Primer Semestre, 1969, pp. 1-15. S - 5
15. Blot, Daniel et Debeauvais, M., "Educational Expenditure in Developing Areas: Some Statistical Aspects", Financing of Education for Economic Growth, Paris, OECD, 1966. T - 3

16. Bowman, Mary Jean, "A Decade of Controversy and Progress in the Economics of Education", The University of Chicago, Olivetti-Argentina International Conference of Education, Buenos Aires, August 1970, 38 p. S - 6
  
17. Brandt, Willy et alii, "Nord-Sud : Un programme de survie", Rapport de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, Editions Gallimard, France, 1980, 535 p. S - 5
  
18. Caiden, Naomi, "Planning and Budgeting in Poor Countries", New York, E. Wiley - Interscience Publication, 1974. T - 2
  
19. Carceles, Gabriel, "World public expenditure: education and armaments, 1965-74", Prospects: quarterly review of education, VII, 4, 1977, pp. 581-587. I - 1
  
20. Chai, H.C., "Planning education for a plural society", International Institute for Educational Planning, UNESCO, Paris, 1971, 67 p. O - 4
  
21. Chanfac, R., "Neuf expériences de télévision éducative dans le monde : étude comparée", Paris, Institut national de l'audiovisuel, Service de la recherche prospective, 1975, 284 p. U - 6
  
22. Chesswas, J.D., "Methodologies of Educational Planning for Developing Nations", Paris, UNESCO - IIEP, 1968. T - 6
  
23. Chenery, Hollis B., "Poverty and progress - choices for the developing world", Finance & Development, 17, 2, Washington, June 1980, pp. 12-16. S - 6
  
24. Chenery, Hollis et Syrquin, Moisés, "La estructura del crecimiento económico", Banco Mundial, Editorial Tecnos, Madrid, 1978, 258 p. S - 1
  
25. Chung, Tai Bom, "Determinants of Academic Achievement as Based on the Educational Production Function Applied to Korean Elementary Schools", Thèse inédite, Florida State University, 1978. T - D - 4

26. Clark, Jill, "Correlates of Educational Policy Priorities in Developing Countries", Comparative Education Review, 20, 2, June 1976. T - E - 4
27. Coles, E.K.T., "Adult education in developing countries", 2nd ed. Oxford, Pergamon Press, 1977, 199 p. (Graphiques et tableaux). 0 - 6
28. Commonwealth Regional Seminar/Workshop. (Lae, Papua New Guinea, 1979), "Low-cost science teaching equipment", London, Commonwealth Secretariat, 1979, 124 p. I - 3
29. Conference of European Statisticians. (Working Group on Statistics of Education, 3rd, Geneva, 1976), "Current social indicators in the field of education", ECOSOC, Statistical Commission, (ECE), Commission of the European Communities, Statistical Office, 12 March 1976, 42 p. I - 4
30. Coombs, Philip, "New Directions and Challenges for Educational Aid in the 1980's", Newsletter, April 1980, International Council for Educational Development, pp. 3-4. S - 5
31. Coombs, P. et Hallak, J., "Educational Cost Analysis in Action. Case Studies for Planners I (Tanzania, Thailand, Asia, Chile)", Paris, UNESCO-IIEP, 1972. T - E - B - 3
32. Coombs, P. et Hallak, J., "Educational Cost Analysis in Action: Studies for Planners II (Brazil, India, Colombia, Ivory Coast, Barbados)", Paris, UNESCO-IIEP, 1972. T - E - B - 3
33. Coombs, P. et Hallak, J., "Educational Cost Analysis in Action: Case Studies for Planners III (Uganda, Morocco)", Paris, UNESCO-IIEP, 1972. T - E - B - 3
34. Coombs, P. et Hallak, J., "Managing Educational Costs", Oxford University Press, 1972, 288 p. B - 3

35. Coombs, Philip H. et Ahmed Manzoor, "Attacking Rural Poverty", World Bank, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1974, 292 p. S - 3
36. Dave, Ravindra, "A built-in system of evaluation for reform projects and programmes in education", IIEP/Prg/RHD/79.178, UNESCO, April 1979, 9 p. S - 6
37. Davis, Russell G., "Planning education for development: Volume I, Issues and Problems in the planning of education in developing countries", CSED, Harvard University, 1980, 453 p. S - 6
38. Debeauvais, Michel, "Análisis de Costos a nivel de escuelas e instituciones educativas", in Curso de programas y proyectos de educación, Seminario V: Análisis económico, financiero y técnico de proyectos, Instituto de Desarrollo Económico, Banco Mundial, abril 2, 1980. S - 3
39. Domínguez, José, "Efficiency and other indicators of performance in education systems", Course Note Series CN-211, EDI-The World Bank, January 1980, 45 p. S - 4
40. Edding, Friedrich, "Méthodes d'analyse des dépenses d'enseignement", UNESCO, Paris, 1967, 73 p. S - 3
41. Edding, Friedrich, "International Developments of Educational Expenditure 1950-1965", Paris, UNESCO, 1962. T - 1
42. Edstrom, Lars Olof, "A Scandinavian perspective on aid to Education", Prospects, 4, 2, Summer 1974, pp. 229-237. E - 5
43. Edwards, Edgar O., "Investment in Education in Developing Nations: Policy Responses when Private and Social Signals Conflict", New York, Ford Foundation, Office of Reports, 1965. T - E - 6

44. Eedle, J.H., "Financing Education in Developing Nations", Comparative Education, 7, 2, 1971. T - 6
45. Eicher, J.C. et Orivel, F., "L'allocation des ressources à l'éducation dans le monde", UNESCO, CSR.E.35, Paris, Janvier 1980, 108 p. I - S - 1
46. Fields, Gary S., "Higher Education and Income Distribution in a Less Developed Country", Oxford Economic Papers, 27, 2, July 1975, pp. 245-259. S - 4
47. Fields, Gary S., "The Allocation of Resources to Education in Less Developed Countries", Journal of Economics, No. 3, 1974. T - 6
48. Foster, Philip, "Dilemmas of Educational Development: what we might learn from the past", Comparative Education Review, 19, 3, October 1975, pp. 375-392. S - 6
49. General Secretariat of the OAS, "Development Perspectives Under the Alliance for Progress", Special Meeting of the Development Assistant Committee of the Organization for Economic Cooperation and Development, Paris, February 3 and 4, 1969, 53 p. S - 5
50. Gomez Millas, Juan, "The development ethic", Prospects, 4, 2, Summer 1974, pp. 205-211. E - 5
51. Gould, Elaine S.; Neuringer, Adele et Zymelman, Manuel, "Selected and Annotated Bibliography on Financing Education", Agency for International Development, Cambridge, June 1973, 48 p. T - E - I - S - 6
52. Guernier, M., "Dernière chance du Tiers-Monde", Paris, Robert Laffont, 1968, 344 p. O - 6
53. Haddad, Wadi D. et alii, "Education Sector Policy Paper", World Bank, Washington, April 1980, 143 p. S - 6



54. Haddad, Wadi D., "Educational and economic effects of promotion and repetition practices", World Bank, Staff Paper No. 319, Washington, 1979, 52 p. S - 6
55. Hallak, Jacques, "Facteurs économiques et sociaux dans la détermination de la demande de places par les élèves", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation, Paris, 1969, II, 10 p. B - 6
56. Hallak, Jacques, "Coûts globaux et coûts unitaires dans la planification de l'éducation", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation, Paris, 1972, II, 64 p. B - 3
57. Hallak, Jacques, "A qui profite l'école?", Paris, PUF, 1974, 261 p. I - 4
58. Hallak, J.; Ta Ngoc, Chau et Tibi, C., "The Financing of Educational Expenditure 1970-1980", Series B, Opinions, No. 15, Paris, UNESCO, 1971. T - 1
59. Harbison, Frederick et Myers, Charles A., "Education, Manpower, and Economic Growth. Strategies of Human Resource Development", New York, Toronto, London, McGraw-Hill, 1964, 229 p. B - 6
60. Heller, Peter, "A Model of Public Fiscal Behavior in Developing Countries: Aid, Investment and Taxation", American Economic Review, 65, 3, 1975. T - 4
61. Henry, Paul Marc, "From the crisis in educational systems to the redeployment of aid", Prospects, 4, 2, Summer 1974, pp. 220-228. I - U - 5
62. Hicks, Norman L., "Is there a tradeoff between growth and basic needs?", Finance & Development, International Monetary Fund and World Bank, Vol. 17, No. 2, Washington, June 1980, pp. 17-20. S - 6
63. Hilliard, John, "Toward an AID strategy in education", Prospects, 4, 2, Summer 1974, pp. 212-219. E - 5

64. Hough, J.R., "Extracts from the thesis: A study of school costs", National Foundation for Educational Research, International Institute for Educational Planning, (IIEP/S66/8A), UNESCO, Paris, 1980. S - 3
65. Hultin, Mats et Jallade, J.P., "Costing and Financing Education in Less Developed Countries: Current Issues", International Bank for Reconstruction and Development, World Bank Staff Paper No. 216, University of Illinois at Urbana-Champaign, 1975, 25 p. T - E - S - 6
66. IIEP, "Educational cost analysis in action - Case studies for Planners", Paris, UNESCO, International Institute for Educational Planning, 1972, 3 Vols. (360 p.; 271 p.; 347 p.). I - U - 3
67. IIEP, "Financing educational systems: specific case studies", Paris, UNESCO, International Institute for Educational Planning, 1972. U - 1
68. Inter American Bank, "Latin American Workshop on: An International Project for the Financing of Education", Washington, 1973.
69. International Bureau of Education, UNESCO, "Educational Finance", Educational Documentation and Information, Vol. 45, 1971. T - 1
70. International Development Research Centre, "Education Research Priorities: A Collective View", IDRC-068e, Ottawa, 1976, 26 p. E - S - 6
71. Jacoby, E.G., "The Demographic variable in the assessment of educational needs", International Social Science Journal, XVII, 2, 1965, pp. 297-305. I - 6
72. Jallade, Jean Pierre, "Financing Higher Education: The Equity Aspects", Comparative Education Review, 22, 2, June 1978. T - 4
73. Jallade, Jean Pierre, "The Financing of Education: An Examination of Basic Issues", Washington, Inter-

- national Bank for Reconstruction and Development,  
Working Paper 157, 1973. T - E - B - 6
74. Jallade, J.P., "Financiamiento de la educación y  
distribución del ingreso", Revista del Centro de  
Estudios Educativos, 6, 4, oct.-dic. 1976, pp. 33-47,  
MÉxico D.F. O - 4
75. Jamison, Dean, "Cost Factors in Planning Educational  
Technology Systems", Paris, UNESCO - IIEP, 1977, 62 p. T - I - 3
76. Jamison, Dean, "Notes on Cost-Effectiveness Evalu-  
ation of Schooling in Developing Countries", Stanford  
University, Institute for Communication Research,  
U.S.A., 1974. T - E - 3
77. Jamison, Dean T.; Klees, Steven J. et Wells, Stuart  
J., "The Costs of Educational Media. Guidelines  
for Planning and Evaluation", London: Sage 1978,  
225 p. B - 3
78. Jamison, Dean T. et Klees, Steven J., "The Cost of  
instructional radio and television for developing  
countries", Stanford University (U.S.A.), Institute  
for Communication Research, Washington, Educational  
Resources Information Center, 1973. 57 p., Illus.  
(ERIC reports, ED 077 213). I - U - 3
79. Jamison, Dean T. et Orivel, François, "The Cost  
Effectiveness of Distance Teaching Projects",  
Educational Broadcasting International, 11, 4,  
December 1978. T - E - 3
80. Jamison, Marshall et Bett, Stephen T., "Satellite  
educational system costs for three model developing  
countries", Washington, Office of Telecommunications  
Policy, 1973, 1 Vol. I - 3
81. Kayode, M.O., "Towards a Principle of Financial  
Allocations in Educational Planning", West African  
Journal of Education, XVI, 1, February 1972. T - 6

82. Le Thanh Khoi, "Aid to education - cooperation or domination?", Prospects, 4, 4, Winter 1976, pp. 583-594. I - 5
83. Leslie, J. et Jamison, D.T., "Applications of instructional technology in Latin America: cost and effectiveness", Washington, Inter American Development Bank, 1976, 47 p. U - 3
84. Lowbeer, H. et alii, "Lifelong education and its consequences for the use of university resources", Paris, UNESCO/IAU, 1975, 175 p. U - 6
85. Lowe, J., "The education of adults: a world perspective", Paris, UNESCO, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1975, 229 p. U - 6
86. Lyons, Raymond F., "Some problems in educational administration", Prospects, 7, 1, Spring 1977, pp. 58-64. I - 4
87. Martin, Edwin M., "Development assistance", Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, 1969, 325 p. S - 5
88. McGinn, Noel, "Themes and issues in the use of research for Educational planning", in Davis (éd.), Planning education for development, CSED, Harvard University, Cambridge, 1980, pp. 341-377. S - 6
89. Mehrotra, S.N., "Autonomy and public accountability in higher education", Bulletin of the UNESCO Regional Office for Education in Asia; 15, UNESCO Regional Office for Education in Asia and Oceania (Thailand), 1974, pp. 228-236. U - 6
90. Method, Francis, "Problems of Expanding Assistance to Education", Prospects, 5, 1, Spring 1975. T - E - 5
91. Netherlands Economic Institute, "Financial Aspects of the Educational Expansion in Developing Regions:

- Some Quantitative Estimates", Financing Education for Economic Growth, Paris, OECD, 1966. T - 6
92. Miranda Sales, Eduardo, "Algunos aspectos sobre financiamiento de la educación", (Serie Curso desarrollo y planeamiento 1972/73), UNESCO Regional Office for Education in Latin America and the Caribbean (Chile), Santiago de Chile, 1972, 32 p. U - 1
93. Motooka, Takeshi, "Education for rural development: investment in developing countries", Prospects, 3, 2, Summer 1973, pp. 239-245. I - U - 6
94. Onushkin, V.G., "Planning the development of Universities", International Institute for Educational Planning, UNESCO, Paris, 1971-75, 4 Vols. 0 - 2
95. OREALC, "Análisis cuantitativo sobre los esfuerzos de expansión y de financiamiento de la educación en América Latina y el Caribe", Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile, 1980, 63 p. (Informaciones estadísticas de la educación y análisis cuantitativo). U - 1
96. OREALC, "Evolución y situación actual de la educación en América Latina", Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe, Madrid, Santillana, 1976, 725 p. Office for Education in Latin America and the Caribbean (Chile). U - 1
97. OREALC "Informaciones estadísticas: financiamiento de la educación nivel educativo de la población, varios sobre educación extraescolar", UNESCO Regional Office for Education in Latin America and the Caribbean, Santiago de Chile, 1976, 54 p. U - 1
98. OREALC, "Evolución reciente de la educación en América Latina: avances, problemas, perspectivas", UNESCO Regional Office for Education in Latin America and the Caribbean, Santiago de Chile, 1974, 2 Vols. U - 1

99. Organization for Economic Cooperation and Development, "Aid to Education in Less Developed Countries", Paris, OECD, 1971. T - 5
100. Organization for Economic Cooperation and Development, "Resources for the Developing World: The Flow of Financial Resources to less Developed Countries 1962-1968", Paris, OECD, 1970. T - 5
101. Organization for Economic Cooperation and Development, "Financing of Education for Economic Growth", Paris, OECD, 1966. T - 6
102. Organization for Economic Cooperation and Development, "The Flow of Financial Resources to Less-Developed Countries 1956-1963", Paris, OECD, 1964, 179 p. S - 5
103. Palm, Gunter, "Compiling Statistics on Educational Expenditure and Finance", UNESCO, International Institute for Educational Planning, Paris, 1971, 12 p. B - 1
104. Peacock, Alen et Shaw, G.T., "Fiscal Policy and the Employment Problem in Less Developed Countries", Paris, OECD, 1971. T - 6
105. Phillips, H.M., "Planning educational assistance for the second development decade", UNESCO, IIEP, 1973. E - 5
106. Postlethwaith, Neville T., "School costs and cognitive achievement: a brief note", International Institute for Educational Planning, UNESCO, (IIEP/S66/2A), Paris, 1980, 2 p. S - 3
107. Poignant, Raymond, "Le problème des choix dans les plans de développement économique et social et leurs conséquences sur les grandes options du plan scolaire et universitaire", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation, Paris, 1970, 24 p. B - 4

108. Poignant, Raymond, "Financement et dépenses d'enseignement", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation, Paris, 43 p.
109. Psacharopoulos, George, "The World Bank in the World of Education: Some Policy Changes and Some Remnants", Seminar on World Bank Education Policy, University of London, Institute of Education, June 5 and 6, 1980, 12 p. S - 5
110. Psacharopoulos, George, "Higher Education in Developing Countries: The Socioeconomic Dimension", London School of Economics, November 1979, 205 p. S - 6
111. Psacharopoulos, George, "Economic Implications of Raising the School Leaving Age", Comparative Education Review, 22, 1, February 1978. T - 1
112. Psacharopoulos, George, "The Perverse Effects of Public Subsidization of Education or How Equitable is Free Education?", Comparative Education Review, 21, 1, February 1977. T - 4
113. Psacharopoulos, George, "Returning to Education: An International Comparison", Washington: Jossey Bass Inc., 1973. T - 4
114. Psacharopoulos, George, "Rates of Return to Investment in Education Around the World", Comparative Education Review, 16, 1, February 1972. T - 4
115. Reifman, Lucille (éditeur), "Financing of Education for Economic Growth," Paris, OECO, 1964. T - E - 1
116. Reimer, Everett W., "Freeing educational resources", Prospects, 2, 1, Spring 1972, pp. 48-58. U - 2
117. Riggs, Fred, "Administration in Developing Countries: The Theory of Prismatic Society", Houghton Mifflin, Boston, 1964. S - 6

118. Robinson, Brandon, "Sobre metodologfa para el análisis sectorial de la educación", Documento de Trabajo Metodológico No. 53 A, Oficina de Asuntos Latinoamericanos, Agencia para el Desarrollo Internacional, Washington, 1975, 271 p. S - 3
119. Rogers, Daniel, "Education Sector Loans: Past and Future", AID Bureau for Program and Policy Coordination, Economic Analysis Division, 1971 (mimeo). T - 5
120. Rogers, Daniel, "The Economic Effects of Various Methods of Educational Finance", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Paper No. 106, May 1971. T - 6
121. Rogers, Daniel, "Financing Higher Education in Less Developed Countries", Comparative Education Review, 15, 1, February 1971. T - E - H - 2
122. Schiefelbein, E. et Simmons, J., "The determinants of school achievement: a review of the research for developing countries", IDRC-MR 9, Ottawa, May 1979, 35 p. S - 4
123. Schiefelbein, Ernesto et Davis, Russell, "Development of Educational Planning Models and Application in the Chilean School Reform", Lexington Books, Massachusetts, 1974, 236 p. S - 3
124. Schramm, Wilbur, "Big media, Little media: a report to the Agency for International Development", Stanford University (U.S.A.), Institute for Communication Research, Washington, Educational Resources Information Center, 1973, 333 p. (ERIC reports, ED 077 186). I - 3
125. Schramm, W., "Mass media and national development: the role of information in the developing countries", Stanford, California, Stanford University Press, 1964, 333 p. O - 6
126. Selowsky, Marcelo, "Nutrition, Health and Education: The economic significance of complementaries at early ages", The World Bank, 1980, 24 p. S - 4



127. Selowsky, Marcelo, "Investment in Education in Developing Countries: A critical review of some issues", Economic Development Report, No. 232, Development Research Group, Center for International Affairs, Harvard University, Cambridge, May 1973, 68 p. T - S - 4
128. Sheehan, John, "The Problem of International Comparisons of Unit Cost in Education", Comparative Education Review, 14, 2, June 1970. T - 3
129. Sheffield, James, "The Rediscovery of Poverty: A Review of Aid Policies in Education", Teacher College Record, May 1976. T - E - 5
130. Simmon, John (éditeur), "The education dilemma", Pergamon Books, 1980, 276 p. S - 6
131. Simmons, John, "Education, Poverty and Development", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Bank Staff Working Paper, No. 188, 1974. T - E - 6
132. Simmons, John, "Investment in Education: Alternative National Strategies", International Bank for Reconstruction and Development, Development Economics Department, September 1973, 91 p. S - 6
133. Smith, D.M., "British educational assistance to developing countries", Teacher Education in New Countries, 12, 2, November 1971, pp. 125-136. E - 5
134. Smyth, J.A.; Aujame, R.; Tencalla, Y.; Kimmins, B.J.; Brain, R. et Ramos Saco, T., "Educational development: some practical issues," IIEP, Paris, 1979, 110 p., (Educational financing; occasional paper; 4). I - U - 6
135. Ta Ngoc Chau; Caillods, François; Hallak, Jacques et Tibi, Claude, "Population growth and costs of education in developing countries (Ceylon, Colombia, Tanzania and Tunisia)", Paris, UNESCO, IIEP, International Institute for Educational Planning, 1972, 313 p. T-E-I-U-B-H-6

136. Taylor, W.L. et Vliet, W. van, "Educational development: some practical issues", IIEP, Paris, 1975, 195 p., (Educational financing; occasional papers; 1) I - 6
137. Tibi, C., "Note on studies of school costs", International Institute for Educational Planning, (IIEP/ Prg.CT/80.64), UNESCO, Paris, 1980, 10 p. S - 3
138. UNESCO, "The Economics of new Educational Media", Cost and Effectiveness, Paris, 1980, 316 p. (Il existe aussi une édition parue en 1977.) B - 3
139. UNESCO, "Social science organization and policy; first series: Belgium, Chile, Egypt, Hungary, Nigeria, Sri Lanka", Paris, UNESCO, 1974, 352 p. O - 6
140. UNESCO, "Qui paie quoi? Remarques sur la répartition des charges et les effets des mécanismes de financement", Preparatory Meeting of Experts for the Meeting of Senior Officials of the Ministries of Education of the 25 Least Developed Countries, UNESCO, Paris, 1974, 18 p. I - U - 4
141. UNESCO, "Public expenditure on education - A preliminary statistical report", Paris, UNESCO, 1953, 128 p. (Occasional papers in education; 17). I - U - 1
142. UNESCO-IBRO, "Identification and preparation of educational development projects", 29 April 1976, 32 p. I - 1
143. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, "Public Administration and Finance for Development", New York, 1975. T - 6
144. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, "Planning for Balanced Social and Economic Development: Six Country Case Studies", Series No. 64, IV, 8, New York, 1968. T - 1
145. Vaisey, John et Chesswas, J.O., "The Costing of Educational Plans", Paris, UNESCO - IIEP, 1967. T - O - 6

146. Weller, Hans N. (editeur), "Educational planning and social change", UNESCO-IIEP, Paris, 1980, 211 p. S - 6
147. Williams, Peter, "Education in developing countries: the view from Mount Olympus", Prospects, 4, Winter 1975, pp. 457-478. I - U - 6
148. Windham, D., "Return to Education. An International Comparison by G. Psacharopoulos", Book Review in Comparative Education Review, 17, 3, October 1973. T - 4
149. Woodhall, Maureen, "Education, work and employment: a summary review", The Research Review and Advisory Group, International Development Research Centre, Ottawa, March 1979, 53 p. S - 6
150. Woodhall, Maureen, "Financing Students in Higher Education. Educational, Social and Economic Implications of Alternative Methods of Finance", UNESCO - IIEP, 1969. T - 2
151. World Bank, "Education", Sector Working Paper, Washington, 1974. T - E - 6
152. World Council on Comparative Education, "Proceeding on the First World Congress of Comparative Education Societies on the Role and Rationale for Educational Aid to Developing Countries", Geneve, Switzerland, 1970. T - E - 6
153. Wykstra, Ronald, "Economic Development and Human Capital Formation", The Journal of Developing Areas, 3, 4, July 1969. T - 6
154. Zagefka Yannakopulos, Polymnia, "Eleven experiences in innovations in decentralization of educational administration and management of local resources", Division of Educational Policy and Planning, UNESCO, Paris, 1980, 166 p. S - 2

155. Zymelman, Manuel, "The Economic Evaluation of Vocational Training Programs", Washington, World Bank, 1976. T - 4
156. Zymelman, Manuel, "Patterns of Educational Expenditures", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Working Paper No. 246, 81 p. T - E - S - 1
157. Zymelman, Manuel, "Tools for Analysis and Decision-Making in the Financing of Education", Agency for International Development, Harvard, June 1973, 69 p. S - 4
158. Zymelman, Manuel, "Financing and Efficiency in Education", Agency for International Development, Boston, 1973, 314 p. (RAE 463 - version espagnole). I - R - S - 6

#### A F R I Q U E

1. Abdel Wahab, Abdel Rahman, "Tax Policy and Problems in a Developing Economy: A Case Study of the Sudan", Thèse inédite, University of Illinois à Urbana-Champaign, 1972. T - D - 2
2. Adaralegbe, Ademiji, "Problems and Issues in Financing Education in Nigeria", West African Journal, XVI, 1, February 1972. T - 6
3. Adaralegbe, Ademiji, "An Economic Model for the Planning and Analysis of Public School Expenditures in Western Nigeria: The Program Budget Process", Thèse inédite, New York University, 1970. T - D - 2
4. Adesina, Segun, "The place of foreign aid in Nigeria's educational finance, 1960-1968", The Quarterly Journal of Administration, Ibadan, 7(1973) 4, pp. 463-476. H - 5
5. Ampene, E. Kwasi, "Persistent Issues in African Education", Occasional Papers in Continuing Education No. 16, Center for Continuing Education, British Columbia University, March 16, 1978. E - 1

6. Anderson, John, "Organization and Financing of Self-help Education in Kenya", Paris, UNESCO-IIEP, 1973, 70 p. T - E - I - U - 2
  
7. Ango, E. Moure, et Becquelin, J., "Les Besoins futurs en ressources, à la lumière des perspectives du développement de l'éducation au Gabon", Seminar for National Specialists and UNESCO Experts in Educational Planning on the Mobilization of Domestic Resources for Formal and Non-formal Education, Paris, 1978, 28 p. (Reports and studies on educational policy and planning); C. 65. I - 6
  
8. Bennett, Nicholas L., "Tanzania: planning for implementation", Educational cost analysis in action; 1, IIEP, 1972, pp. 11-36. I - U - 3
  
9. Bennett, Nicholas L., "Uganda: the use of cost evaluation in the planning of Makerere University College", Educational cost analysis in action; 3, IIEP, 1972, pp. 105-146. I - U - 3
  
10. Bennett, Nicholas L., "Uganda: educational cost evaluation", Educational cost analysis in action; 3, IIEP, Paris, 1972, pp. 11-65. I - U - 3
  
11. Bonvin, Jean, "L'éducation facteur de croissance et de développement économique. Une étude de planification à long terme dans le cadre du Sénégal", Berne, Lang, 1970, 578 p. B - 1
  
12. Bowles, Samuel, "The Efficient Allocation of Resources in Education: A Planning Model with Application to Northern Nigeria", U.S.A., 1965. T - 4
  
13. Callaway, A. et Musone, A., "Financing of Education in Nigeria", African research monographs 15, UNESCO, Paris, 1968, 150 p., also in Educational Development in Africa, UNESCO - IIEP, 1969, pp. 85-230. T - H - S - 1
  
14. Carlson, S. et Olakanpo, O., "International finance and development planning in West Africa; an essay based on discussions at the Dag Hammarskjöld Foundation Seminar", Uppsala Universitet, Uppsala, Stockholm, Svenska Bokforlaget, 1964, 125 p. (Tableaux). 0 - 5

15. Chesswas, John et Hallak, Jacques, "Uganda: behaviour of non-teacher recurring expenditure", Educational cost analysis in action; 3, IIEP, 1972, pp. 67-104. I - U - 3
16. Chesswas, John, "Tanzania: factors influencing change in teachers' basic salaries", Educational cost analysis in action, 1, IIEP, 1972, pp. 37-76. (Graphiques et tableaux). U - 3
17. Chesswas, J.D., "Educational Planning and Development in Uganda", UNESCO - IIEP, Paris, 1966. T - 6
18. Clark, Ralph, "Paying for education", in Turner, J.D. et Hunter, A.P. (éds.): Educational development in predominantly rural countries. (Roma/Lesotho), 1968, pp. 14-27. H - 6
19. Cowan, Laing Gray, "The Cost of Learning: The Politics of Primary Education in Kenya", Teacher College News, New York, 1970, 106 p. T - I - U - 1
20. Department of National Education - South Africa, "Annual Report, 1974", South Africa, 1975. T - 1
21. Donnelly, D.W., "Administration and financing of education: Nigeria -(mission) April 1971-January 1973", UNDP (restricted), April 1973, 27 p. I - U - 1
22. Dyasi, Hubert M., "A Primary science education project in Africa", Prospects, 8, 1, Spring 1978, pp. 82-92. I - 3
23. ECA, Addis Ababa, "Development of higher education in Africa", Conference on the Development of Higher Education in Africa, Paris, UNESCO, 1963, 339 p. (Tableaux). O - 5
24. Erard, M.; Hugon, Philippe et Petry, D.J., "Développement de l'enseignement supérieur : Dahomey (mission) novembre - décembre 1968", (circulation restreinte), mars 1969, 99 p. I - U - 1
25. Fields, Gary S., "Private and social returns to education in labour surplus economics", Eastern Africa Economic Review, Nairobi, Lusaka, 1972, 4, 1, pp. 41-62. H - 4

26. Fields, Gary S., "The Educational System of Kenya: An Economist's View", University of Nairobi, Institute for Development Studies, Kenya, Nairobi, 1971, 47 p. B - 1
  
27. Gambia, Ministry of Education, "The Gambia: educational development 1976-77 and 1977-78", Banjul, 1979, 6 p. U - 1
  
28. Gandhi, Ved. P., "Some Aspects of Public Education in Africa", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Working Paper No. 100, February 1971. T - 1
  
29. Garvey-William, F.T. et El Haggaz, H.M., "Community participation in the provision of school facilities in Sudan," Seminar for National Specialists and UNESCO Experts in Educational Planning on Mobilization of Domestic Resource for Formal and Non-formal Education, Paris, June 1978, 13 p. I - U - 2
  
30. George, B.G.S., "Education in Ghana", U.S. Dept. of Health, Education, and Welfare, DHEW Publication No. (OE) 75-19119, Washington, D.C., U.S. Govt. Print. Off., 1976, 288 p. O - 1
  
31. Ghana, Ministry of Education, Ghana Education Service, "Recent developments in education in Ghana 1976-1979," Accra, 1979, 11 p. U - 1
  
32. Ghana, National Council for Higher Education, "Annual Report - National Council for Higher Education. 1974-1975", Accra, Ghana, 1975. T - E - 1
  
33. Ghana, National Consultative Committee, "Report of the National Consultative Committee on education finance," Accra, 1975, 61 p. H - 2
  
34. Ghana, Auditor-General, "Report by the Auditor-General on the accounts of Ghana. Local authorities and educational institutions", BD 1-3, Accra, 1972, 155 p. H - 1
  
35. Gillette, A.L., "Beyond the non-formal fashion: towards educational revolution in Tanzania", Amherst,

- Mass., Center for International Education, University of Massachusetts, 1977, 321 p. U - 6
36. Godfrey, E.M. et Mutiso, G.C.M., "The political economy of self-help: Kenya's "Harambee" Institutes of Technology", Canadian Journal of African Studies, Québec, 1974, 8, 1, pp. 109-133. H - 2
37. Goodine, I.T., "Kenya technical Teachers College receives Canadian AID", Canadian Vocational Journal, 13, 4, February 1978, pp. 22-24. E - 5
38. Guillaumont, Garbe Verdun, "Les dépenses d'enseignement au Sénégal", Paris, UNESCO-IIEP, (Monographies africaines), 1967, 51 p. T - H - 1
39. Hall, Budd L., "The United Republic of Tanzania: a national priority to adult education", Prospects, 4, 4, Winter 1974, pp. 512-516. I - 6
40. Hallak, J. et Poignant, R., "Les aspects financiers de l'enseignement dans les pays africains d'expression française", Paris, UNESCO - IIEP, 1966, 76 p. T - H - 1
41. Heyneman, Stephen, "The Status of Human Capital in Malawi", Draft, Education Department, The World Bank, March, 1980, 59 p. S - 4
42. Hinchliffe, J.K., "The rate of return of education in Ghana", The Economic Bulletin of Ghana, Accra, 1971, (1) 2, pp. 45-58. H - 4
43. Horrell, Muriel, "Education in an apartheid society", in Rhodie, N.J. (éd.): South African dialogue. Contrasts in South African thinking on basic race issues, Johannesburg, McGraw-Hill, 1972, pp. 480-498. H - 6
44. Horwood, O.P.F., "The Financing of Higher Education in South Africa with particular reference to the Universities", South Africa Journal of Economics, September 1964. T - 1
45. Hug, Muhammad Shamsul, "Education, Manpower and Development in South and South East Africa", New York



- Praeger, Special Studies in International Economics and Development, 1975. T - 1
46. Hugon, Philippe, "Economie et enseignement à Madagascar", UNESCO, Institut International de planification de l'éducation, Paris, 1976, 410 p. I - U - B - H - 1
47. Hugon, Ph., "Enseignement et développement dans la pensée économique", Revue Economique de Madagascar, Tananarive, No. 7, 1972, pp. 101-139. H - 1
48. Huynh Cao Tri, "Essai d'évaluation des besoins en matériel didactique des pays en voie de développement 1985-1990", IIEP, Paris, 1976, 139 p. I - 3
49. International Institute for Educational Planning (IIEP), "Educational development in Africa. I. The planning process. II. Costing and financing. III. Integration and administration", (IIEP African Research Studies), Paris, UNESCO, 1969, 306 p., 304 p., 182 p. B - H - 1
50. Jolly, Richard, "Costs and confusions in African Education: some future implications of recent trends", Brighton, Institute of Development Studies, 1968, 8 p. H - 6
51. Kaungamno, E.F., "National plan for the development of library services", East African Library Association, Nairobi, Dar es Salaam, Tanganyika Library Service, 1972, 24 p. O - 6
52. Ketkar, Suhas L., "Economics of Education in Sierra Leone", University of Michigan, Center of Research on Economic Development, Paper No. 47, April 1975. T - 1
53. Ketkar, Suhas L., "Benefit - cost analysis of higher education in Sierra Leone", Journal of Eastern African Research and Development, Nairobi, 1974, (4) 1, pp. 1-12. H - 3
54. Kibuka, Robin, "Financing Education in Uganda", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, 1972. T - 1

55. Kinyanjui, Kibiru, "The Political Economy of Educational Inequality: A Study of the Roots of Educational Inequality in Colonial and Post Colonial Kenya", Thèse inédite, Harvard University, 1979. T - D - 4
56. Kinyanjui, Peter, "Resources Flow in Education: The Case of Financing Education in Kenya 1968-1971", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, 1972. T - 1
57. Knigh, J.B., "The Costing and Financing of Educational Development in Tanzania", African research monographs 4, UNESCO - IIEP, Paris, 1966. T - B - 1
58. Knigh, J.B., "The Costing and Financing of Educational development in Tanzania", in UNESCO/IIEP (éds.): Educational development in Africa. II. Costing and financing, UNESCO, Paris, 1969, pp. 9-83. B - 1
59. Koehl, Robert, "Organization and Financing of Self-help Education in Kenya by J.E. Anderson", Examen critique du livre dans Comparative Education Review, 19, 3, October 1975. T - 2
60. Kouyate, Maurice, "The teacher shortage and peer teaching in Africa", Prospects, 8, 1, Spring 1978, pp. 33-46. I - 6
61. Labrousse, André, "Le Financement de l'enseignement public et privé du premier degré au Cameroun oriental", (Financement des systèmes éducatifs: études de cas spécifiques; 6), Paris, UNESCO - IIEP, 1975. I - U - B - 2
62. Labrousse, André, "Le financement des dépenses d'éducation 1964/65-1971/72", (Yaoundé) Service de la planification et des équipements scolaires, 1972, 151 p. U - 2
63. Lahai, David S.M., "Some notes on operation in Sierra Leone", UNESCO Regional Office for Education in Africa (Senegal), Regional Expert Consultation on Education Materials, Dakar, 1975, 8 p. I - U - 2
64. Lewis, Alexander, "The Impact of Population Change on the Cost of Primary School Education in Gambia", Thèse inédite, University of Minnesota, 1979. T - D - 1

65. Lewis, OluFemi, "An Appraisal of the Case for Free Education in Nigeria", West African Journal of Education, XV, 3, October 1971. T - 6
66. Lingappa, Shiva, "L'éducation et l'environnement socio-économique; développements récents au Niger", (Reports and studies on educational policy and planning), UNESCO 1977, 30 p. I - U - 1
67. Longappa, Shiva, "L'éducation et l'environnement socio-économique. Développements récents en Haute-Volta", UNESCO, (Reports, studies. C. 37), Paris, 1977, 37 p. H - 1
68. Lyons, R. et Poignant, R., "Educational Development in Africa: II Costing and Financing", Paris, UNESCO-IIEP, 1969. T - E - 1
69. Malherbe, Ernst, "Education in South Africa. 1923-1975. Volume II," Capetown, South Africa, 1977. T - 1
70. Mbabane, "A Financial and statistical analysis of Swaziland's educational system with projections to 1985", Education Planning Section, Ministry of Education, 1977, 91 p. I - 1
71. Mengot, Ako DeFang, "Financing Primary Education from Local Education Rates in West Cameroon", Thèse inédite, Harvard University, School of Education, 1971. T - D - 2
72. Millot, Benoit, "La Valeur des investissements dans l'enseignement supérieur : enquête dans six pays africains; étude méthodologique", UNESCO (Current studies and research in statistics; CSR.E.27), 1978, 76 p. I - 4
73. Milongo, J.C. et Rouag, D., "La participation des collectives locales dans le financement de l'éducation en République populaire du Congo", mai 1978, 7 p. I - U - 2
74. Ministry of Education, Kenya, "Annual Report 1976", Nairobi, 1978. T - 1
75. Ngole Kapayi et Mambe Mukanga, "La problématique du financement de l'éducation nationale au Zaïre", Cahiers Economiques et Sociaux, Kinshasa, (15) 3, septembre 1977, pp. 249-280. H - 2

76. Nguru, Godfrey, "A Study of Educational Expenditures in Kenya 1963-1975", Thèse inédite, University of Tennessee, 1978. T - D - 1
77. Nwacukwu, Celestine, "Issues and Problems of Financing Education in Nigeria", Journal of Negro Education, No. 46, 1977. T - 6
78. Oguntoye, Anthony, "Cost and Production Function in Education, An Economic Analysis of Secondary Education in Ogun State of Nigeria", Thèse inédite, University of Wisconsin, 1978. T - D - 3
79. Okechukwu, Cosmas I, "A Comparison of Finance in Education, An Economic Analysis of Secondary Education in Ogun State of Nigeria", Thèse inédite, University of Cincinnati, 1979. T - D - 3
80. Okedara, J.T., "Planning and Development of Functional Literacy for Universal Primary Education: Administration and Finance", West African Journal of Education, XX, 1, February 1976, pp. 99-107. T - E - 2
81. Olembo, Jothan Ombisi, "Financing Primary School Facilities in Kenya", Thèse inédite, Ball State University, Indiana, 1974. T - D - 2
82. Ouldali, Bekaddour; Balkan, Aydemir; Catravas-Grimani, John; et Blanc, Marcel, "Institut polytechnique de Masuku : Gabon - (mission) 12-23 juin 1978", UNESCO (circulation restreinte), Paris, 30 juin 1978, 96 p. I - 6
83. Oyedeji, L., "The Economics of the Universal Primary Education (UPE): An Analysis of Government Investment and Return on Education", West African Journal of Education, XX, 1, February 1976, pp. 109-122. E - 1
84. Parker, Franklin, "African education in Rhodesia", in Rose, Brain (éd.): Education in Southern Africa, Johannesburg: Collier-MacMillan, 1970, pp. 222-248. H - 1
85. Pliya, Jean, "Comment concilier les exigences d'une politique de réforme de l'éducation avec les ressources disponibles: l'exemple de la République populaire de

- Bénin", (Réseau d'innovation éducative pour le développement en Afrique. Innovations et changement, No. 1), Dakar, Bureau régional de l'Unesco pour l'éducation en Afrique, 1979, 24 p. U - 2
86. Porter, Arthur T., "University development in English-speaking Africa: Problems and opportunities", African Affairs, London 1972 (71) 282, pp. 73-83. H - 6
87. Proust, Jacques, "Morocco: costs of public secondary education - Analysis of the results of a governmental survey", (Educational cost analysis in action; 3), IIEP, 1972. pp. 227-270. U - 3
88. Rogers, Daniel, "Student Loan Program and the Return to Investment in Higher Levels of Education in Kenya", Economic Development and Cultural Change, Vol. 20, No. 20. January 1972. T - 4
89. Rogers, D.V., "The returns of investment in higher levels of education in Kenya", (Makerere Institute of Social Research, Conference Papers - January 1968), Kampala, 1968, 14 p. H - 4
90. Ross, John G., "Planning, administration and financing of education: Ethiopia (mission) May 1969-May 1973", UNESCO (restricted), August 1973, 41 p. I - U - 1
91. Scovill, Mary, "Local Taxation in Uganda, Kenya and Zambia", Thèse inédite, University of Illinois à Urbana-Champaign, 1975. T - D - 2
92. Selassie, Seyoum G., "Government and the Promotion of Social Equality: A Comparative Analysis of Selected Developing Countries (Ethiopia, Tanzania, Zambia, Burma, Malaysia, Thailand)", Thèse inédite, University of Michigan, 1976. T - D - 6
93. Sharp, A.M. et Jetha, N.M., "Central Government Grants to Local Authorities: A Case Study of Kenya", African Studies Review, April 1970. T - 2
94. Sheffield, James, "Education in the Republic of Kenya", Department of Health, Education and Welfare, U.S.A. Washington, 1971. T - E - 2

95. (Sierra Leone) Republic of Sierra Leone, "Estimates revenue and expenditure 1969-70", Freetown, 1969, 180 p. H - 1
96. Stein, Betty, "Education in Ghana", U.S.A., Department of Health, Education and Welfare, 1976. T - 1
97. Sudan. Ministry of National Planning, "Survey of educational expenditure on public education in selected provinces (undertaken by) Ministry of National Planning and Ministry of Education", Third IDA Educational Project, Khartoum, 1978, 97 p. U - 2
98. Sudan, Ministry of Education, Educational Documentation Centre, "Organizing of Education", Khartoum, 1973, 24 p. H - 1
99. Ta Ngoc Chau et Caillois, Françoise, "Financement et politique éducative: le cas du Sénégal", (Financement des systèmes éducatifs: étude de cas nationales; 6), UNESCO, IIEP, Paris, 1976, 270 p. I-U-H-B-S-1
100. Ta Ngoc Chau et Caillois, Françoise, "Educational policy and its financial implications in Tanzania", (Financing educational systems: country case studies; 4), IIEP, UNESCO Press, Paris, 1975, 137 p. T-E-I-U-B-H-S-1
101. Ta Ngoc Chau, "Ivory Coast: the cost of introducing a reform in primary education", (Educational cost analysis in action; 2), IIEP, 1972, pp. 11-61. I-U-H-6
102. Ta Ngoc Chau; Hallak, Jacques et Coombs, Philip Hall, "Madagascar: the role of cost analysis in the introduction and implementation of the 1962 reform of primary education" (Educational cost analysis in action; 2), IIEP, 1972, pp. 63-94. I - U - 3
103. Tadadjeu, Maurice, "Cost-benefit analysis and language education planning in Sub-Saharan Africa", in Kotey, P.F. et Der-Houssikian, H. (éds.): Language and linguistic Problems in Africa, Columbia, S.C.: Hornbeam Press, 1977, 334 p. H - 3
104. Tegegne, Fisseha, "Financing Education in Ethiopia, Kenya and Tanzania: A Comparative Analysis", Ethiopia,

- Department of Economics, Addis Ababa University,  
Occasional Paper No. 12. T - 2
105. Ter Weele, Alexander Hendrik, "Equity in Financing Education in East Africa. The Cases of Ethiopia, Kenya, and Tanzania", Thèse inédite, Graduate School of Education of Harvard University, Cambridge, 1975, 181 p. T - D - S - 4
106. Ter Weele, Alex, "Financing Education in Ethiopia", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, U.S.A., 1972. T - 2
107. Ter Weele, Alex, "Financing Education in Tanzania", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, U.S.A., 1972. T - 2
108. Thias, Hans et Carnoy, Martin, "Cost-Benefit Analysis in Education: A Case Study of Kenya", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Johns Hopkins Press, 1972, 193 p. T - B - 4
109. Thias, H. et Carnoy, M., "The Rates of Return to Schooling in Kenya", Eastern Africa Economic Review, No. 3, December 1972. T - 4
110. Tibi, Claude, "Politique éducative et financement de l'éducation au Maroc", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation (Financement des systèmes éducatifs : études de cas nationales, 7) Paris, 1976, 277 p. B - H - 1
111. Tibi, Claude, "Développement économique et aspects financiers de la politique d'éducation en Tunisie", Paris, UNESCO - IIEP, 1976. T - B - 1
112. Trotter, G.F., "Education and Income Distribution (South Africa)", South Africa Journal of Economics, No. 45, December 1977. T - 4
113. Tsala, F., "Rurally oriented applied pedagogy in Cameroon: Report of an evaluation mission", in Ponsioen, J.A. (éd.): Educational innovations in Africa: policies and administration, Den Haag: Inst. of Social Studies, 1972, pp. 83-97. H - 6

114. Ulinfun, Francis , "The Status of Economic Education in Nigeria's Secondary School", Thèse inédite, Columbia University Teacher College, 1978.
115. Umo, Joe Udo, "Economics of Human Capital Production and Investment: The Case of Nigerian Higher Education", Thèse inédite, Indiana University, 1978. T - D - 3
116. UNESCO, "Dépense publique d'éducation et taux de scolarisation en Afrique" (version provisoire), Office des Statistiques, Division des statistiques relatives à l'éducation, (STE/FIN/3), UNESCO, Paris, 1981, 61 p. S - 1
117. UNESCO, "Educational simulation model. Sudan: alternative educational projections, 1973-1985", May 1975, 24 p. S - 1
118. UNESCO - IIEP, "Costing and Financing Educational Development in Africa", Paris, 1969. I - 3
119. UNESCO, "Trends in the Financing of Education in Certain African Countries", Paris, 1968. T - 1
120. Vu Cong, L. et Ganef, R., "Les effets de la politique de formation des maîtres et des constructions scolaires sur les coûts unitaires de fonctionnement de l'éducation", (Educational development; some practical issues; 10), IIEP, 1975, pp. 163-176. I - 3
121. Wilson, D., "Educational administration and financing, Nigeria - (mission) August 1972 - July 1973", UNDP (restricted), August 1973, 58 p. I - U - 1
122. Woldemikael, Haile, "Government schools in Ethiopia", in Bender, M.L. (éd.): Language in Ethiopia, London: Oxford University Press, 1976, pp. 324-338. H - 1

#### A S I E

1. Advisory Team on Indian Planning, "Selected Readings for the Indian Planning Group", Library, Provisional Bibliography No. 9 Supplement 1, Part 2, International Institute for Educational Planning, IIEP/LIB/BIB/9/ Supp. 1/Part 2, UNESCO, October 1980. I - 6



2. Advisory Team on Indian Planning, "Selected Readings for the Indian Planning Group", Library, Provisional Bibliography No. 9, International Institute for Educational Planning, IIEP/LIB/BIB/9/Supp. 1, UNESCO, 30 September, 1980. I - 6
3. Afzal, Muhammace, "A Study of Local Finance Education as a Component of Personal Development in Pakistan", Thèse inédite, Cornell University, 1979. T - D - 2
4. Ahmad, Zulficar et Mirza, Munawar, "The Financing of Privately-Managed Schools in the Punjab", Financing of Educational Systems: Specific Case Studies - 10, Paris, UNESCO - IIEP, 1975. T - E - 1
5. Alles, Jinapala, "Ceylon: costing first - and second - level general education", IIEP, (Educational cost analysis in action; 1) 1972, pp. 77-117. I - U - 3
6. Alles, Jinapala, "Costs of Education - Elementary and Secondary", in Education in Ceylon, Ministry of Education and Cultural Affaires, Colombo, 1969, pp. 1047-1066. I - 3
7. Alles, J.; De Silva, S. et Kulaturnga, F., "Financing and Cost of Education in Ceylon, a Preliminary Analysis of Educational Cost and Finance in Ceylon 1952-1964", UNESCO, Paris, 1967. T - 1
8. Auerhan, J. et Solomon, Erwin S., "Asia: cost analysis in an Asian model of educational development", IIEP, (Educational cost analysis in action; 1), 1972, pp. 297-329. (Tableaux). - U - 3
9. Azad, J.L., "Financing Institutions of Higher Education in India: The Need for a Realistic Fee Policy", Higher Education, 4, 1, February 1976. T - E - 2
10. Azad, Jagdish Lal, "Government grants for higher education: a Study of patterns, procedures and policies", Planning Commission, Education Division, New Delhi, 1975, 62 p. I - 2
11. Azad, Jagdish Lal, "Financing of higher education in India: a critical study of the patterns, procedures and policies of the financing of higher education

- in India in the post-independence period", Sterling Publishers, New Delhi, 1975, 236 p. I - 2
12. Bangkok Bank, "Imbalance in Educational Budgetary Allocations in Thailand", Bangkok Bank Monthly Review, No. 19, 1978. T - 4
13. Beach, N. et De Witt, Nicholas, "Administration and financing of education: Singapore - (mission) June-July 1972", UNESCO (Restricted), June 1973, 72 p. I - U - 1
14. Belgique. Ministère de l'éducation nationale et de la culture, "Education et développement dans le Sud-Est de l'Asie", Université libre de Bruxelles, Bruxelles, Collection du Centre d'Etude du Sud-Est Asiatique No. 05 (Symposium on Education and Development in Southeast Asia 19-21 April 1966), Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1967, 236 p. O - 6
15. Bennett, Nicholas, "Problems of Financing the Thai Educational System in the 1960s and 1970s", Paris, UNESCO - IIEP, 1975, 232 p. T - E - I - U - 1
16. Benson, Charles, "Financing of Education, Training and Related Services in the Public Sector", Pakistan, Planning Commission, Karachi, 1970, 83 p. T - H - 1
17. Berstecher, D.G., "Basic Training Programme in Educational Planning and Management. 3. Quantitative and Financial Aspects of Educational Planning", UNESCO, Regional Office for Education in Asia, Bangkok, 1977, 175 p. B - 6
18. Bhagwati, J., "Education, class structure and income equality", World Development, Oxford, (1) 5, May 1973, pp. 21-36. H - 4
19. Blaug, Mark, "The Rate of Return on Investment in Education in Thailand", The Journal of Development Studies, XII, 2, January 1976. T - 4
20. Bowman, Mary Jean, "An Economic's Approach to Education", International Review of Education, XVI, 2, 1970. T - 6

21. Bullock, Donald H., "Instructional efficiency: a means for reducing formal classroom time", SEAMEO Regional Center for Educational Innovation and Technology, Saigon, 1974, 71 p. I - 3
22. Chicnis, Suma, "Investment in Higher Education: A Recommendation", New Frontiers in Education, 5, 4, 1975. T - E - 1
23. Cruz, Leopold et Calado, Rene, "Financing Secondary Education in the Philippines. Financing of Educational Systems: Specific Case Studies", Paris, UNESCO - IIEP, (Financing of educational systems: specific case studies, 11) 1975, 168 p. T - E - U - 1
24. Daroesman, Ruth, "Alternative educational strategies and their financial implications", BP3K/USAID, Jakarta, December 1978, 94 p. S - 6
25. Daroesman, Ruth, "Sources and uses of educational finance in Indonesia", (Djakarta) Badan Pengembangan Pendidikan, Departemen Pendidikan dan Kebudayaan, 1972, 109 p. U - 2
26. Daroesman, Ruth, "Finance of Education", Bulletin of Indonesian Economic Studies, 8(1), March 1972, pp. 32-68. T - H - 6
27. Daroesman, Ruth, "Finance of education", Bulletin of Indonesian Economic Studies, Canberra, 7(3), 1971, pp. 61-95. H - 6
28. De Voretz, Don J., "Optimal Allocations of Philippine Educational Resources", University of the Philippines, School of Economics, Institute of Economic Development and Research, Discussion paper No. 67-15, 1968. T - 4
29. Domham, Dennis E., "Student Economic Assistance and Need in Higher Education in Nepal", Thèse inédite, Illinois University à Carbondale, 1977. D - 4
30. Du Pouget, Françoise, "India, Economics and Education, a Selective Bibliography of Documents available in the IIEP Library", Library, Provisional Bibliography No. 9. International Institute for Educational Planning, IIEP/LIB/BIB/9 (Prov.), UNESCO, 1979. I - 6

31. Dutta, Upendra, "Financing Higher Education in Nepal",  
Thèse inédite, University of Oregon, 1964. T - D - 1
32. Eyre, J.J., "Republic of Afghanistan: library  
development (NATIS)", Technical Report PP/1975-76/  
4.221.4 FMR/CC/DBA/77/115, Paris, UNESCO, 1977, 58 p. O - 3
33. Hallak, Jacques, "Financing and Educational Policy in  
Sri Lanka. (Ceylon)", UNESCO - IIEP, (Financing  
educational systems: country case studies: 1), Paris,  
1972, 159 p. T - I - U - B - 1
34. Hallak, Jacques; Cheikhestani, M. et Varlet, Henri,  
"The Financial aspects of first-level education in  
Iran", International Institute for Educational  
Planning, (Financing educational systems: specific  
case studies: 1), Paris, UNESCO, 1972, 58 p. I - 1
35. Haque, Mazharul, "Educational Finance", in Haque et  
Schmeding (éds.), The education in East Pakistan  
Research Project, Institute of Education and Research,  
Dacca University, May 1970, pp. 405-463. I - 1
36. Hamdani, Khalil A., "Education and the income diffe-  
rential. An estimation for Rawalpindi City",  
The Pakistan Development Review, Islamabad, (16) 2,  
1977, pp. 144-164. H - 4
37. Heneveld, Ward., "Indonesia; the Distribution of  
Development Funds: New School Building in Java",  
Bulletin of Indonesian Economic Studies, No. 14,  
March 1978. T - 2
38. Hewarithanana, Buddhasja, "The Management of External  
and Internal Finance in Sri Lanka. Problems and  
Policies", Asian Survey, 13, 12, 1973. T - 2
39. Heyneman, Stephen P., "Investment in Indian Education",  
World Development, Vol. 8, February 1980. T - B - 6
40. Heyneman, Stephen P., "Investment in Indian Education:  
Uneconomic?", World Bank Staff Paper No. 327,  
Washington, 1979, 56 p. S - 6
41. Hill, Kim Qualie, "Education and Public Health Ex-  
penditure in Turkey and West Malaysia", Program on

- Development Studies, Occasional Paper No. 55, Houston, U.S.A. T - 1
42. Hoerr, O.D., "Education, Income and Equality in Malaysia", Economic Development and Cultural Change, 21, 2, January 1973. T - 4
43. Indonesia. Departemen pendidikan dan kebudayaan. Badan penelitian dan pengembangan pendidikan dan kebudayaan, "Educational developments 1976-1978: Indonesia", Jakarta, 1979, 48 p. U - 1
44. Institute of Applied Manpower Research, "An Analysis of the pattern of recurring expenditure and per student cost in the institutes of technology, 1968-69", Institute of Applied Manpower Research, (IAMR Report No. 1/1972), New Delhi, February 1972, 31 p. I - 3
45. Jamison, Dean, "Alternative Strategies for Primary Education in Indonesia. A Cost-Effectiveness Analysis", Graduate School of Business, Stanford University, Period Paper No. 46, September 1971. T - 3
46. Japanese National Commission for UNESCO, Tokyo, "Meeting of Experts on Educational Planning in Asia. Final Report Tokyo, Japan 1970", Japan, 1971. T - E - 1
47. Kamat, A.R., "Financing of Education in India", in Administration and Financing of Education, National Staff College for Educational Planners and Administrators, New Delhi, 1974, pp. 99-117. I - 2
48. Kamat, A.R., "Two studies in education: The Internal and external assessments; Unit Institutional costs in higher education", Gokhale Institute of Politics and Economics, Poona, Asia Publishing House, London, 1968, 136 p. I - 3
49. Korea (Republic of). Ministry of Education, "Educational Development in Korea 1976-77/1977-78", Seoul, 1979, 33 p. U - 1
50. Kraprayoon, Pachasee, "Financing Education in Thailand", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, 1972. T - 1

51. Krongkaew, Medhi, "The Income Redistribution Effects on Taxes and Public Expenditures in Thailand: An Inter-temporal Study", Thèse inédite, Michigan State University, 1976. T - D - 2
52. Lê Thi Nam Trãn, "Les Dépenses publiques d'éducation dans les pays du plan de Karachi", Tiers monde, Paris, T. 6, 22, 1965, pp. 531-550. H - 1
53. Lee, Eddy, "Educational Planning in West Malaysia", London, Oxford University Press, 1977. T - 6
54. Liang, Shang Yung, "Provincial Financing of Public Education in Taiwan, China. 1963", (microfilm, University of Michigan). T - 1
55. McMeekin, Robert W., "Educational Planning and Expenditure Decisions in Developing Countries with a Malaysian Case Study", New York, Praeger, 1975, 195 p. T - I - H - 2
56. Mehrotra, S.N., "Autonomy and public accountability in higher education", Bulletin of the Unesco Regional Office for Education in Asia, 15, 1974, pp. 228-236. I - 4
57. Ministry of Education, Bangladesh, "Universal Primary Education in Bangladesh. Annual Report 1977-1978", Bangladesh, 1978. T - 1
58. Ministry of Education, Malaysia, "National Report on Development of Education 1974-1976", Malaysia, 1977. T - E - 1
59. Ministry of Education, Malaysia, "Educational Costs in Malaysia", Kuala Lumpur, Educational Planning and Research Division, 1970. T - 3
60. Ministry of Education, Pakistan, "Pakistan Education 1974. A Sector Assessment", Pakistan, 1974. T - 1
61. Ministry of Education, Pakistan, "Government Expenditure Incurred in Various Levels of Education 1947-1968", Karachi, 1969. T - 1
62. Ministry of Education, Thailand, "Analysis of Ministry of Education Budget", Bangkok. T - 1
63. Misra, Atmanand, "The Financing of Indian Education", New York, Asia Publishing House, 1967. T - H - 1

64. Misra, Atmanand, "Grants in aid of education in India", Delhi, Bombay, Macmillan India, 1973, 173 p. H - 3
65. Misra, Atmanand, "Educational Finance in India", Asia Publishing House, London, 1962. I - 2
66. Mowat, Susanne, "The genesis, conduct and utilisation of Educational Research: a report on workshop reviewing four national education assessment studies - Indonesia, Malaysia, the Philippines and Thailand", The Research Review and Advisory Group, IDRC, Ottawa, 1978. S - 4
67. Mukerji, Mohan, "Budgetary Reform and Financial Management", in Administration and Financing of Education, National Staff College for Educational Planners and Administrators, New Delhi, 1974, pp. 118-125. I - 2
68. Mukerji, S., "Administration of education, planning and finance, theory and practices", Baroda: Acharya Book Depot, 1970, 374 p. H - 6
69. Munier, Henri, "Afghanistan. Planification de l'éducation (16 mars 1964-31 décembre 1966)", UNESCO, Paris, 1966, 95 p. H - 1
70. Naik, J.P., "What kind of an educational system? An alternative view", Commonwealth Education Conference, 6th, Jamaica, 1974, London, Commonwealth Secretariat, 1974, 10 p. U - 6
71. Nalla Gounden, A.M. et Hansen, W. Lee, "Investment in education in India", The journal of human resources, Industrial Relations Research Institute, Center for Studies in Vocational and Technical Education, Institute for Research on Poverty, Madison, Wisconsin (2) 3, 1967, pp. 347-358. H - 4
72. National Education Council on Thailand, "Expenditure on Higher Education in Thailand", Bangkok, 1972. T - 1
73. National Staff college for educational planners and administrators (India), "Administration and Financing of education with special reference to the fifth five-year plan", The College, New Delhi, 1974, 226 p. I - 1

74. Nguyen Huu Chau, "Planification et financement de l'Éducation en Asie du Sud-Est", in Éducation et Développement dans le Sud-Est de l'Asie, Colloque tenu à Bruxelles les 19, 20 et 21 avril 1966, Bruxelles: Editions de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1967, pp. 29-47. H - 6
75. Nichols, Daryl G., "The IMPACT system for low-cost primary education", AID, Washington, American Institutes for Research, 1975, 47 p. I - 3
76. Nilakantha, Rao Padhye, "Financing First-Level and Second-Level Education in Nepal", UNESCO - IIEP, Paris, 1976. T - 1
77. Orata, Pedro, "Self-Help Ballio High School (Singapore)", Eastern University Press, Regional Centre for Educational Innovations and Technology, 1972. T - I - 2
78. Orata, Pedro T., "Community schools in the Philippines", Prospects 1, 1969, pp. 52-56. I - 2
79. Padhye, Nilakantha, "Financing First-Level and Second-Level Education in Nepal", Financing Educational Systems: Case Study 8, Paris, UNESCO - IIEP, 1976, 97 p. T - E - I - 1
80. Padmanabhan, C.B., "A study of educational planning in the Union Territory of Delhi, with special reference to financing and costing, 1950-68", International Institute for Educational Planning, (IIEP/STU-MISC/70.5), Paris, October 1970, 92 p. I - 3
81. Padmanabhan, C.B., "Recent trends in economics of education and economics of educational planning", The Asian economic review, Indian Institute of Economics, Hyderabad, (10) 4, 1968, pp. 476-482. H - 6
82. Pakistan. Ministry of Education, "Development of education in Pakistan during the year 1976-77 and 1977-78", Islamabad, 1979, 43 p. U - 1
83. Pakistan. Ministry of Education. Bureau of Educational Planning and Management, "Development of education in Pakistan, 1975-76", Islamabad, 1977, 61 p.



84. Pandit, Hirday N., "Investment in Indian Education: size, sources and effectiveness", International Institute for Educational Planning, Paris, 1976, 83 p. I - 4
85. Pandit, H.N., "Effectiveness and financing of investment in Indian education, 1950-51 to 1965-66", Thèse de doctorat, University of Delhi, Department of Economics, Delhi, 1972, 257 p. I - 4
86. Pandit, H.N. et alii, "Growth rates of international, national and state expenditure on education, 1950-1970", National Institute of Education, New Delhi, 1971, 160 p. I - 1
87. Pandit, H.N. (éditeur), "Seminar on Measurement of Cost Productivity and Efficiency of Education", Jaipur 1967, National Council of Educational Research and Training, New Delhi, 1969. T - I - 3
88. Pandit, H.N., "A Study in unit costs at school stage in India", National Institute of Education, Department of Foundations of Education, New Delhi, 1968, 62 p. I - 3
89. Papua New Guinea. Committee to review the Education Plan 1976/1980, "National education strategy: Papua New Guinea Education Plan, review and proposals", Boroko, Institute of Applied Social and Economic Research, 1979, 165 p. U - 1
90. Pearse, Richard, "The Quality of Education Demanded in a Developing Peasant Society: The Case of East Java", Asian Survey, XIX, 11, 1979. T - 3
91. Philippines. National Commission for Unesco, "Major trends in Educational development in 1971/72 and 1972/73", Manila, 1973, 10 p. U - 1
92. Qureshi, M.L., "Impact of population growth on costs of primary and middle school education", The Pakistan Development Review, Islamabad, 13 (4), 1974, pp. 433-451, 13 tables. H - 3
93. Reiff, Hans W., "Thailand: the use of cost analysis in estimating the total cost of an educational plan

- and testing its feasibility", (Educational cost analysis in action; 1), IIEP, 1972, pp. 265-296. I - U - 3
94. Reiff, Hans W., "Thailand: educational cost analysis" (Educational cost analysis in action; 1), IIEP, 1972, pp. 207-263. I - U - 3
95. Reiff, H.W., "Financing, Expenditure and Cost of Education in Cambodia", Bangkok, UNESCO Regional Office for Education in Asia, 1968. T - 1
96. Sato, K., "An alternative approach to educational planning for employment promotion in Nepal", Bangkok, Asian Regional Team for Employment Promotion, 1974, 92 p. U - 6
97. SEAMEO. Regional Centre for Educational Innovation and Technology (Singapore), "Regional Seminar on Use of Community Resources in Providing Low-cost Primary Education, Saigon, 1973 Final Report", Manila, SEAMEO, 1977, 148 p. I - 3
98. SEAMEO Regional Center for Educational Innovation and Technology, "Use of community resources in providing low cost primary education; final report" (Regional Seminar of Use of Community Resources in Providing Low-cost Primary Education, Saigon, 1973), Singapore, 1973, 174 p. I - 3
99. Sethasathien, Kanit, "Thailand: Using Cost-Benefit Analysis to Derive the Rate of Return in Different Levels of Education", Thèse inédite, Florida State University, 1977. T - D - 4
100. Shah, K.R., "Expenditure on Elementary Education 1950-51 to 1960-61", Economic and Political Weekly, 6, 22, Bombay, 1969. T - 1
101. Singh, Amrik, "Indian education since 1947: an assessment", Prospects, 5, 3, Autumn 1975, pp. 312-322. I - U - 1
102. Sundaram, K., "Education and class structure; further evidence from India", World Development, Oxford, (1) 5, May 1973, 37 p. H - 4

103. Suriasumantri, Jujun, "Educational Finance in Indonesia", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, 1972. T - 1
104. Thepthana, Somchai, "Government Expenditures, Taxes and Income Distribution in Thailand", Thèse inédite, University of Kentucky, 1979. T - D - 4
105. Tobing, P.L. et Johnstone, James N., "Trends in Financing and Unit costs in Indonesia Public General Secondary Schools, 1971-1974 (a joint IIEP/BP3K study)", International Institute for Educational Planning, (IIEP/S66/1A), UNESCO, Paris, 1980, 70 p. S - 3
106. UNESCO, "Philippines case study structure of educational finance", UNESCO Office of Statistics, Paris, 1980, 31 p. S - 1
107. UNESCO, "National science policy and organization of research in the Philippines", Science policy studies and documents No. 22, Paris, UNESCO, 1970, 113 p. O - 6
108. UNESCO (Regional Office for Education in Asia), "Investment in Education, (Asia)", Bangkok, 1967. T - 1
109. UNESCO, "Colloque sur les investissements en matière d'enseignement dans les pays participant au plan de Karachi", Bangkok (Thaïlande), 7-15 avril 1964, UNESCO/SS/40, Paris, 14 décembre 1964. S - 6
110. United Nations, "Educational Development (Asia)", Economic Bulletin for Asia and Far East, New York, Economic Affairs Department. T - 6
111. University of Bombay, Research Unit in Economics of Education, "Studies in Economics of Education and Fiscal Economics, Vol. II: 1974-1977", Department of Economics, 1977, 271 p. I - 6
112. Upraity, Trailakya Kath, "Financing Elementary Education in Nepal", Thèse inédite, University of Oregon, 1962. T - D - 1
113. Veeraraghavan, J., "Financial Management of Education with special reference to the Fifth Five Year Plan",

in Administration and Financing of Education,  
National Staff College for Educational Planners  
and Administrators, New Delhi, 1974, pp. 126-153. I - 2

114. Vinokur, A.; Attali, J.; Hallak, Jacques et  
Bourgeois, E., "Systèmes économique et éducatif en  
Afghanistan", UNESCO, Institut international de  
planification de l'éducation (Financement des  
systèmes éducatifs: études de cas nationaux. 12),  
(Rapport de recherche de l'IIEP. 23), Paris, 1976,  
Vol. 1, 253 p. B - H - 1
115. Weinbaum, Marvin G., "Foreing assistance to Afghan  
higher education", Afghanistan Journal, Graz,  
(3) 3, 1976, pp. 83-86. H - 5
116. Williamson, Jeffrey, "Philippine Investment in Edu-  
cation 1955-1965", Quezon City, University of  
Philippines, School of Economics, Institute of  
Economic Development and Research, Discussion  
Paper No. 67-7, 1969. T - 1
117. Wong, Francis, "Comparative Studies in Southeast  
Asian Education", Kuala Lumpur, Heinemann Edu-  
cational Books, 1973. T - 6
118. Woodhall, Maureen, "India: the use of cost-benefit  
analysis as a guide to resource allocation in  
education", IIEP, (Educational cost analysis in  
action; 2), 1972, pp. 217-246. I - U - 3

#### A M É R I Q U E L A T I N E

1. Academy for Educational Development, "Paraguay edu-  
cation sector assessment 1977", AED, Washington,  
1977, 360 p. (RAE 1502). R - 1
2. Aguayo Mendiboure, Enrique, "El Desarrollo de la  
Educación y el Financiamiento Externo", El Mercu-  
rio, Santiago, Sábado 1<sup>o</sup> de Mayo de 1971, 3 p. S - 5

3. Aguirre Siles, Alfredo, "Financiamiento de la Educación en Bolivia", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina", Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 21 Octubre 1966, 44 p. S - 1
4. AID, "Estadísticas para el análisis del sector de la educación", Agencia para el Desarrollo Internacional (AID), Washington, 1975, 111 p. (RAE 940). R - 3
5. AID, "Rural primary education: agreement between the United States of America and Guatemala", Agency for International Development (Dept. of State), Washington, D.C., 1975. E - 5
6. Anderson, Wolseley, "Factors Influencing Public Expenditures on Education in Guyana (1953-1967)", Thèse inédite, Université de Toronto, 1971. T - 1
7. Andrade P., Raizabel, "Asignación de Recursos Educativos entre los Medios Urbanos y Rural de Venezuela", in Enrique Perez Olivares, Nuevos aportes a la Reforma Educativa, Ministerio de Educación, Dirección de Planeamiento, Caracas, 1974, pp. 217-235. (RAE 511). R - 4
8. APICE, "II Congreso Panamericano de Asociaciones de Crédito Educativo. Caracas, 1969", APICE, Asociación Panamericana de Instituciones de Crédito Educativo, Bogotá 1971, 241 p. I - 2
9. Arboleda-Palacio, Gonzalo, "A Cost-Benefit Analysis of a National Student Loan Program: A Case Study of ICETEX-Colombia with Policy Implications for Private and Public Reserve Allocation", Thèse inédite, Florida State University, 1975. T - D - 4
10. Arboleda, Jairo; Florez, Ana Luz et Ospina, Gustavo Angel, "Proyecto Universidad Desescolarizada", Universidad de Antioquia, Medellín, 1976, 103 p. (RAE 925). R - 2

11. Arellano, Sergio, "Déficit Presupuestario en la Universidad", in Cuadernos de Pedagogía Universitaria, No. 3, Escuela de Educación, Universidad de Concepción, 14 p., s.f. S - 6
12. Arena, Eduardo; Jamison, Dean; Aliviera, Joao B. et Orivel, François, "Análise econômica TVE Maranhão", Associação Brasileira de Teleducacao (ABT), Rio de Janeiro, 1976, 50 p. (RAE 1090). R - 3
13. Arrigazzi, Lucila, "Chile: evaluating the expansion of a vocational training programme", UNESCO, IIEP, (Educational cost analysis in action; 1), Paris, 1972, pp. 331-360. I - U - 3
14. Avalos, Alejandro; Schiefelbein, Ernesto et McGinn, Noel, "Contenidos Motivacionales de Textos Escolares en Chile y su Relación con el Crecimiento Económico", CPU Estudios Sociales, No. 23, Trimestre 1, 1980, pp. 11-140. S - 6
15. Baccus, M.K., "Changing Attitudes to Educational Expenditure in a Developing Nation (Guyana)", Social and Economic Studies, June 1971. T - 6
16. Bacchus, M.K., "Patterns of Educational Expenditure in an Emergent Nation: A Study of Guyana 1945-1965", Social and Economic Studies, September 1969. T - 1
17. Bahfa. Secretaria de educação e cultura. Instituto de rádio difusão educativa de Bahfa (IRDEB), "Documento básica", Salvador, 1975, 1 Vol. U - 3
18. Banco Interamericano de Desarrollo (BID), "Labor del BID en el Fomento de la educación, la ciencia y la tecnología", BID, Washington, 1976, 20 p. (RAE 903). R - 5
19. Banco Interamericano de Desarrollo (BID), "Evaluación de préstamos de crédito educativo", BID, Washington, 1976, 26 p. (RAE 904). R - 2

20. Bardeci, O.J. et Escondrillas, F., "Financiamiento de la Educación en América Latina", Organización de los Estados Americanos, Washington, enero 1963, 79 p. S - 1
21. Bardi Morello, Liliana, "Financiamiento y costos del Sistema Universitario Chileno 1965-1969", Memoria Facultad de Ciencias Económicas de Chile, Santiago, 1970, 223 p. S - 3
22. Barkin, David, "La Educación: Una barrera al desarrollo económico?", El Trimestre Económico, México, D. F., (38) 152, 1971, pp. 951-994. H - 6
23. Barrios Hildebrando, "Tasa Social de Retorno de la Educación Pública, Metodología y Cálculo (Zona Metropolitana de Caracas, 1970)", Departamento de Investigaciones Educativas (DIE), Caracas, 1973, 43 p. (RAE 192). Un résumé est paru dans Cuadernos de la Sociedad Venezolana de Planificación, Caracas, 1974, pp. 116-119. R - 4
24. Beasley, Kenneth W. et Ball, Ian T., "Investments in education under dictatorial and democratic regimes. The case of Venezuela", Indiana University, Graduate School of Business, Bureau of Business Research: Human resources in Latin America, Indiana Business Paper, 16, Bloomington, Illinois, 1968, pp. 157-185. H - 6
25. Bettancourt, Dagoberto; Suau, Mario et Atria, Manuel, "Estudio, diseño y dimensionamiento de locales escolares", Ministerio de Educación Pública, Comisión Técnica del Plan Nacional de Edificios Escolares, Santiago, 1968. S - 3
26. Boeninger, Edgardo, "Políticas Alternativas de Financiamiento de la Educación Superior", Seminario sobre financiamiento de la educación en América Latina, Banco Interamericano de Desarrollo y el Gobierno de México, México, 1978, 117 p. S - 6

27. Bonnett, R. L., "An Empirical Measurement of the Built in Flexibility of the Barbados Income Tax 1955-1962", Caribbean Studies, 13, 3, July 1973. T - 6
28. Bravo, Héctor Felix, "Los recursos financieros de la Educación", Centro de Investigaciones en Ciencias de la Educación (CICE), Buenos Aires, 1975, 95 p. (RAE 837). R - I - H - 1
29. Bravo, Héctor Felix, "Las erogaciones en educación", Centro de Investigaciones en Ciencias de la Educación (CICE), Documento de Trabajo No. 3, Buenos Aires, 1972, 107 p. (RAE 835). R - H - 1
30. Bravo, Héctor Felix, "Régimen fiscal de la educación nacional", 2a. ed. Buenos Aires, Centro de Investigaciones en ciencias de la educación asociado al Instituto Torcuato Di Tella, Buenos Aires, 1972, 150 p. with Tables. U - 1
31. Braun, J. et Bernal, H., "La economía y la investigación de los programas de educación radiofónica", (Seminario sobre políticas económicas y de investigación de los programas de educación radiofónica", (Seminario sobre políticas económicas y de investigación radiofónica, 1976. 18 p. U - 6
32. Brazil. Ministério de educação e cultura, "Aspects de l'éducation au Brésil", Brasília, 1973, 113 p. U - 1
33. Brodersohn, Mario S., "Financiamiento Público y Privado de la Educación en América Latina: una revisión de sus principales fuentes", Seminario sobre financiamiento de la educación en América Latina, Banco Interamericano de Desarrollo (BID) y Gobierno de México, México, Noviembre 27 - Diciembre 1, 1978, 66 p. S - 6
34. Brodersohn, Mario, "Financing Education in Argentina", Rapport inédit, AID Project in Financing Education, U. S. A., 1972. T - 2



35. Brodersohn, Mario et Sanjurjo, Ma. Ester (éditeurs), "Financiamiento de la educación en América Latina", Fondo de Cultura Económica, México, 1978, 654 p. S - 6
36. Brumberg, S. F., "Medios masivos de comunicación al servicio del desarrollo rural en Colombia, Educación no formal para el desarrollo rural. Acción Cultural Popular: medios masivos de comunicación al servicio del desarrollo rural colombiano", Bogotá, Acción Cultural Popular, Departamento de Sociología, 1974, 105 p. O - 3
37. Camino, Isidoro del et Muñoz B., Jorge, "El gasto educativo nacional y la pirámide escolar en 1973", Revista del Centro de Estudios Educativos, México, D.F., (5) 4, 1975, pp. 165-175. H - 1
38. Carnoy, Martín, "Can educational policy equalize income distribution?", Prospects, 8, 1, Spring 1978, pp. 3-18. H - 4
39. Carnoy, Martín, "The Rate of Return to Schooling and the Increase in Human Resources in Puerto Rico", Comparative Education Review, 16, 1, February 1972. T - H - 4
40. Carnoy, Martín, "The economic cost and returns to educational television", Rapport inédit, Stanford University, 84 p. (RAE 316). R - 4
41. Carranza Palacios, José Antonio et Rivera, Juan Manuel, "Determinación del costo por alumno egresado de educación primaria. Un modelo de costeo por procesos", Revista de la Educación Superior, México, D. F., México (4) 1. H - 3
42. Carrero, Guillermo, "El sistema cooperativista para el financiamiento de la educación", Seminario sobre financiación de la educación privada en América Latina, Documento de Trabajo No. 6, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Octubre 1970, 7 p. S - 2

43. Castro, Claudio de Moura, "Financiamiento de la Formación Profesional en América Latina", CINTERFOR-noticias, No. 42, Uruguay, 1979. T - 1
44. Castro, Claudio de Moura et alii, "Eficiencia sem equidade e equidade sem eficiencia? o que nos diz uma análise dos custos da educação", Cadernos de Pesquisa, No. 30, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, 1979, pp. 41-49. (RAE 1570). R - 4
45. Castro, Claudio de Moura, "Alfabetização funcional e desenvolvimento econômico", Estudios Económicos, Sao Paulo, (7) 1, 1977, pp. 35-52. H - 6
46. Castro, Claudio de Moura, "Estructura do cuestionario da pesquisa nas escolas", in Resumen de: Vigésimo Quinto Seminario del Programa ECIEL, Centro de Coordinación de Programa de Estudios Conjuntos sobre la Integración Económica Latinoamericana, Río de Janeiro, 1976, pp. 45-82. (RAE 831). R - 3
47. Castro, Claudio de M., "Investigaciones en economía de la educación: una agenda", Boletín, No. 58, CINTERFOR, Montevideo, 1978, pp. 21-46 (RAE 1376).  
Paru en portugais dans Pesquisa e Planejamento Económico, 4, 2, Río de Janeiro, Junio 1974, pp. 381-410. R - S - 4
48. Castro, Claudio de Moura, "Financiamiento de educação vocacional na América Latina", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976, 50 p. (RAE 894). R - 1
49. Castro, Claudio de Moura, "Investimento em educação no Brasil: um estudio socio-económico de duas comunidades industriais", Ministério do Planejamento Económico e Social (IPEA), Instituto de Pesquisas (INPES), Río de Janeiro: IPEA/INPES, 1973, 208 p. H - 4

50. Castro, Claudio de Moura; Assis, Milton Pereira de et Oliveira, Sandra Furtado de, "Ensino técnico: desempenho e custos". Coleção Relatórios de Pesquisa, No. 10, IPEA/INPES, Rio de Janeiro, 1972, 328 p. (RAE 670). R - S - 3
51. Castro, Claudio de Moura, "Educação, ensino técnico e perfis de idade-renda", in Ensaio Económico Homenagem a Octávio de Bulhões, APEC editors, S.A., Rio de Janeiro, 1972, pp. 115-129. S - 4
52. Castro, Claudio de Moura, "Investimento em educação no Brasil: Comparação de três estudos", Pesquisa e Planejamento Económico, 1, 1, Rio de Janeiro, Junio/Noviembre 1971, pp. 141-152. S - 4
53. Castro, Claudio de Moura, "Investimento em educação no Brasil: uma réplica", Pesquisa e Planejamento Económico, 1, 2, Rio de Janeiro, Diciembre 1971, pp. 393-401. S - 4
54. Castro, Claudio de Moura, "Eficiência e custos das escolas de nível médio um estudo-piloto na Guanabara", Instituto de Planejamento Económico e Social (IPEA), Rio de Janeiro, 1971, 71 p. S - 3
55. Centro de Estudios Regionales, "Seminario sobre financiación de la Educación privada en América Latina", Documento de Trabajo No. 3, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Octubre 1979, 4 p. S - 6
56. Centro de Estudios Regionales, "Colegiaturas Diferenciales", Seminario sobre financiación de la educación privada en América Latina, Documento de Trabajo No. 5, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Octubre 1970, 5 p. S - 2
57. Centro Multinacional de investigación educativa, "Reducción de Costos unitarios en los sistemas educativos de Latinoamérica", guide, San José, Costa Rica, AID, 1974, 161 p. U - 3

58. Centro de Reflexión y Planificación Educativa (CERPE), "El gasto en Educación", Revista SIC, XLI, 407, Caracas, 1978, pp. 316-318. (RAE 1517). R - 1
59. Chamorro Arturo, Carlos, "Educación y Desarrollo en el Ecuador (1960-1978)", Proyecto Desarrollo y Educación en América Latina y el Caribe (DEALC), Buenos Aires, Noviembre 1979, 110 p. S - 1
60. Chesswas, John; Everard, K. A.; Kimmins, B. J. et Taylor, W.L., "Prospects for educational development: Barbados (mission)", UNESCO (restricted), Paris, February 1978, 192 p. I - 1
61. CIDA, "Canada's development assistance to Latin America", Briefing Paper, CIDA, No. 05, Ottawa, CIDA, 1976, 24 p. O - 5
62. CIDA, Ottawa, "Canada's development assistance to Commonwealth Caribbean", Briefing Paper, CIDA, No. 04, Ottawa, CIDA, 1974, 13 p. O - 5
63. Clavel, Carlos et Schiefelbein, Ernesto, "Gasto en Educación y redistribución del ingreso en Chile", Departamento de Economía, Universidad de Chile, Documento de Investigación No. 9, Noviembre 1976, Santiago, 20 p. (RAE 937 and 1043). R - S - 4
64. Colombia. Ministerio de Educación Nacional, "Plan de desarrollo para el sector educativo: políticas sectoriales, educación", Bogotá, Imprenta del Ministerio de Educación Nacional, 1975, 120 p. I - 1
65. Comisión de Vicerrectores de Asuntos Económicos y Administrativos, "Seminario Administración y Financiamiento Universitario", Consejo de Rectores Universidades Chilenas, 31 Julio - 1 Agosto, 1980. S - 4
66. Corbo, Vittorio, "El significado Económico de los Precios Sociales", Trabajos Docentes No. 1, Instituto de Economía, Universidad Católica de Chile, Santiago, Julio 1971, 14 p. S - 4

67. Corta, J. Francisco, "Libertad o esclavitud", Edit. Hechos y Dichos, Caracas, 175 p. S - 6
68. Corvalán, Ana María, "Costos de operación por establecimiento educacional", Revista Conescal, No. 53, 1980, pp. 45-50. S - 3
69. Corvalán V., Oscar, "Vocational training in Latin America: A comparative perspective", Centre for continuing Education, University of British Columbia, Vancouver, Canada, 1977, 100 p. (RAE 1137). R - 0 - 1
70. Corvalán Vázquez, Oscar E., "Vocational training institutions in Latin America", Thèse de maîtrise, Université de Toronto, 1976, 169 p. (RAE 888). R - 3
71. Costa, Messias, "School outputs and the Determinants of Scholastic Achievement: An Econometric Study of Urban Schools in Sao Paulo, Brazil", Thèse inédite, Stanford University, 1977. T - D - 3
72. Costa Rica. Ministerio de Educación Pública, "Planeamiento del Desarrollo educativo: Programación", San José, Ministerio de Educación Pública, 1971, 196 p. I - 1
73. Daniere, Andre, "Comment on Francisco Swett's: Financing and mobilization of educational resources in the rural areas of Latin America", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976. (RAE 900). R - 2
74. Dawes, Hugh, "The Role of Public Finance in a Developing Jamaica", Thèse inédite, New York University, 1979. T - D - 6
75. de Escondrillas, Fernando, "Algunos aspectos del financiamiento de la educación en América Latina", UNESCO, Santiago, Febrero 1966, 35 p. S - 1

76. Delgado Navarro, Juan, "Financiamiento de la Educación en México", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 21 p. S - 1
77. de Lora, Cecilio, "Algunas consideraciones en torno a la educación liberadora", Seminario sobre financiamiento de la educación privada en América Latina, Documento de Trabajo No. 9, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Noviembre 1970, 6 p. S - 6
78. Departamento de Asistencia Técnica Internacional (D.A.T.I.), "La Asistencia Técnica Internacional Recibida por Chile 1965-1968. Un Intento de Evaluación", ODEPLAN, Santiago, Abril 1970, 52 p. S - 5
79. Departamento de Asistencia Técnica Internacional (D.A.T.I.), "Movimiento de Becas 1969", ODEPLAN, Santiago, Enero 1970. S - 5
80. Departamento de Asistencia Técnica Internacional (D.A.T.I.), "Memoria 1969", Oficina de Planificación Nacional, Santiago, 52 p. S - 5
81. Departamento Técnico, División Recursos Humanos, "Encuesta sobre personal de nivel medio en la industria manufacturera de las provincias de Santiago, Valparaíso y Concepción", INACAP, Santiago, 1970. (RAE 177). R - 4
82. Dirección de Presupuestos - Ministerio de Hacienda, "El Presupuesto como instrumento en el cumplimiento de la función educación por el estado", in Conferencia sobre Educación y Desarrollo Económico, Santiago, 1962, 17 p. S - 2
83. División de Programación Financiera, "Estadística de fuentes y usos de fondos por instituciones del sector público, en el periodo 1964-1969", Oficina de planificación nacional (ODEPLAN), Santiago, Diciembre 1969, Capítulo VII. S - 1

84. Domínguez - Urosa, Jose, "Student Loan Institutions in Selected Developing Countries: An analytical Framework and a Rationale for their Inclusion in the Banking System", Thèse, Graduate School of Education of Harvard University, Cambridge, 1973, 267 p. S - 2
85. Donoso, Sebastián; Marshall, Enrique et Whelan, Gerardo, "Informe final del estudio preliminar de evaluación del Sistema del DUOC por CIDE", Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación (CIDE), Santiago, Enero 1975, 223 p. (RAE 423). R - 4
86. Dougherty, C. R. S., "Optimal allocation of investment in education (Colombia)", in Studies in Development Planning, (Harvard Economic Studies, 136), Cambridge, Mass., 1971, pp. 270-297. H - 4
87. Drouet, Pierre, "Los costos de formación profesional", CINTERFOR-noticias, No. 17, Junio 1968, pp. 5-26. S - 3
88. Durstine, Richard M. et Hudson, Barclay M., "Barbados: marginal cost for marginal decisions; the case of team teaching", (Educational cost analysis in action; 2), UNESCO, IIEP, Paris, 1972, pp. 131-168. I - U - 3
89. ECIEL, "Informe del grupo educación y desarrollo", Programa de Estudios Conjuntos sobre Integración Económica Latinoamericana (ECIEL), Resúmen del vigésimo primer Seminario", Auspiciado por la Fundación Getulio Vargas, Río de Janeiro, Enero 1974, pp. 71-91. (RAE 408). R - 4
90. El Mercurio, "Lo que cuesta mantener un niño", Santiago, Martes 10 de Abril, 1978. S - 2
91. Escobar, Ismael, "Financiamiento de la Investigación en América Latina", GULERPE, Bogotá, 1979, 72 p. (RAE 1696). R - 5

92. Eyzaguirre Johnston, Cristian, "Educación y Distribución del ingreso", Universidad Católica, Santiago, 1973, 111 p. (RAE 422). R - 4
93. Fabrega, Ernesto B., Jr., "El crédito educativo en América", Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos (OEA), Washington, Mayo 1970, 115 p. S - 2
94. Fachin, R. C., "Brazil: costing an expansion programme for secondary education in Rio Grande do Sul", (Educational Cost analysis in action; 2), UNESCO, IIEP, Paris, 1972, pp. 193-215. I - U - 3
95. Farrell, Joseph P., "Commentary on 'Applications of instructional technology in Latin America: cost and effectiveness' by Leslie and Jamison", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976. (RAE 897). R - 3
96. Farrell, Joseph et Schiefelbein, Ernesto, "Expanding the Scope of Educational Planning: The experience of Chile", Interchange, 5, 2, Ontario, 1974, pp. 18-30. S - 4
97. Faust, August F., "Brazil, Education in an Expanding Economy. (Chapter III)", U. S. Department of Health, Education and Welfare, 1959. T - 1
98. Fernandez Lamarra, Norberto R., "Financiamiento de la educación en Argentina", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 8 Noviembre 1966, 73 p. S - 1
99. Flano Calderón, Nicolás, "Formas típicas de la relación entre la universidad y algunas variables económicas", in La Universidad Latinoamericana: Enfoques tipológicos, Corporación de Promoción Universitaria (CPU), Santiago, 1973, pp. 81-107. (RAE 344). R - 6



100. Freire, Paulo, "La concepción bancaria de la educación", Seminario sobre financiación de la educación privada en América Latina, Documento de Trabajo No. 8, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Noviembre 1970, 8 p. S - 6
101. Fuentes, Fernando, "Financiamiento de la educación en El Salvador", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, Paris, 30 Septiembre 1966, 50 p. S - 1
102. Gertel, Héctor, "Financiamiento de la educación en América Latina. Una aplicación a la Argentina", Proyecto Desarrollo y Educación en América Latina y el Caribe (DEALC), Buenos Aires, 1977, 81 p. (RAE 1560). R - I - U - 1
103. Gibbon, Virgilio H., "Taxas de retorno dos investimentos em educação no Brasil: uma análise desagregada", Revista Brasileira de Economia, Río de Janeiro, (29) 3, 1975, pp. 109-133. H - 4
104. Gill, Clark, "The Educational System of Mexico", Office of Education (DHEW), Washington, 1977. E - 1
105. Goldfarb, Marsha, "Some evidence on educational relationships in Chile", Agency for International Development, Contract CSD/2492, 62 p. (RAE 176). R - 4
106. Goldway, Michael, "Instrucción Programada en el SENATI", Centro Interamericano de Investigaciones y Documentación sobre Formación Profesional (CINTERFOR), Boletín No. 13, Montevideo, Enero-Febrero 1971, pp. 13-25. (RAE 214). R - 3
107. Gouveia, Aparecida Joly, "O emprego publico e o diploma de curso superior", Serie Pesquisas Educacionais, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, 1972, 31 p. (RAE 170). R - 4

108. Guatemala. Ministerio de Educación, "Bases de la educación guatemalteca para el período 1971-1975", Guatemala, 1971, 79 p. U - 1
109. Guichón, Gabriel; Saldívia, Alcides et Bour, Enrique, "Estructura financiera de las universidades nacional", Revista del Consejo de Rectores de Universidades Nacionales, Buenos Aires, (3), 4, 1972, pp. 38-66. H - 1
110. Gyarmati, Gabriel, "Financiamiento y regresividad en la enseñanza superior", Estudios Sociales, No. 5, Corporación de Promoción Universitaria (CPU), Santiago, Mayo 1975, pp. 34-76. (RAE 623). R - 4
111. Hallak, Jacques, "Some thoughts on the Financial Aspects of Education in Latin America", in Regional Technical Assistance Seminar on Investment in Education in Latin America, Santiago, 5-13 December 1966, International Institute of Educational Planning, Paris, 3 November 1966, 18 p. S - 1
112. Havighurst, Robert, "Society and Education in Brazil", U.S.A. University of Pittsburgh, 1965. T - 2
113. Hay, George, "Educational Finance and Educational Reform in Peru", UNESCO - IIEP, Paris, (Financing Educational Systems: Country case study; 5), Paris, 1976, 282 p. T - E - U - B -  
H - 3
114. Hay, George Andrews, "El financiamiento de la educación en el Perú. 1960-1980", Instituto Internacional de Planeamiento de la Educación (IIEP), Paris, 1973, 205 p. (RAE 942). R - 1
115. Hernández, Frank Marina et alii, "Estudios de recursos humanos para Fundación de Crédito Educativo Inc.", Fundación de Crédito Educativo, Inc. (F.C.E. Inc.), 1973, 4 Vols. (RAE 439). R - 2
116. Hernández, María Remedios, "El crecimiento económico de México y su sistema educativo", Problemas

- del Desarrollo, México, D.F., (3) 10, 1972,  
pp. 123-139. H - 1
117. Herrera, Felipe, "Proyecto Educación y Desarrollo",  
Programa de Estudios Conjuntos sobre Integración  
Económica de Latinoamérica, ECIEL, Rfo de Janeiro,  
1977, pp. 49-74. (RAE 1250). R - 6
118. Herrick, Allison Butler; Sharlach, Howard et  
Seville, Linda, "Intercountry evaluation of education  
credit institutions in Latin America", Washington,  
AID, Agency for International Development, 1974,  
45 p. I - 2
119. Hewlett, Sylvia-Ann, "Rates of return to education in  
urban Brazil", Pakistan Economic and Social Review,  
Lahore, (11), 4, 1973, pp. 403-416. H - 4
120. Higgins, B., "Investment in Education in Latin  
America", in Regional Technical Assistance Seminar  
on Investment in Education in Latin America,  
Santiago, 5-13 December 1966, UNESCO, 3 November  
1966, Paris, 23 p. S - 1
121. High/Scope, CEBIAE, CIDE et CEDEN, "Educación  
pre-escolar en América Latina. Un informe de la  
Région Andina. I. Informe general", High/Scope  
Educational Research Foundation, No. 1, Ypsilanti,  
Michigan, U. S. A., 246 p. (RAE 1557). R - 1
122. Hornik, Robert C., "Television and educational reform  
in El Salvador; final report", (El Salvador Educa-  
tional Reform and Television Project, research  
report No. 14), Report prepared on behalf of the  
Academy for Educational Development, under contract  
with the U. S. Agency for International Development,  
Stanford University (U.S.A.), Institute for Communi-  
cation Research, Stanford, 1973, 322 p. I - 3
123. Hunter, John M.; Borus, Michael, E. et Mannan, Abdul,  
"Economics of non-formal education. Study Team Reports",  
Institute for International Studies in Education,

- East Lansing, Michigan, U. S. A., 1974, 193 p. (RAE 583). R - 1
124. ICETEX (Instituto Colombiano de Crédito Educativo y Estudios Técnicos), "El Crédito Educativo en América Latina", Bogotá, Colombia, 1969. T - 2
125. Inter-American Development Bank, "The Financing of education in Latin America", Inter-American Development Bank and the Government of Mexico, México, 1978, 382 p. S - 6
126. Jallade, Jean-Pierre, "Education et répartition du revenu en Amérique Latine", Tiers Monde, Paris, (19) 76, 1978, pp. 771-799. H - 4
127. Jallade, Jean-Pierre, "Basic Education and Income Inequality in Brazil: The Long Term View", Washington, World Bank Paper No. 268, 1977. T - E - S - 4
128. Jallade, Jean-Pierre, "Financiamiento de la educación y distribución del ingreso", Revista del Centro de Estudios Educativos, VI, 4, CEE, 1976, pp. 33-47. (RAE 883). R - 4
129. Jallade, Jean-Pierre, "Student Loans in Developing Countries: An Evaluation of the Colombian Performance", Washington, International Bank for Reconstruction and Development, Paper No. 182, 1974, 58 p. (RAE 616). T - E - R - 0 -  
I - B - S - 2
130. Jallade, Jean-Pierre, "Public Expenditures on Education and Income Distribution in Colombia", World Bank Staff Occasional Papers No. 18, John Hopkins University Press, Baltimore, 1974, 74 p. (RAE 419). T - E - R -  
B - S - 4
131. Jallade, Jean-Pierre, "Financiamiento de la Educación: Examen de Temas Fundamentales" (versión preliminar), Departamento de Educación, Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento, Washington, D.C., Enero 1973. S - 4

132. Johnson Vogeler, Susan, "Manual Metodológico sobre un análisis del efecto del Gasto en el Rendimiento Escolar", Departamento de Investigaciones Educativas (DIE), Serie 5: Manuales y Guías de Estudio, Vol. 5, Caracas, 1973, 83 p. (RAE 191). R - 3
133. Kay, George Andrews, "Educational finance and educational reform in Peru", (Financing educational systems: country case studies: 5), Paris, France, UNESCO, IIEP, 1976, 282 p. I - U - 1
134. Kugler, Bernardo et Reyes, Alvaro, "Financiamiento de la educación técnica y vocacional en América Latina", Seminario sobre financiamiento de la educación en América Latina, BID y Gobierno de México, México, D.F., Noviembre 27 - Diciembre 1, 1978, 48 p. S - 1
135. Langoni, Carlos Geraldo, "Aspectos económicos de educação", Revista Brasileira de Estudos Pedagógicos, Rfo de Janeiro, 137, 1976, pp. 7-22. H - 4
136. Larrea, Julio, "Las bases económicas de la educación en América Latina", Cuadernos Americanos, México, D. F., (35) 6, 1976, pp. 7-23. H - 2
137. Latorre, Carmen Luz, "Sistemas de bonos y préstamos a los estudiantes universitarios", Corporación de Promoción Universitaria (CPU), No. 152, Santiago, 1979, 51 p. (RAE 1465). R - 2
138. Latorre, Carmen Luz, "La asignación de recursos a educación en los últimos años", CPU, No. 97, Santiago, 1978, 42 p. (RAE 1338). R - 1
139. Lavados Montes, Iván (Éditeur), "Universidad Contemporánea: Antecedentes y Experiencias Internacionales", Corporación de promoción universitaria, Santiago, 1980, 306 p. S - 6

140. Le Fort, Javier et Cariola, Patricio, "Algunos aspectos del financiamiento de la educación privada en América Latina", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, Paris, 31 Octubre 1966, 35 p. S - 1
141. Leslie, Joanne et Jamison, Dean T., "Applications of instructional technology in Latin America: cost and effectiveness", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, D. C., 1976, 68 p. (RAE 896). R - 3
142. Levi, Daniel, "Higher Education Policy in Authoritarian Regimes: Comparative Perspectives on the Chilean Case", Yale Higher Education Research Group, Institution for Social and Policy Studies, Yale University, May 1980, 60 p. S - 6
143. Levy, Daniel C., "Pugna Política sobre quién paga la educación superior en México", Revista Latinoamericana de Estudios Educativos, IX, 2, CEE, México, 1979, pp. 1-38. (RAE 1650). R - 2
144. Levy, Samuel, "Aspectos Económicos do Planejamento do Ensino Superior", in Ribeiro Netto, Adolpho (éd.), Simposio sobre Planejamento da Educação, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, Brazil, Julio 4 1972, pp. 41-48. S - 1
145. Lingappa, Shiva, "L'éducation et l'environnement socioéconomique. Développements récents en Haiti", UNESCO, (Serie Report Studies), No. C. 36, Paris, 1977, 38 p. (RAE 1228). R - 1
146. Livas Cantú, Eduardo, "Toward a Reform of Primary School Finance in Mexico", Thèse inédite, University of Texas, 1971. T - D - 1

147. Llerena, Mario, "Financiamiento de la educación en Guatemala", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 20 p. S - 1
148. Longo, Carlos Alberto, "Border Tax Adjustments and the Allocations of Tax Revenues: The Case of State Value added Tax in Brazil", Thèse inédite, Rice University, Texas, 1978. T - D - 6
149. López, P., Arcesio, "Estudio comparativo de los gastos por alumno en cada uno de los tres niveles educacionales", in Mundo Universitario No. 8, Asociación Colombiana de Universidades, Bogotá, Julio-Agosto-Septiembre 1974, pp. 27-42 (RAE 486). R - 3
150. Lorca Paredes, Fernando et León Solar, Pablo, "Financiamiento Externo", CORFO, Santiago, 1968, 109 p. S - 5
151. Lourié, Sylvain, "Para una formación permanente del docente de educación básica", Panama City: Organización de los Estados Americanos para la educación, la ciencia y la cultura, 1976. S - 6
152. Lourié, S., "Framework for an analysis of financial flows in education and its use in Latin America", in Regional Technical Assistance Seminar on Investment in Education in Latin America, Santiago, 5-13 December 1966, UNESCO, Paris, 3 November 1966, 19 p. S - 3
153. Lyons, Raymond (éditeur), "Problems and Strategies of Educational Planning: Lessons from Latin America", UNESCO, Paris, 1965. T - 6
154. Maciel, Carlos Federico, "Análise sensitiva da perspectiva financeira educacional para 1980", Revista Brasileira de Estudos Pedagógicos, Rfo de Janeiro, (54) 119, 1970, pp. 85-96. H - 1

155. Malan, Thierry, "Financiamiento de la educación: Colombia - (mision)", UNDP (restricted), UNESCO, París, 31 Enero 1979, 21 p. I - U - 1
156. Malpica Faustor, Carlos, "Financiamiento de la educación en el Perú", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, París, 8 Noviembre 1966, 19 p. S - 1
157. Marfan Lewis, Alvaro, "Análisis crítico de los sistemas de financiamiento educativo en América Latina y el Caribe", Escuela de Economía, Santiago, 1975, 113 p. (RAE 596). R - 1
158. Márques, E.S. et López, Gustavo, "The Mobilization of additional resources to ensure the continued expansion of both formal and informal education in Brazil". (Reports and studies on educational policy and planning; C.64), UNESCO, París, 1978, 48 p. I - U - 2
159. Marshall, Enrique et Donoso, Sebastián, "Costos y Financiamiento de un Sistema de Educación No Formal. El caso del DUOC", CIDE, Santiago, 1978, 68 p. (RAE 1283). R - U - 3
160. Marta, Joaquín, "Problemas de la Educación Superior en Venezuela", Universidad Simón Bolívar, Caracas, 1979, 155 p. (RAE 1679). R - 1
161. Martínez Espinoza, Eduardo, "El financiamiento del gasto público en formación profesional", Centro Interamericano de Investigación y Documentación sobre Formación Profesional, Montevideo ILO (International Labour Organization) (Estudios y Monografías, 31), Montevideo, 1978, 37 p. H - 1
162. Mayer, Cleci, "Perspectivas para a fixacao de uma Nova Política de Custeio do Ensino Medio",



- Conselho Estadual da Educacao de Río Grande del Sur, Porto Alegre, Octubre 1969, Documentario No. 13, 35 p. (RAE 480). R - S - 4
163. Mayo, J.K.; Hornick, R.C. et McAnany, E.G., "Educational reform with television: the El Salvador experience", Stanford, California, Stanford University Press, 1976, 35 p. (RAE 480). 0 - 3
164. McGinn, Noel et Russell, Davis, "Industrialization, Urbanization and Education in Guyana", Cambridge, Massachusetts and London, England, 1969. T - 1
165. McGinn, Noel; Orozco, Guillermo et Street, Susan, "La asignación de Recursos Económicos en la Educación Pública en México, un Proceso Técnico en un Contexto Político", Fundación Javier Barros Sierra, Centro de Investigación Prospectiva, México, Agosto 1980, 376 p. S - 2
166. Melchior, Jose Carlos de Araujo, "Financiamiento da educação no Brasil numa perspectiva democratica", Cadernos de Pesquisa, No. 34, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, Agosto 1980, pp. 39-83. S - 6
167. Melchior, Jose Carlos de Araujo, "Aplicação de recursos financeiros em educação", Cadernos de Pesquisa, No. 25, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, Junio 1978, pp. 5-15. U - 1
168. Mello, Guiomar Namó de, "Crecimiento da clientela escolar e democratizacão do ensino: uma questao de definir a quem beneficiar prioritariamente", Cadernos de Pesquisa, No. 28, Fundação Carlos Chagas, Sao Paulo, 1979, pp. 49-51. (RAE 1430). R - 2
169. Menanteau Horta, Darío, "Características Sociales y Económicas de los Estudiantes de la Universidad Austral de Chile", Universidad Austral de Chile, Vicerrectoría de Extensión y Comunicaciones, Valdivia, Chile, 1976, 94 p. (RAE 795). R - 2

170. Ministerio de Educación, "Financiamiento de la educación en Cuba", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, París, 14 Octubre 1966, 9 p. S - 1
171. Ministerio de Educación, "Financiamiento de la Educación en Ecuador", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, París, 30 Septiembre 1966, 16 p. S - 1
172. Ministerio de Educación, "Problemas de Educación", Gobierno de la República de Haití, Puerto Príncipe, 1976, 23 p. (RAE 994). R - 1
173. Ministerio de Educación, "Investigación sobre costo de la educación primaria y media. Año 1975", Ministerio de Educación, Asunción, 1976, (RAE 1112). R - 3
174. Ministerio de Educación, "Características y Objetivos de Instituciones de la Educación Superior Venezolana", Ministerio de Educación, Caracas, 1974, 151 p. (RAE 816). R - 1
175. Mollejas, Gustavo et Vogeler, Susan, "El gasto por alumno y la estructura del gasto en los programas de primaria y media del Ministerio de Educación en Venezuela en 1971", Departamento de Investigaciones Educativas (DIE), Ciudad Guayana, 1973, 29 p., plus Manual Metodológico, 19 p. (RAE 442). R - 3
176. Montes, Segundo, "El financiamiento de la educación en El Salvador", Estudios Centroamericanos, XXXIII, 358, Universidad Centroamericana José Siméon Cañas, San Salvador, 1978, pp. 596-608. (RAE 1640). R - 1
177. Morales, Joaquín; Schiefelbein, Ernesto et Rodríguez, Jaime, "Rentabilidad privada y social de la educación superior en la primera y segunda región del país", CPU Estudios Sociales, No. 14, trimestre 4, 1977, pp. 61-96. S - 4

178. Morales, Juan Antonio et Pinell-Siles, Armando, "Determinantes y costos de la escolaridad en Bolivia", Universidad Católica Boliviana (UCB), La Paz, 1977, 304 p. (RAE 1088). R - 3
179. Moreno-Vargas, Victoriano, "Tax Expenditures in Panama: An Empirical Study", Thèse inédite, Michigan State University, 1978. T - D - 6
180. Muelle López, Luis Edgardo, "Los Costos en la Educación Primaria y Básica Regular", INIDE, Lima, Agosto 1975, 163 p. (RAE 1118). R - 3
181. Muñoz Izquierdo, Carlos, "La Inversión en el Sistema Educativo Nacional Hasta 1970 y sus Fuentes de Financiamiento", México, Centre de Estudios Educativos, 1977. T - 1
182. Muñoz Izquierdo, Carlos, "Evaluación del desarrollo educativo en México (1958-1970) y factores que lo han determinado", Revista del Centro de Estudios Educativos (CEE), Vol. III, tercer trimestre, 1973, 11 p. (RAE 184). R - 1
183. Muñoz Izquierdo, Carlos, "La Productividad del Gasto Educativo como Instrumento de la Planificación Escolar: comparación de dos estudios realizados en Colombia", Folleto de Divulgación, Centro de Estudios Educativos (CEE), No. 5, Año 6, Tomo 6, México, D.F., Mayo 1970, 21 p. Paru aussi dans Educadores, Año XV, No. 95, Buenos Aires, Septiembre/Octubre 1972, 409 p. (RAE 173). R - S - 4
184. Muñoz Izquierdo, Carlos, "Un debate simulado sobre la solución de los problemas educativos de los grupos menos favorecidos", Folleto de Divulgación, Centro de Estudios Educativos (CEE), No. 6, Año 5 Tomo 5, México D.F. Junio 15, 1969, 14 p. S - 6
185. Muñoz Izquierdo, Carlos, "Fronteras de la investigación en torno al financiamiento para el desarrollo educativo", Folleto de Divulgación No. 3, Centro de Estudios Educativos, México, Marzo 1969, 18 p. S - 6

186. Muñoz Izquierdo, Carlos et Hernández Medina, Alberto, "Financiamiento de la educación privada en América Latina", (presentado al Seminario de financiamiento de la educación en A.L. 15-19 Noviembre 1976), Revista del Centro de Estudios Educativos, VI, 4, CEE, México, 1976, pp. 69-90. (RAE 905). R - 0 - H - 1
187. Muñoz Izquierdo, Carlos et Lobo Oehmichen, José, "Expansión escolar, mercado de trabajo y distribución del ingreso en México. Un análisis longitudinal 1960-1970", Centro de Estudios Educativos (CEE), México, 1974, 26 p. (RAE 185). R - 4
188. Muñoz Izquierdo, Carlos et Restrepo de Cepeda, Marfa P., "Análisis y proyección de los gastos educativos en América Latina", Revista del CEE, VIII, 4, CEE, México, 1978, pp. 1-68. (RAE 1389). T - R - S - 1
189. Muñoz Izquierdo, Carlos et Patricia Restrepo de Cepeda, "Análisis y Proyección de los gastos Educativos en América Latina", Seminario sobre Financiamiento de la Educación en América Latina, Banco Interamericano de Desarrollo y Gobierno de Mexico, México, 1978, 141 p. S - 1
190. Muñoz, Carlos et Rodríguez, Pedro, "Análisis de los costos y el financiamiento del sistema mexicano de educación formal", Centro de Estudios Educativos (CEE), México, 1976, 91 p. (RAE 1106). R - 3
191. Musgrove, Philip, "La Contribución Familiar a Financiar la Educación", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976, 79 p. (RAE 901). R - 1
192. Navarro, L. et Tibi, C., "Etude longitudinale des coûts (1976/77 - 1978/79) dans un échantillon d'établissements scolaires du primaire et du secondaire au Venezuela", Institut international de planification de l'éducation, (IIEP/S66/7F), UNESCO, Paris, 1980, 63 p. S - 3
193. Nemeth, Edward, "The Educational System of Peru", Office of Education (DHEW), Washington, 1977. E - 1

194. Obiglio, Hugo O.M. et Dolcini, Horacio A., "Reflexiones sobre costos de la educación", Revista del Consejo de Rectores de Universidades Nacionales, Buenos Aires, (3) 4, 1972, pp 32-37. H - 3
195. Oficina de Planeamiento, "Bases para una política educativa", Ministerio de Educación Nacional, Bogotá, 1966, 73 p. (RAE 172). R - 1
196. Oficina de Planificación, "La educación superior en Chile: Situación y financiamiento", Universidad de Chile, Santiago, Junio 1972, 34 p. (RAE 793). R - 1
197. Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe ORALC, "Análisis cuantitativo sobre los esfuerzos de expansión y de financiamiento de la educación en América Latina y el Caribe", Santiago de Chile, 1980, 63 p. I - 1
198. Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe, "Evolución y situación actual de la educación en América Latina", Madrid, Santillana, 1976, 725 p. I - 1
199. Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe, "Informaciones estadísticas: financiamiento de la educación, nivel educativo de la población, varios sobre educación extraescolar", Santiago de Chile, 1976, 54 p. I - U - 1
200. Oficina Regional de Educación de la UNESCO para América Latina y el Caribe (Chile), OREALC, "Evolución reciente de la educación en América Latina: avances, problemas, perspectivas", Santiago de Chile, 1974, 2 Vols. I - 1
201. Oliveira, Joao Batista Araujo, "A efectividade de estudos de custo/efectividade en teleeducação", Fundação Marehense de Televisao Educativa (FMTVE), Sao Luis, 1978. (RAE 1205). R - 3
202. Oliveros Marmolejo, Pablo et alii, "Costos Universitarios", Instituto Colombiano para el Fomento de la

- Educación Superior (ICFES), Bogotá, 1974, 124 p.  
(RAE 488). R - 3
203. Ordoñez, Roberto, "Financiamiento de la educación en Honduras", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 18 p. S - 1
204. Organización de Estados Americanos (OEA), "El Crédito Educativo en América", Washington, 1970. T - 2
205. Organization for Economic Cooperation and Development, "Human Resources, Education and Economic Development in Peru", Chapter 2, Paris, OECD, 1967. T - E - 1
206. Ortiz Mena, Antonio, "Proyecto para el financiamiento de la Educación", Banco Interamericano de Desarrollo, BID (RAE 405). R - 2
207. Ospina Ortiz, Jaime, "Financiamiento de la Educación en Colombia", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, Paris, 12 Agosto 1966, 29 p. S - 1
208. Page, A., "L'analyse des coûts unitaires et la politique de l'éducation en Amérique Latine", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, Paris, 27 Octubre 1966, 29 p. S - 3
209. Palau Viladesau, Tomás, "Breve Descripción del Sistema Educativo Paraguayo", CEPADES/CPES/IIK, programa Paraguayo-Alemán de Educación y Desarrollo, Asunción, Noviembre 1977. 64 p. (RAE 1174). R - 1
210. Palmer, Lucian William, "An economic analysis of the growth of selected Latin American educational

- systems, 1955-1965", University of Houston, Houston, Texas, 1974, XIX, 177 p. H - 1
211. Patrick, George F. et Kehrberg, Earl W., "Costs and returns of education in five agricultural areas of Eastern Brazil", American Journal of Agricultural Economics, Kenosha, Wis., (55) 2, 1973, pp. 145-153. H - 4
212. Perú. Ministerio de Educación, "Desarrollo de la educación peruana 1975-1977", Lima, 1977, 44 p. U - 1
213. Perú. Ministerio de Educación, Comité Técnico del Modelo EDU-PERU, "Modelo Eduperu. Previsiones a 1980 para la implementación del plan general de conversión", Lima 1975, 358 p. H - 4
214. Perú. Ministerio de Educación. Oficina Sectorial de Planificación, "Proyectos de Financiamiento externo. Sector Educación. Síntesis", Lima, 1974, 34 p. B - 5
215. Petty, Miguel et Mignoli, Héctor, "Las Desigualdades en los Gastos Nacionales y Provinciales para Educación Primaria", CIE, Cuadernos, No. 14, Buenos Aires, 65 p. (RAE 834) R - 4
216. Petty, Miguel; Tobin, Ana et Vera, Rodrigo, "Hacia una alternativa de educación rural", Revista Latinoamericana de Estudios Educativos, IX, No. 4, CEE, México, 1979, pp. 1-30. (RAE 889 et 1706). R - 6
217. Pinto Agüero B., Carol, "Costos de la formación de recursos humanos altamente calificados", Corporación de Promoción Universitaria (CPU), Santiago, 1973, 152 p. (RAE 180). R - 3
218. Poveda Carlos, "La Alfabetización en el Ecuador durante el período 1970-1978. Problemas derivados de la acción", UNESCO/OREALC, Santiago, 1978, 66 p. (RAE 1483) R - 3

219. Pray, Francis C., "La magia de la donación pequeña", Universidad del Valle, s/f. S - 2
220. Prieto, Claudio R., "El derecho a la educación y la distribución de los recursos para la enseñanza escolar", Revista Jurídica de la Universidad de Puerto Rico, Río Piedras, P.R., (40) 3, 1971, pp. 295-325. H - 4
221. Primer Curso sobre Planeamiento Educativo del CELAM, "Seminario sobre financiación de la educación privada en América Latina", Documento de Trabajo No. 4, Confederación Interamericana de Educación Católica, Paipa, Colombia, Octubre 1970, 19 p. S - 6
222. Programa Regional del Empleo para América Latina y el Caribe (PREALC), "Empleo y Recursos Humanos en Bolivia", Documento de Trabajo, versión preliminar, Organización Internacional del Trabajo (OIT), PREALC, Santiago, Septiembre 1975. S - 1
223. Prokhoroff, Georges, "L'évolution du système économique et du système d'enseignement en Equateur au cours de la décennie 1960/70", (Financement des systèmes éducatifs: études de cas nationales; 9), Rapport de recherche de l'IIPE, 5, Paris, Institut international de planification de l'éducation, 1975. U - 1
224. Puryear, Jeffrey M., "Issues in the financing of vocational training in Latin America", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976, 15 p. (RAE 895). R - 6
225. Ramírez Báez, Ramón Oscar, "Financiamiento de la Educación en la República Dominicana", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 14 p. S - 1
226. Ratnoff, Luis et Jerfa, Máximo, "Gasto Educativo, Financiamiento del servicio y democratización de la enseñanza", Seminario sobre financiamiento de la educación



- en América Latina, Banco Interamericano de Desarrollo y el Gobierno de México, México, 1978, 47 p. S - 1
227. Rawlins, Erskine et Nurse, James, "Financing Education in Barbados", in Seminar on Education Planning, Interamerican Development Bank, Mexico, November 1978, 9 p. S - 1
228. Reimer, Everett W., "Freeing educational resources", Prospects, 2, 1, Spring 1972, pp. 48-58. I - 2
229. Reis, J., "Educação é investimento", Instituto Brasileiro de Difusão Cultural (Psicologia e Educação, 34), Sao Paulo, 1968, 337 p. H - 6
230. Reyes, A. et Restrepo, P., "Costos escolares de la educación pública en Colombia", Estudios Conjuntos sobre Integración Económica Latinoamericana, Río de Janeiro, Proyecto: Educación y Desarrollo en la América Latina, Corporación Centro Regional de Población, Bogotá Area Socio-Económica, Bogotá, CCRP, 1976, 1 Vol. O - 3
231. Rezende, Fernando, "El sector público y los gastos por concepto de educación en América Latina", in Seminario sobre financiamiento de la educación en América Latina, Banco Interamericano de Desarrollo y Gobierno de México, Noviembre 27 - Diciembre 1, 1978, 43 p. S - 6
232. Robert, Marcelo et Mardones, Jorge, "Interrelaciones de Tecnología y Empleo, Estudio Bibliográfico", Centro Interuniversitario de Desarrollo Andino (CINDA), Santiago, 1973, 92 p. (RAE 165). R - 3
233. Rodríguez, Pedro Gerardo et Ramos, Lourdes, "Presupuesto educativo y pirámide escolar en México (1976-1977)", Revista del Centro de Estudios Educativos, México, D.F., (8)4, 1978, pp. 175-202. H - 1
234. Rodríguez, Pedro Gerardo, "Gasto educativo, costo unitario y pirámide escolar en México, 1974-1975",

- Revista del Centro de Estudios Educativos, México,  
D. F., (6) 4, 1976, pp. 137-156. H - 3
235. Rojas López, Ovidio, "Financiamiento de la Educación en Costa Rica", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 21 p. S - 1
236. Romero, Salvador; Urríola Goitfa, Mercedes et Urioste, Miguel, "La educación privada en Bolivia visión general de su economía", Universidad Católica Boliviana, La Paz, Octubre 1972, 308 p. (RAE 475). R - 1
237. Rosenbaum, H.J. et Tyler, W.G., "Contemporary Brazil: issues in economic and political development", Praeger special studies in international economics and development, New York, Praeger, 1972, 438 p. O - 6
238. Roulet, J. et De Riz, L., "Bases para un programa latinoamericano de estudios de postgrado en Ciencias Sociales", Buenos Aires, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 1973, 2 Vols. O - 3
239. Sack, Richard; Carnoy, Martin et Lecaros, "Educación y Desarrollo Rural en América Latina", Seminario sobre financiamiento de la educación en América Latina, BID y Gobierno de México, México, D.F., Noviembre 27 - Diciembre 1, 1978, 118 p. S - 6
240. Salcedo Cáceres, Epifanio, "Estudio de Costo de la Educación en Paraguay", CEPADES, Asunción, Diciembre 1976, 66 p. (RAE 1111). R - 3
241. Sánchez, Elvira de, "Estudio de la remuneración al personal docente de primaria del Ministerio de Educación con una muestra de 450 maestros - primer análisis", Departamento de Investigaciones Educativas, Serie 2: Análisis e Interpretación de datos No. 8, Caracas, Julio 1973, 45 p. (RAE 516). R - 3

242. Schiefelbein, Ernesto, "Antecedentes para una política de financiamiento de las universidades chilenas", C.P. U., Santiago, 1980, 47 p. S - 6
243. Schiefelbein, Ernesto, "Education and employment in Latin America", Report Studies S.67, Division of Educational Policy and Planning, UNESCO, Paris, June 1979. S - 4
244. Schiefelbein, Ernesto, "Requerimientos financieros de cambios en las políticas de educación básica", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), México, 1978, 126 p. (RAE 1712). R - 3
245. Schiefelbein, Ernesto, "Financing Education in Chile", Rapport inédit, AID - Harvard Project on Financing Education, 1972. T - 2
246. Schiefelbein, Ernesto, "Características del financiamiento de la educación particular en América Latina", Educación hoy, No. 5, Septiembre - Octubre 1971, Bogotá, (RAE 96). R - 1
247. Schiefelbein, Ernesto, "Financiamiento de la educación en Chile", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, UNESCO, Paris, 12 Agosto 1966, 30 p. S - 1
248. Schiefelbein, Ernesto et García-Huidobro, Juan Eduardo (éditeurs), "La Investigación educacional en América Latina: Situación y perspectivas" (2 Vols.), Documento de trabajo 3/80, CIDE, Santiago de Chile, 1980, 552 p. S - 6
249. Schiefelbein, E. et Grossi, M.C., "Statistical report on repetition in Latin America", Division of Statistics, UNESCO, 1980, 109 p. S - 4
250. Schiefelbein, Ernesto et Clavel, Carlos, "Gasto en educación y redistribución del ingreso en Chile", PREALC, Santiago, Agosto 1976, p. 18. S - 4

251. Schramm, Wilbur, "Big Media - Little Media", Agency for International Development (AID), Information Centre on Instructional Technology, Washington, 1973, 346 p. (RAE 584). R - 3
252. Sección de Programación de Recursos Humanos, "Plán nacional de desarrollo del sector educación 1975-1979", Secretaría General del Consejo Nacional de Planificación Económica, Guatemala, Junio 1974. (RAE 700). R - 1
253. Secretaría Ejecutiva del Convenio "Andrés Bello", "Sistemas Educativos", Ministerio de Educación Nacional, Bogotá, 1974, 287 p. (RAE 1083). R - 1
254. Selowsky, Marcelo et Taylor, Lance, "The Economics of Malnourished Children: An Example of Disinvestment in Human Capital", Economic Development and Cultural Change, University of Chicago, 22, 1, October 1973, pp. 17-30. S - 4
255. Shultz, T. Paul, Returns to Education in Bogota, California, 1968. T - 4
256. Silvert, Kalman H., "An Introduction to Education in Latin America", 53 p. S - 1
257. Sobrinho, José Amaral, "Una experiencia brasileña. El proyecto de coordinación y asistencia técnica de la enseñanza municipal (Promunicipio), UNESCO/OREALC en América Latina y el Caribe", No. 2, Santiago, 1978, 40 p. (RAE 1206). R - 2
258. Souza, Alberto de Mello, "Objetivos y Financiamiento de la Enseñanza Superior", Seminario sobre alternativas de financiamiento, Banco Interamericano de Desarrollo y el Gobierno de Costa Rica, San José, Costa Rica, 1980, 31 p. S - 6
259. Speagle, Richard E., "Educational reform and instructional television in El Salvador: cost, benefits and payoffs", Academy for Educational Development (AED), 1972, 242 p. (RAE 160). R - 4

260. Stinson Ortiz, Yvonne, "Los determinantes del ingreso laboral", Tesis para obtener el título de Licenciado en Economía, Universidad Autónoma de Nuevo León, Monterrey, México, 1980, 85 p. S - 4
261. Swett, Francisco, "Estudios de Costos en el Nivel Primario. Ecuador", Instituto de Investigaciones Económicas, Quito, 1976, 47 p. (RAE 746). R - I - 3
262. Swett, Francisco, "El financiamiento y los costos de la educación ecuatoriana en los niveles primario y secundario", Programa de Estudios Conjuntos sobre Integración Económica Latinoamericana (ECIEL), Instituto de Investigaciones Económicas, Universidad Católica de Ecuador, Quito, 1976, 180 p. (RAE 1105). R - 0 - 3
263. Swett, Francisco X., "Financiamiento y movilización de los recursos para la educación en áreas rurales de la América Latina", Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Washington, 1976, 124 p. (RAE 899). R - 3
264. Swett, Francisco y Aguilar, Miguel, "Plan operativo para el análisis de los costos en el nivel medio", Instituto de Investigaciones Económicas, Quito, 1976, 21 p. (RAE 745). R - 3
265. Tanzi, Vito, "Tributación, gastos educacionales y distribución del ingreso", in Brodersohn & Sanjurjo, Financiamiento de la educación en América Latina, FCE, México, 1978, pp. 233-246. S - 2
266. Taylor, Frank C., "Planejamento Educacional e Financiamiento Internacional", in Ribeiro Netto, Adolpho (ed.), "Simposio sobre Planejamento da Educaçao", Fundação Carlo Chagas, Sao Paulo, Julio 4 1972, pp. 75-79. S - 5
267. Tercera Conferencia Internacional Sobre La Educación de Adultos, "Informe final Tercera Conferencia Internacional Sobre La Educación de Adultos convocada por la UNESCO Tokio, 25 Julio - 7 Agosto 1972", UNESCO, Paris, Octubre 1972, 105 p. (RAE 217). R - 6

268. Tibi, Claude, "The financing of education in Latin America: the problems and a critical appraisal of the solutions", Instituto Internacional de Planificación de la Educación (IIPE), Paris, 1976, 23 p. (RAE 902). R - 4
269. Tibi, Claude, "Financement et développement de l'éducation : le cas de la Colombie", UNESCO- IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas nationales; 11), Rapport de recherche de l'IIEP, 22, Paris, 1976, 193 p. T - U - B - 1
270. Tibi, Claude, "Le financement de la formation professionnelle et technique en Colombie : l'expérience du SENA", UNESCO - IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas spécifiques; 7), Paris, 1975, 97 p. T-I-U-B-1
271. Tibi, Claude, "Aspects financiers du système de prêts aux étudiants en Colombie", UNESCO - IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas spécifiques; 5), Paris, 1974. T-I-U-B-2
272. Tirado, Irma, "Programme Budget Proposals for the Department of Education in Puerto Rico", University of Puerto Rico, Caribbean Studies, 11, 4, January 1972. T - 2
273. Toledo, Alejandro, "Estrategias alternativas de financiamiento y de redistribución de la educación post secundaria combinación beca-préstamo-asistencia familiar: un modelo exploratorio. El caso de Costa Rica", Banco Interamericano de Desarrollo y Gobierno de Costa Rica, 1979, 70 p. S - 2
274. Torfs, Jacques, "Estudio de viabilidad de un sistema regional de teleeducación para los países de América del Sur", UNESCO, Octubre 1973, 196 p. (RAE 317). R - 2
275. Toro B., Ernesto, "El análisis costo-efectividad en la evaluación de alternativas", CEDEC, Chile, Julio 1980, 11 p. S - 4

276. Torres León, Fernán et Pereira Rodríguez, Francisco,  
"Estudio sobre los Costos de la Educación Media Oficial  
en Colombia", ICOLPE, Centro Nacional de Documentación  
e Información Pedagógica, Bogotá, 1973, 249 p.  
(RAE 418). R - 3
277. Torres León, Fernán et Luis A. González, C.,  
"Extensión de la escuela primaria en las áreas rurales  
de Colombia: informe final", Centro nacional de  
documentación e información pedagógica, Instituto  
Colombiano de Pedagogía, (Doc. ICOLPE 138/IE 92/III-73),  
Bogotá, 1973, 1 Vol. U - 3
278. Torres Padilla, Oscar, "Las implicaciones económicas  
de un modelo demográfico-educativo para Costa Rica:  
1970-2000", Oficina de Planificación Universitaria  
(OPLAU), Ciudad Universitaria Rodrigo Facio, Febrero  
1973, 51 p. (RAE 174). R - 1
279. UNDP, "Fortalecimiento del sector educativo: Ecuador -  
(misión). Resultados y recomendaciones del proyecto",  
UNDP - UNESCO (restricted), París, 20 Noviembre  
1978, 46 p. I - 1
280. UNESCO, División de Estadísticas relativas a la  
Educación, "Evolución cuantitativa y proyecciones de  
matrícula de los sistemas educativos de América  
Latina y el Caribe. Análisis Estadístico", UNESCO,  
París, 1979, 97 p. (RAE 1718) R - 1
281. UNESCO, "Education and Community development: analysis  
prospects. Republic of Suriname", París, 1978, 60 p. U - 1
282. UNESCO, Proyecto Planeamiento de la educación y dinámica  
de población aplicada a las escuelas de producción,  
"Proposiciones para la formulación de la problemática  
general del estudio y elaboración de un cuerpo de  
hipótesis", Panamá, 1975, 185 p. U - 3
283. UNESCO, "Evolución reciente de la educación en  
América Latina", UNESCO, Santiago de Chile,  
1974, (3 Vols.). (RAE 464). R - 1

284. UNESCO, "El esfuerzo financiero de América Latina en el campo de la educación", in UNESCO, "Evolución Reciente de la Educación en América Latina. I Parte. Análisis Regional", 1974 Santiago de Chile, pp. 123-162. (RAE 466). R - 1
285. UNESCO, "Chile: alternative educational strategies, 1970-1985" (Application of the Unesco Educational Simulation Model; technical progress report; 1) Paris, 26 January 1973, 41 p. I - 6
286. UNESCO, "Final Report. Investment in Education in Latin America by UNESCO and Economic Commission for Latin America in Chile, 1966", Paris, 1967. T - 1
287. UNESCO, "Financiamiento de la educación en América Latina", in Seminario regional de asistencia técnica sobre inversiones en educación en América Latina, Santiago, 5-13 Diciembre 1966, Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, Paris, 14 Noviembre 1966, 121 p. S - 1
288. United Nations, "Educacion, Human Resources and Development in Latin America", Chapter VII, New York, 1968. T - S - 6
289. Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, "¿Hacia dónde va la educación en El Salvador?", Estudios Centroamericanos, XXXIII, 358, Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, San Salvador, 1978, pp. 563-681. (RAE 1643). R - 1
290. Urizar Leal, E., "Aspectos básicos para una programación educativa", Guatemala, Ministerio de educación, Oficina de planeamiento integral de la educación, 1973, 14 p. U - 6
291. Urrutia, Miguel, "Public Expenditures for Primary Education: The Cost of Providing Minimum Standards", in Musgrave, Richard, Education Fiscal Reform in Colombia, Cambridge, Harvard University, 1971. T - 1



292. Uzategui Irigoyen, Luis et Muelle López, Luis, "Estudios sobre costos educacionales", Instituto Nacional de Investigación y Desarrollo de la Educación "Augusto Salazar Bondy" (Perú), INIDE, Lima, 1974, 143 p. I - H - 3
293. Venezuela. Ministerio de Educación. Oficina sectorial de planificación y presupuesto, "Los estudios de costos de la educación en Venezuela", Proyecto multinacional de costos de la educación, Organización de los Estados Americanos. Programa regional de desarrollo educativo, "Recopilación de los documentos preparados para el Segundo Seminario sobre investigación y planificación de los costos de la educación realizado en Ciudad Guayana, Venezuela, en Julio de 1973", Caracas, 1975, 607 p. U - 3
294. Venezuela. Ministerio de Educación, Dirección General, "Seminario sobre investigación y planificación de los costos de la educación, Ciudad Guayana, 1973. Informe Final", (Convenio "Andrés Bello". Biblioteca. Serie Información, No. 1), Caracas, Departamento de publicaciones, Dirección General, Ministerio de Educación, 1974, 68 p. U - 3
295. Venezuela. OPSU, Consejo Nacional de Universidades, "Análisis metodológico para calcular costos de la educación universitaria en Venezuela y su aplicación en la programación presupuestaria", (Ferra, Coloma; Ginestar, Angel, and Nieto de Negrette, Maria Elena), Caracas, OPSU, Consejo Nacional de Universidades, 1973, 461 p. I - 3
296. Venezuela. Ministerio de Educación, Departamento de Estudios de Construcciones Escolares, "Metodología de Análisis de costos de las construcciones escolares en Venezuela", Caracas, 1971, 175 p. H - 3
297. Venezuela. República de Venezuela. Ministerio de Educación. Dirección de Planeamiento. Departamento de Investigaciones Educativas; Universidad Simón Bolívar. Instituto de Investigaciones Educativas, "Guía de Estudio sobre Investigación y Planificación

- de Costos de la Educación. Preparado en el Primer Seminario sobre Investigación y Planificación de Costos de la Educación", Caracas, 1971, s/p. H - 3
298. Velandfa, W.; Vargas, E. et Bello, G., "La Educación no-formal en Colombia: hacia un diagnóstico de su realidad", Bogotá, Centro para el desarrollo de la educación no-formal (CEDEN), 1975, 509 p. U - 2
299. Vera, Rodrigo; Argumedo, Manuel et Luna, Elba, "Condiciones de Empleo y Rol del Sector Docente", Centro de Investigaciones Educativas (CIE), Buenos Aires, 1979, 162 p. (RAE 1563). R - 2
300. Vieira de Figueiredo, José Carlos et Guimaraes Boclin, Roberto, "Le système SENAI, Brésil", UNESCO, Institut international de planification de l'éducation, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas spécifiques; 13), Rapport de recherche de l'IIEP, 8, Paris, 1975, 81 p. B - 1
301. Weisskoff, Richard et Weisskoff, Francine, "The political economy of the educational system", in Contemporary Brazil. Issues in economic and political development, Praeger special studies in international economics and development, New York, N. Y., London, 1972, pp. 371-198. H - 6
302. Winkler, Donald, "The Distribution of Educational Resources in Paraguay: Implications for Equality of Opportunity", Comparative Education Review, 24, 1, February 1980. T - 3
303. Woodhall, Maureen, "Colombia: the use of cost-benefit analysis to compare the rates of return at different educational levels", UNESCO - IIEP (Educational cost analysis in action; 2), 1972, pp. 247-271. I - U - 3

## M O Y E N - O R I E N T

1. Abu-Laban, Baha et Abu-Laban, Sahron McIrvin, "Education and Development in the Arab World", The Journal of Development Areas, Macomb, Ill. (10) 3, April 1976, pp. 285-304. H - 6
2. Afzal, Manuchehr, "The impact of oil revenue on education in Iran", in Stone, Russell A. (éd.): "OPEC and the Middle East", New York-London, Praeger, 1977. (Praeger Special Studies in International Politics and Government), pp. 248-257. H - 2
3. Al-Falah, Saleh, "The growth of educational budget in Kuwait for the period 1960/61 - 1969/70", Arab Planning Institute, Kuwait, 1973, 26 p. H - 1
4. Army, Mohammed-Abdullateef-Yosuf, "Program Budgeting Model for Saudi Arabian Elementary Education: An Emphasis on Program Costs for Decisions", Thèse inédite, University of Arizona, 1976. T - D - 2
5. El-Ghannam, Mohamed A., "Financing Education in the Arab States: A survey of recent trends and future prospects", UNESCO - International Institute of Educational Planning. (Occasional Papers 20), Paris, 1970, 109 p. H - 1
6. Ghannam, El et Mohamed, A., "Financing Education in the Arab States: A Survey of Recent Trends and Future Prospects", Occasional Paper No. 20, Paris, UNESCO, 1970. T - 1
7. Grais, Wafik, "Sur le développement intégré de l'économie et du système d'enseignement. Application à l'Egypte", Berne, Francfort/M., P. Lang, 1978, 421 p., (Collection des thèses de la Faculté des sciences économiques et sociales), Université de Genève, 1977. H - 6
8. Hallak, J.; Cheikhestani, M. et Farlet, H., "The Financial Aspects of First-Level Education in Iran",

UNESCO - IIEP, Paris, (Financing Educational Systems: Specific case studies; 1), Paris, 1972, 58 p. T-E-U-H-1

9. Hallak, J. et alii, "Financement et politique éducative en Iran", Institut international de planification de l'éducation, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas nationales; 10), Rapport de recherche de l'IIEP, 6, Paris, 1975, 230 p. U - H - 1
10. Hill, Kim Quaille, "Public expenditures and services as policy outcome predictors. A two-nation analysis for health and education", Houston, Texas, 1975, 39 p. H - 4
11. Hill, Kim Quaille, "The within-nation distribution of public expenditures and services. A two-nation analysis", Houston, Texas, 1974, 19 p. H - 4
12. Hyde, Georgie D. M., "Education in modern Egypt: Ideals and realities", London, Routledge and Kegan Paul, 1978, 245 p. (World Education Series). H - 6
13. IBRD, "Economic development of Kuwait; report of missions organized by the International Bank for Reconstruction and Development at the request of the government of Kuwait", Baltimore, Johns Hopkins Press, 1965, 194 p. O - 1
14. Iran. Institute for Research and Planning in Science and Education, Department of Economics of Education and Manpower Planning, "Analytical study on financing of higher education in Iran", Tehran, May 1973, 109 p. H - 3
15. Iran. Plan Organization of Iran, Bureau of Information and Reports, "Education in the third development plan", Tehran, 1968, 69 p. H - 1
16. Krueger, Anne, "Rates of Return of Turkish Higher Education", Journal of Human Resources, No. 7, Fall, 1972. T - E - 4
17. Le Thanh Khoi, "Politique scientifique et problèmes de l'enseignement supérieur: Iran - (mission) 23

- septembre - 16 novembre 1968", UNESCO, (circulation restreinte), mars 1969, 57 p. I - 6
18. Libyan Task Force, "Prospects for educational development in Libya. Report prepared by a Libyan Task Force in collaboration with UNESCO, January - February 1979", June 1979, 118 p. I - U - 1
  19. Libya (Bank of), "Public expenditures on health and education from 1963/64 to 1967/68", Economic Bulletin, Bank of Libya, Tripoli, (8) 6, 1968, pp. 149-155. H - 1
  20. Massiah, G. et Barrere, J.Y., "Contrôle des investissements; constructions scolaires et universitaires : Algérie - (mission) février - avril 1973", UNESCO, (circulation restreinte), juillet 1973, 87 p. I - U - 3
  21. Matthews, R. et Akrawi, M., "Education in Arab Countries of the Near East. (Egypt, Iraq, Palestine, Iran, Jordan, Syria and Lebanon)", Washington, 1950. T - 1
  22. Mehrabi, Shah Mohammad, "An Analysis and Evaluation of Economic and Education Sectors in Afghanistan", Thèse inédite, University of Cincinnati, 1978. T - D - 1
  23. Ministry of Education, Afghanistan, "Financing and Cost of Education", Kabul, 1967. T - 1
  24. Organization for Economic Cooperation and Development, "The Mediterranean Regional Project: Turkey", Paris, OECD, 1965. T - 1
  25. Organization for Economic Cooperation and Development, "The Mediterranean Regional Project: Greece", Paris, OECD, 1965. T - 1
  26. Proust, Jacques, "Morocco: costs of public secondary education: Analysis of the results of a governmental survey", (Educational cost analysis in action; 3), IIEP, Paris, 1972, pp. 227-270. I - 3

27. Psacharopoulos, George et Gare, Williams, "Public Sector Earning and Educational Planning (Iran)", International Labour Review, No. 108, July 1977. T - 4
28. Rahmani, Mohammad, "The application of a systems analysis approach to educational planning in Iran", Tahqiqat-e Eqtesadi, Tehran, (8) 23/24, 1971, pp. 5-32. H - 1
29. Regional Centre for Educational Planning and Administration in the Arab Countries, "Expenditory Cost and Financing of Education in the Arab States", Paris, UNESCO, 1968. T - 3
30. Seelleur, T.N. le, "Report on statistics for educational planning in Libya", UNESCO, Paris, 1964, 71 p. H - 1
31. Sharoodi, Mohammad Reza, "The Iranian Budgetary System and Patterns of Government Expenditure 1960-1976", Thèse inédite, Syracuse University, 1978. T - D - 2
32. Smyth, John A. et Izadi, K., "Cost-effectiveness report on the work-oriented adult literacy pilot project, Iran", UNESCO, Paris, January 1972, 79 p. I - 3
33. Stephen, G.F., "Junior Community College for Women: an analysis of its financial implications: Jordan - (mission)", UNDP-UNESCO, Paris, 1978, 38 p. I - 3
34. Tibi, Claude, "Politique éducative et financement de l'éducation au Maroc", UNESCO - IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas nationales; 7), Paris, 1976, 277 p. I - U - 1
35. Tibi, Claude, "Développement économique et aspects financiers de la politique d'éducation en Tunisie", UNESCO - IIEP, Paris, (Financement des systèmes éducatifs: études de cas nationales), Paris, 1974, 213 p. I - U - H - 1

36. UNDP, "Educational planning: Bahrain - (mission)",  
UNDP (restricted), 11 August 1978, 27 p. I - U - 1
37. UNESCO, "Cooperation with Garyounis University: The  
Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya - (mission)  
29 March - 5 April 1978", UNESCO, Paris, April 10,  
1978, 52 p. I - 3
38. UNESCO, Division of Educational Policy and Planning,  
"Politiques et plans d'éducation dans les Etats Arabes  
dans les années 70 : résumé et synthèse", UNESCO,  
(Reports, Studies. C. 55), Paris, 1978, 48 p. H - 6
39. UNESCO Secretariat, "Investment in Education in the  
Arab States", (Regional Technical Assistance Seminar  
on Investment in Education in Beirut, Lebanon), Paris,  
UNESCO, 1968. T - 6





ANNEXE : STATISTIQUES

Tableau 1. Éducation.

	Nbre inscrit au primaire en % du groupe d'âge						Nbre inscrit au secondaire en % du groupe d'âge		Nbre inscrit à l'université en % du groupe de 20-24 ans		Taux d'alphabétisation des adultes (%)	
	Total		Hommes		Femmes		1960	1978	1960	1977	1960	1976
	1960	1978	1960	1978	1960	1978						
<b>Pays à faible revenu</b>	76 w	83 w	71 w	92 w	37 w	63 w	14 w	36 w	2 w	3 w	28 w	51 w
Chine et Inde	86 w	87 w	-	-	-	-	-	42 w	-	4 w	-	54 w
Autres pays	46 w	74 w	59 w	89 w	33 w	63 w	6 w	20 w	1 w	2 w	27 w	43 w
Afghanistan	9	20	15	33	2	6	1	7	-	1	8	12
Bangladesh	47	72	66	103	26	40	8	22	1	3	22	26
Bénin	26	60	38	78	15	42	2	12	-	1	8	-
Bhoutan	3	12	5	16	-	7	-	1	-	-	-	-
Birmanie	56	84	61	87	52	81	10	22	1	2	60	67
Burundi	18	21	27	26	9	17	1	3	-	-	14	25
Chine	102	93	-	-	-	-	-	51	-	1	-	66
Éthiopie	7	38	11	-	3	-	-	9	-	-	-	15
Guinée	30	34	44	46	16	22	2	16	-	-	7	20
Haïti	46	58	50	-	42	-	4	9	-	1	15	-
Haute-Volta	8	17	12	21	5	12	-	2	-	-	2	-
Inde	61	79	80	94	40	63	20	28	3	8	28	36
Indonésie	71	94	86	100	58	89	6	22	1	2	39	62
Kampuchea démocratique	64	-	82	-	46	-	3	-	-	-	36	-
Laos	25	92	34	99	16	85	1	14	-	-	28	-
Lesotho	83	101	63	82	102	122	3	17	-	-	-	52
Madagascar	52	94	58	100	45	87	4	12	-	2	-	50
Malawi	-	59	-	73	-	51	1	4	-	-	-	25
Mali	10	28	14	36	6	20	1	9	-	1	3	10
Mauritanie	8	26	13	34	3	17	-	5	-	-	5	17
Mozambique	48	-	60	-	36	-	2	-	-	-	11	-
Népal	10	69	19	104	1	31	6	14	1	2	9	19
Nigéria	5	23	7	29	3	17	-	3	-	-	1	8
Ouganda	49	50	65	58	32	41	3	5	-	1	35	-
Pakistan	30	51	46	69	13	32	11	17	1	2	15	24
Rép. centrafricaine	32	78	53	101	12	55	1	9	-	1	7	-
Rwanda	49	64	68	68	30	59	2	2	-	-	16	-
Sierra Leone	23	37	30	45	15	30	2	12	-	1	7	-
Somalie	9	44	13	57	5	32	1	4	-	1	2	60
Soudan	25	50	35	58	14	42	3	16	-	2	13	20
Sri Lanka	95	94	100	98	90	90	27	52	1	1	75	85

Tanzanie	25	70	33	80	18	61	2	4	-	-	10	66
Tchad	17	35	29	51	4	19	-	3	-	-	6	15
Togo	44	102	63	129	24	75	2	25	-	1	10	18
Viêt-Nam	-	122	-	128	-	116	-	51	-	3	-	87
Zaïre	60	90	88	103	32	77	3	19	-	-	31	15

<b>Pays à revenu moyen</b>	<b>79 w</b>	<b>95 w</b>	<b>85 w</b>	<b>103 w</b>	<b>72 w</b>	<b>94 w</b>	<b>16 w</b>	<b>41 w</b>	<b>4 w</b>	<b>11 w</b>	<b>53 w</b>	<b>72 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>60 w</b>	<b>91 w</b>	<b>71 w</b>	<b>110 w</b>	<b>50 w</b>	<b>91 w</b>	<b>11 w</b>	<b>34 w</b>	<b>3 w</b>	<b>8 w</b>	<b>34 w</b>	<b>64 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>87 w</b>	<b>97 w</b>	<b>92 w</b>	<b>100 w</b>	<b>83 w</b>	<b>95 w</b>	<b>19 w</b>	<b>44 w</b>	<b>5 w</b>	<b>13 w</b>	<b>62 w</b>	<b>76 w</b>

Afrique du Sud	89	-	94	-	85	-	15	-	3	-	57	-
Albanie	94	-	102	-	86	-	20	-	5	-	-	-
Algérie	46	99	55	114	37	82	8	29	-	4	10	35
Angola	21	-	28	-	13	-	2	-	-	-	5	-
Argentine	98	110	98	110	99	111	23	41	11	29	91	94
Bolivie	64	86	78	96	50	76	12	29	4	13	39	63
Bésil	95	88	97	87	93	88	11	24	2	13	61	76
Cameroun	65	101	87	42	43	91	2	16	-	1	19	-
Chili	109	118	111	118	107	117	24	52	4	13	84	-
Colombie	77	124	77	122	77	127	12	43	2	10	63	-
Congo	78	156	103	163	53	148	4	69	1	3	16	-
Corée du Nord	-	113	-	115	-	112	-	-	-	-	-	-
Corée du Sud	94	111	99	112	89	111	27	74	5	11	71	93
Costa Rica	96	107	97	108	95	107	21	46	5	19	-	90
Côte-d'Ivoire	46	71	68	88	24	54	2	14	-	2	5	20
Cuba	109	122	109	125	109	119	14	51	3	16	-	96
Égypte	66	74	80	88	52	58	16	47	5	14	26	44
El Salvador	80	79	82	80	77	77	13	23	1	8	49	62
Équateur	83	108	87	110	79	106	12	46	3	29	68	77
Espagne	110	110	106	110	116	110	23	76	4	22	87	-
Ghana	38	71	52	80	25	61	5	32	-	1	27	-
Grèce	102	104	104	104	101	103	37	79	4	19	81	-
Guatemala	45	64	50	68	39	58	7	15	2	5	32	-
Honduras	67	85	68	85	67	84	8	13	1	7	45	60
Hong Kong	87	115	93	116	79	114	20	57	4	10	70	90
Iran	41	101	56	121	27	80	12	44	1	5	16	50
Israël	98	97	99	96	97	97	48	68	10	25	84	-
Jamaïque	92	98	92	97	93	97	45	58	2	-	82	-
Jordanie	77	102	94	103	59	101	25	74	1	7	32	70
Kenya	47	99	64	105	30	94	2	18	-	1	20	45
Liban	102	96	105	103	99	89	19	46	6	-	-	-
Libéria	31	64	45	80	18	48	2	20	-	2	9	30
Malaisie	96	94	108	95	83	92	19	48	1	4	53	60

Tableau 1. Suite.

	Nbre inscrit au primaire en % du groupe d'âge						Nbre inscrit au secondaire en % du groupe d'âge		Nbre inscrit à l'université en % du groupe de 20-24 ans		Taux d'alphabétisation des adultes (%)	
	Total		Hommes		Femmes		1960	1978	1960	1977	1960	1976
	1960	1978	1960	1978	1960	1978						
Maroc	47	72	67	90	27	54	5	20	1	4	14	28
Mexique	80	116	82	119	77	114	11	39	3	11	65	82
Mongolie	79	108	79	111	78	105	51	81	8	8	-	-
Nicaragua	66	85	65	83	66	88	7	26	1	11	-	90
Nigéria	36	62	46	-	27	-	4	13	-	1	15	-
Panama	96	88	98	89	94	86	29	116	5	21	73	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	32	60	59	70	7	49	1	13	-	-	29	-
Paraguay	98	85	105	87	90	84	11	25	2	8	75	84
Pérou	83	112	95	116	71	106	15	50	4	16	61	80
Philippines	95	105	98	102	93	107	26	56	13	24	72	88
Portugal	-	117	-	119	-	115	-	55	4	11	62	70
Rép. dominicaine	98	96	99	95	98	96	7	28	1	10	65	67
Roumanie	98	106	101	109	95	103	24	84	5	10	-	98
Sénégal	27	41	36	50	17	32	3	10	1	2	6	10
Singapour	111	109	121	111	101	107	32	57	6	9	-	-
Syrie	65	89	89	105	39	73	16	50	4	14	30	58
Thaïlande	83	82	88	85	79	78	13	28	2	5	68	84
Trinidad et Tobago	88	99	89	98	87	101	24	39	1	4	93	95
Tunisie	66	100	88	116	43	83	12	30	1	5	16	62
Turquie	75	105	90	115	58	95	14	41	3	8	38	60
Uruguay	111	105	111	103	111	108	37	64	8	18	-	94
Venezuela	100	106	100	106	100	106	21	38	4	21	63	82
Yemen démocratique	13	72	20	92	5	51	5	28	-	2	-	27
Yemen rép. arabe	8	29	14	50	-	7	-	4	-	1	3	13
Yugoslavie	111	99	113	100	108	98	58	82	9	23	77	85
Zambie	42	98	51	106	34	89	2	16	-	2	-	39
Zimbabwe	96	97	107	105	86	90	6	9	-	-	39	-
<b>Économies industrielles</b>	<b>114</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>102</b>	<b>108</b>	<b>102</b>	<b>68</b>	<b>89</b>	<b>17</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>99</b>
Australie	103	94	103	94	103	93	51	73	13	26	-	100
Autriche	105	100	106	100	104	99	50	72	8	21	99	99
Belgique	109	102	111	101	108	102	69	86	9	23	-	99

Canada	107	101	108	101	105	100	46	89	16	38	-	99
Danemark	103	103	103	102	103	104	65	80	10	32	-	99
États-Unis	118	98	-	-	-	-	86	97	32	56	98	99
Finlande	97	85	100	86	95	85	74	89	7	20	99	100
France	144	112	144	113	143	111	46	83	10	26	-	99
Irlande	110	104	107	105	112	104	35	92	9	19	-	98
Italie	111	103	112	104	109	103	34	73	7	27	91	98
Japon	103	98	103	98	102	98	74	93	10	32	98	99
Norvège	100	100	100	100	100	100	57	90	7	24	-	99
Nouvelle-Zélande	108	108	110	109	106	108	73	82	13	28	-	99
Pays-Bas	105	101	105	100	104	102	58	92	13	28	-	99
Rep. féd. d'Allemagne	133	90	-	-	-	-	-	94	6	25	-	99
Royaume-Uni	92	106	92	105	92	106	66	83	9	19	-	99
Suède	96	99	95	99	96	99	55	73	9	35	-	99
Suisse	118	86	118	86	118	87	26	55	7	16	-	99

Exportateurs de pétrole à surplus de capitaux	48 w	97 w	71 w	110 w	25 w	85 w	13 w	45 w	2 w	8 w	14 w	-
--	------	------	------	-------	------	------	------	------	-----	-----	------	---

Arabie Saoudite	12	59	22	74	2	44	2	26	-	7	3	-
Iraq	65	117	94	130	36	103	19	50	2	9	18	-
Kuweit	117	104	131	110	102	98	37	74	-	13	47	60
Libye	59	123	92	128	24	119	9	67	1	7	-	50

Économies industrielles dirigées	101 w	97 w	101 w	97 w	101 w	97 w	47 w	71 w	11 w	21 w	97 w	-
-------------------------------------	-------	------	-------	------	-------	------	------	------	------	------	------	---

Bulgarie	93	96	94	96	92	95	55	90	11	22	91	-
Hongrie	101	97	103	96	100	97	46	69	7	12	97	98
Pologne	109	100	110	102	107	99	50	67	9	18	95	98
Rép. dém. d'Allemagne	112	94	111	92	113	95	39	92	16	29	-	-
Tchécoslovaquie	93	94	93	94	93	95	25	40	11	15	95	-
URSS	100	97	100	97	100	97	49	72	11	22	98	100

Source : Banque mondiale 1981:178-179.

Tableau 2. Moyennes, écarts-types et coefficients de dispersion des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du produit national brut.

Région (pays) <sup>a</sup>	Moyennes					Écarts-types					Coefficient de dispersion				
	1960	1965	1970	1974	1976	1960	1965	1970	1974	1976	1960	1965	1970	1974	1976
Afrique (42)	2,40	3,33	3,77	4,06	4,55	1,13	1,35	1,40	1,46	1,84	0,471	0,405	0,372	0,359	0,403
Amérique (30)	2,61	3,41	4,30	4,62	4,54	1,05	1,32	1,96	2,68	2,48	0,402	0,387	0,455	0,580	0,545
Asie (27)	3,01	3,42	3,62	3,45	4,16	1,98	1,84	1,33	1,56	2,16	0,658	0,538	0,368	0,452	0,519
Europe (27)	3,96	4,96	5,15	5,59	5,87	1,71	1,82	1,98	2,02	1,45	0,432	0,367	0,385	0,360	0,247
Total (126)	2,92	3,71	4,15	4,34	4,72	1,49	1,71	1,76	2,07	2,10	0,510	0,461	0,423	0,477	0,445

Adapté de: Eicher et Orivel 1980:18.

a. Les pays qui n'avaient pas de données au début ou à la fin de la période à l'étude et les pays de l'Océanie pour lesquels les coefficients de dispersion auraient été négligeables, n'ont pas été inclus.

Tableau 3. Variations dans les dépenses d'éducation par rapport au produit national brut, 1960-1971.

Région	Période			
	1960-1965	1965-1970	1970-1974	1974-1976
Afrique	2,30	1,60	1,49	2,81
Afrique (pays de l'OPEP exclus)	-	-	1,50	-1,50
Afrique--pays de l'OPEP	-	-	1,49	1,79
Amérique du Nord	2,45	2,26	0,87	-1,62
Amérique latine	2,57	1,11	1,22	0,60
Asie	1,45	1,14	1,34	2,12
Asie (pays de l'OPEP et Japon exclus)	-	-	0,55	3,20
Asie -- pays de l'OPEP	-	-	0,78	2,90
Europe -- pays à planification centrale	-	-	1,51	0,84
Europe et URSS	2,06	0,93	1,63	2,11
Océanie	1,73	1,92	2,72	1,20
Pays en développement	2,16	1,66	0,92	2,45
Pays industrialisés	2,06	1,33	1,41	1,28
Ensemble des pays	2,10	1,36	1,27	1,38

Adapté de : Eicher et Orivel 1980:42.

Tableau 4. Classification des pays selon les efforts en faveur de l'enseignement (fondée sur les dépenses d'éducation en pourcentage du produit national brut de 1974).

Pays fournissant peu d'efforts		Pays fournissant un effort moyen		Pays fournissant un effort important	
Industrialisés	En développement	Industrialisés	En développement	Industrialisés	En développement
Allemagne de l'Ouest	Afghanistan	Allemagne de l'Est	Chili	Danemark	Algérie
Autriche	Angola	Australie	Équateur	Finlande	Bénin
Espagne	Arabe Saoudite	Belgique	Gabon	Irlande	Bolivie
États-Unis	Argentine	Bulgarie	Malawi	Israël	Burundi
France	Bangladesh	Canada	Nicaragua	Luxembourg	Cameroun
Grèce	Birmanie	Hongrie	Niger	Norvège	Congo
Italie	Bésil	Royaume-Uni	Pérou	Nouvelle-Zélande	Costa Rica
Japon	Colombie	URSS	Sénégal	Pays-Bas	Côte-d'Ivoire
Portugal	Éthiopie		Sri Lanka	Roumanie	Égypte
Suisse	Guatemala		Syrie	Suède	El Salvador
Tchécoslovaquie	Haïti		Tchad		Gambie
Yougoslavie	Hong Kong		Turquie		Guinée
	Inde		Ouganda		Guyane
	Indonésie				Honduras
	Iran				Jamaïque
	Iraq				Jordanie
	Liban				Kenya
	Mexique				Laos
	Mozambique				Madagascar
	Népal				Malawi
	Nigéria				Mali
	Oman				Maroc
	Pakistan				Mauritanie
	Paraguay				Panama
	Philippines				Rép. centrafricaine
	Rép. de Corée				Rwanda
	Rép. dominicaine				Sierra Leone
	Singapour				Somalie
	Thaïlande				Soudan
	Venezuela				Tanzanie
					Togo
					Trinidad et Tobago
					Tunisie
					Zambie

Adapté de : Eicher et Orivel 1980:38.

Tableau 5. Croissance du produit national brut (PNB) et des dépenses publiques d'éducation (DPE) par région.<sup>a</sup>

Région	Période				
	1960	1965	1970	1974	1976
<b>Afrique</b>					
PNB	63037,4	78777,0	103911,1	130626,3	140120,0
Taux de croissance du PNB	-	+ 4,6	+ 5,7	+ 5,9	+ 3,6
DPE	1642,7	2714,1	4195,0	5881,9	7137,7
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,6	+ 9,1	+ 8,8	+10,1
% des DPE par rapport au PNB	2,6	3,4	4,0	4,5	5,1
<b>Afrique (pays de l'OPEP exclus)</b>					
PNB	-	-	66122,40	78397,10	75330,00
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 4,34	- 2,01
DPE	-	-	2690,10	3463,20	3676,10
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 6,52	+ 3,02
% des DPE par rapport au PNB	-	-	4,07	4,42	4,88
<b>Afrique -- pays de l'OPEP</b>					
PNB	-	-	37788,70	52229,20	64790,00
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 8,42	+ 10,94
DPE	-	-	1504,90	2418,70	3461,60
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 12,59	+ 19,63
% des DPE par rapport au PNB	-	-	3,98	4,63	5,34
<b>Amérique du Nord</b>					
PNB	1042148,0	1325475,3	1577622,9	1847774,1	1877400,0
Taux de croissance du PNB	-	+ 4,9	+ 3,5	+ 4,0	+ 0,8
DPE	40366,0	71118,8	103826,0	119216,9	116209,0
Taux de croissance des DPE	-	+ 12,0	+ 7,9	+ 3,5	- 1,3
% des DPE par rapport au PNB	3,9	5,4	6,6	6,4	6,2
<b>Amérique latine</b>					
PNB	151167,7	193481,4	254669,0	342217,5	368190,0
Taux de croissance du PNB	-	+ 5,1	+ 5,6	+ 7,7	+ 3,7
DPE	3149,7	5829,5	7877,5	11269,0	11776,4
Taux de croissance des DPE	-	+ 13,1	+ 6,2	+ 9,4	+ 2,2
% des DPE par rapport au PNB	2,1	3,0	3,1	3,3	3,2



<b>Asie</b>					
PNB	312011,1	449935,9	653262,2	917527,8	1028479,20
Taux de croissance du PNB	-	+ 7,6	+ 7,7	+ 8,9	+ 5,90
DPE	9832,8	16572,9	25267,1	39593,8	50124,00
Taux de croissance des DPE	-	+ 11,0	+ 8,8	+ 11,9	+ 12,50
% des DPE par rapport au PNB	3,2	3,7	3,9	4,3	4,90
<b>Asie (pays de l'OPEP et Japon exclus)</b>					
PNB	-	-	166259,30	256381,80	274498,20
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 11,40	+ 3,50
DPE	-	-	6374,80	8132,50	10052,30
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 6,30	+ 11,20
% des DPE par rapport au PNB	-	-	3,83	3,17	3,66
<b>Asie -- pays de l'OPEP</b>					
PNB	-	-	79281,8	131350,70	180081,00
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 13,50	+ 17,10
DPE	-	-	2828,1	4229,80	9482,90
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 10,60	+ 49,70
% des DPE par rapport au PNB	-	-	3,57	3,22	5,27
<b>Europe -- pays à planification centrale</b>					
PNB	-	-	831562,20	985940,60	106487,60
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 4,35	+ 3,92
DPE	-	-	51527,60	66423,30	70891,70
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 6,55	+ 3,30
% des DPE par rapport au PNB	-	-	6,20	6,74	6,66
<b>Europe et URSS</b>					
PNB	1459052,5	1855603,2	2328045,9	2782206,4	2888236,0
Taux de croissance du PNB	-	+ 4,9	+ 4,6	+ 4,6	+ 1,9
DPE	58915,6	95240,9	119864,5	160029,9	173261,8
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,1	+ 4,3	+ 7,5	+ 4,0
% des DPE par rapport au PNB	4,0	5,1	5,15	5,7	6,0
<b>Océanie</b>					
PNB	47952,5	64827,9	81811,3	101161,4	112445,7
Taux de croissance du PNB	-	+ 6,2	+ 4,8	+ 5,4	+ 5,4
DPE	-	+ 10,7	+ 9,2	+ 14,7	+ 6,5
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,7	+ 9,2	+ 14,7	+ 6,5
% des DPE par rapport au PNB	2,9	3,6	4,4	6,2	6,4

Table 5. Suite.

	Période				
	1960	1965	1970	1974	1976
<b>Pays en développement</b>					
PNB	380574,00	485917,00	604121,00	860575,00	962889,00
Taux de croissance du PNB	-	+ 5,00	+ 4,40	+ 9,20	+ 5,80
DPE	8930,60	14933,00	21275,40	29513,20	38449,20
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,80	+ 7,30	+ 8,50	+ 14,20
% des DPE par rapport au PNB	2,35	3,07	3,52	3,43	3,99
<b>Pays en développement (pays de l'OPEP exclus)</b>					
PNB	-	-	464389,00	639919,00	684588,00
Taux de croissance du PNB	-	-	-	+ 8,20	+ 3,40
DPE	-	-	15876,50	21811,00	23878,00
Taux de croissance des DPE	-	-	-	+ 8,20	+ 4,60
% des DPE par rapport au PNB	-	-	3,42	3,40	3,49
<b>Pays industrialisés</b>					
PNB	2694795,20	3482183,70	4395201,40	5260938,50	5451982,0
Taux de croissance du PNB	-	+ 5,30	+ 4,80	+ 4,60	+ 1,8
DPE	106384,80	178887,80	243396,20	312791,10	327223,5
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,90	+ 6,40	+ 6,50	+ 2,3
% des DPE par rapport au PNB	3,95	5,14	5,54	5,95	6,0
<b>Ensemble des pays</b>					
PNB	3075369,2	3968100,7	4999322,4	6121513,5	6414870,9
Taux de croissance du PNB	-	+ 5,2	+ 4,7	+ 5,2	+ 2,4
DPE	115315,4	193820,8	264671,6	342304,3	365671,7
Taux de croissance des DPE	-	+ 10,9	+ 6,4	+ 6,6	+ 3,3
% des DPE par rapport au PNB	3,7	4,9	5,3	5,6	5,7

Adapté de : Eicher et Orivel 1980:70-74.

a. Le PNB et les DPE sont exprimés en millions de \$US au taux de 1976. Le taux de croissance est équivalent à la croissance annuelle en pourcentage.

Tableau 6. Amérique latine : dépenses publiques d'éducation en pourcentage du produit national brut et des dépenses publiques, 1960-1975.

	Dépenses publiques d'éducation en % du produit national brut				Dépenses publiques d'éducation en % des dépenses publiques			
	1960	1965	1970	1975	1960	1965	1970	1975
Argentine	1,9	2,9	1,9	2,7	-	23,4	14,4	18,8 <sup>c</sup>
Bahamas	-	2,2	5,5	5,4 <sup>b</sup>	-	14,8	23,2	22,9 <sup>b</sup>
Barbade	2,9	-	6,2	7,0	-	-	21,2	21,2 <sup>b</sup>
Bolivie	1,6	2,6	5,0	3,5	19,4	24,7	26,1	-
Brésil	2,0	2,4	2,8	3,7	10,5	11,9	10,8	21,1 <sup>c</sup>
Chili	3,9	3,4	5,1	3,7	-	15,1	22,0	12,0
Colombie	1,8	2,3	3,3	3,3 <sup>b</sup>	11,9	13,9	18,9	21,2 <sup>b</sup>
Costa Rica	4,2	4,6	5,2	6,9	29,6	29,0	31,8	-
El Salvador	2,8	2,8	2,8	3,2	-	21,9	26,2	22,2
Équateur	2,1	3,1	4,4	-	-	-	23,2	-
Guatemala	1,6	2,0	2,0	1,7 <sup>b</sup>	16,2	22,3	19,5	16,7 <sup>b</sup>
Guyane	3,0	4,4	4,7	8,0	12,1	14,0	16,0	15,2
Haïti	1,4	1,4	0,9	0,7 <sup>c</sup>	-	16,7	11,8	11,2 <sup>c</sup>
Honduras	2,1	2,9	3,2	3,4 <sup>c</sup>	-	27,2	20,3	20,3 <sup>c</sup>
Jamaïque	2,5	3,3	3,9	6,0	16,4	16,4	-	16,0
Mexique	1,3	2,4	2,6	4,0	-	8,2	8,5	11,1
Nicaragua	1,5	1,8	2,1	2,3 <sup>b</sup>	15,1	17,4	18,1	15,6 <sup>c</sup>
Panama	3,5	4,1	5,4	5,8	23,6	27,2	24,8	23,9
Paraguay	1,3	1,9 <sup>a</sup>	2,2	1,4 <sup>c</sup>	-	-	15,3	17,2 <sup>c</sup>
Pérou	-	5,1	3,8	3,9	-	18,1	20,3	16,6
Rép. dominicaine	-	2,7 <sup>a</sup>	2,9	-	-	14,5 <sup>a</sup>	15,9	-
Trinidad et Tobago	2,8	3,4	3,9	4,3 <sup>b</sup>	14,9	14,1	16,0	18,1 <sup>b</sup>
Uruguay	-	3,7	3,6	-	-	-	26,1	-
Venezuela	2,7	4,0	4,8	5,4	11,7	18,0	22,9	-
<b>Amérique latine (moy.)</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,7</b>	<b>4,1</b>	<b>16,7</b>	<b>18,4</b>	<b>19,7</b>	<b>17,9</b>

Source : Unesco 1977:527-530.

a. 1966; b. 1973; c. 1974; d. 1976.

Tableau 7. Amérique latine : dépenses publiques d'éducation, 1965-1975.

En % des dépenses publiques totales	Nombre de pays		
	1965	1970	1975
Moins de 10	1	1	0
10-14	5	3	3
15-19	4	5	6
20-24	3	5	6
25-29	2	1	0

En % du PNB	Nombre de pays		
	1965	1970	1975
Moins de 2	3	2	3
2-3	9	6	2
3-4	2	4	6
4-5	4	2	2
5 et plus	0	4	5

Adapté de : Unesco 1977:527-530.

Tableau 8. Amérique latine : distribution en pourcentage des dépenses publiques par niveau d'éducation, 1965-1975.

	Primaire			Secondaire			Supérieur			Autres		
	1965	1970	1975	1965	1970	1975	1965	1970	1975	1965	1970	1975
Argentine	49,8	30,4	27,0	23,9	30,3	40,8	16,9	21,0	30,2	9,4	18,4	2,0
Barbade	-	34,7	27,3	-	33,9	29,7	-	13,0	18,5	-	19,3	24,4
Bolivie	56,4	48,6	64,4	16,3	11,2	13,4	17,9	22,7	5,2	9,4	17,6	17,1
Brésil	-	-	45,5 <sup>e</sup>	-	-	16,9 <sup>e</sup>	-	-	23,6 <sup>e</sup>	-	-	14,0 <sup>e</sup>
Chili	35,7	33,7 <sup>d</sup>	34,9	17,9	14,9 <sup>c</sup>	13,5	25,6	37,9 <sup>c</sup>	25,2	20,8	13,4 <sup>c</sup>	26,5
Colombie	39,6	36,6	44,2 <sup>e</sup>	13,2	16,9	22,0 <sup>e</sup>	24,5	23,9	10,5 <sup>e</sup>	22,7	22,6	22,3 <sup>e</sup>
Costa Rica	60,4	51,2	37,2	16,7	18,9	22,4	11,5	10,5	24,4	11,0	19,4	16,1
El Salvador	66,6	57,9	-	9,5	11,8	-	11,6	21,4	-	12,3	8,9	-
Équateur	41,3	45,9	-	21,1	41,0	-	32,3	9,9	-	5,3	3,1	-
Guatemala	56,3 <sup>b</sup>	58,0	53,7 <sup>g</sup>	16,2 <sup>b</sup>	16,9	15,5 <sup>g</sup>	12,3 <sup>b</sup>	13,1	19,9 <sup>g</sup>	15,2 <sup>b</sup>	12,0	10,8 <sup>g</sup>
Guyane	71,4	46,5	44,8	-	34,4	33,3	-	14,7	16,8	12,9	5,3	6,1
Honduras	71,1	64,2	-	15,2	15,4	-	10,3	12,2	-	3,4	8,2	-
Jamaïque	49,4	44,7	35,7	27,9	35,6	32,3	9,9	8,8	19,8	12,8	10,8	12,3
Mexique	42,2	50,9	45,2	12,5	27,2	31,1	12,7	10,4	12,6	32,6	11,5	11,2
Nicaragua	60,9	57,9	-	17,3	17,6	-	7,1	10,0	-	14,7	14,4	-
Panama	51,6	38,9	39,1	23,5	18,7	23,5	8,9	10,8	12,6	16,0	31,6	24,6
Paraguay	68,6 <sup>a</sup>	64,8	56,5	16,0 <sup>a</sup>	17,1	15,1	15,0 <sup>a</sup>	16,5	17,9	0,4 <sup>a</sup>	1,7	10,5
Pérou	41,8	41,4 <sup>c</sup>	40,0 <sup>f</sup>	18,1	24,0 <sup>c</sup>	21,5 <sup>f</sup>	13,5	15,7 <sup>c</sup>	15,7 <sup>f</sup>	26,6	18,9 <sup>d</sup>	22,8 <sup>f</sup>
Rép. dominicaine	44,8 <sup>a</sup>	41,1	42,0 <sup>g</sup>	15,6 <sup>a</sup>	21,0	22,9 <sup>g</sup>	25,4 <sup>a</sup>	20,7	22,0 <sup>g</sup>	14,2 <sup>a</sup>	17,2	13,1 <sup>g</sup>
Trinidad et Tobago	54,2	52,5	-	24,6	25,9	-	11,4	12,1	-	9,8	9,6	-
Uruguay	44,9	45,1	-	39,8	30,4	-	15,3	19,0	-	0,0	5,5	-
Venezuela	43,2	38,3	22,1	18,2	20,6	18,4	19,7	25,5	37,0	18,9	15,5	22,4
<b>Amérique latine (moy.)</b>	<b>52,5</b>	<b>46,8</b>	<b>41,2</b>	<b>18,8</b>	<b>23,0</b>	<b>23,3</b>	<b>15,9</b>	<b>16,7</b>	<b>19,5</b>	<b>13,5</b>	<b>13,6</b>	<b>16,0</b>

Source : Unesco 1977:559-561.

a. 1966; b. 1967; c. 1969; d. 1971; e. 1974; f. 1974; g. 1976.

Tableau 9. Amérique latine : dépenses par étudiant au primaire, secondaire et à l'université, années choisies<sup>a</sup> (\$US).

	Année	Primaire (A)	Secondaire		Université	
			(B)	C = B/A	(B)	C = B/A
Argentine	1974	124,4	273,7	2,2	522,5	4,2
Barbade	1970	90,8	1307,5	14,4	-	-
Bolivie	1970	29,5	53,1	1,8	274,4	9,3
Chili	1969	48,4	145,2	3,0	1524,6	31,5
Colombie	1973	16,3	26,1	1,6	122,3	7,5
Costa Rica	1970	68,9	151,6	2,2	323,8	4,7
El Salvador	1970	30,4	36,5	1,2	595,8	19,6
Équateur	1970	24,8	104,2	4,2	143,8	5,8
Guatemala	1970	38,5	77,0	2,0	258,0	6,7
Guyane	1970	34,0	54,4	1,6	1261,4	37,1
Honduras	1970	34,5	82,8	2,4	410,6	11,9
Jamaïque	1970	50,0	85,0	1,7	440	8,8
Mexique	1970	29,5	97,4	3,3	241,9	8,2
Nicaragua	1970	35,0	59,5	1,7	185,5	5,3
Panama	1971	78,9	134,1	1,7	394,5	5,0
Paraguay	1970	17,2	34,4	2,0	232,2	13,5
Pérou	1971	44,4	84,4	1,9	319,7	7,2
Rép. dominicaine	1970	21,1	73,9	3,5	354,5	16,8
Trinidad et Tobago	1970	61,9	123,8	2,0	1361,8	22,0
Uruguay	1970	102,7	154,1	1,5	811,3	7,9
Venezuela	1970	104,4	219,2	2,1	1252,8	12,0
<b>Amérique latine (moy.)</b>	-	-	-	2,8	-	12,3

Source : Unesco 1976:597-599.

a. On a inscrit l'année la plus rapprochée de 1970 au cours de laquelle les renseignements étaient disponibles.

Tableau 10. Chili : résultats de l'analyse discriminante multiple (MDA) de survie par l'analyse socio-économique.

Variables	Pondération selon la MDA		
	Échantillon total	Niveaux socio-économiques	
		Faible	Élevé
Résultats moyens en 8 <sup>e</sup> année	0,73	0,75	0,80
Niveau socio-économique moyen de la classe	0,66	0,53	0,47
Niveau socio-économique individuel	0,58	0,41	0,25
Qualité de l'enseignement	0,56	0,39	0,47
Aspirations scolaires (classe)	0,55	0,45	0,43
Disponibilité des manuels (moyenne de la classe)	0,53	0,38	0,35
Télévision à domicile (moyenne de la classe)	0,47	0,30	0,26
Aspirations scolaires individuelles	0,45	0,37	0,25
Disponibilité individuelle des manuels	0,45	0,38	0,21
Formation des professeurs des matières de base	0,45	0,29	0,34
Pointage total, épreuve de 8 <sup>e</sup> année (individuel)	0,44	0,33	0,41
Pointage total, épreuve de 8 <sup>e</sup> année (moyenne de la classe)	0,31	0,15	0,25
Écart-type (classe)	0,23	0,30	0,05
Statut familial des professeurs des matières de base	0,18	0,06	0,13
Niveau de consommation de professeurs des matières de base	0,16	0,13	0,05
Population de la localité, 8 <sup>e</sup> année	0,18	0,03	0,03
Préférence pour les matières de base (individuel)	0,12	0,16	0,09
Lecture libre (individuel)	0,11	0,14	0,03
Système familial de valeur	0,09	0,19	0,02
Encouragement direct de la part des parents	0,05	0,12	0,01
Effectif de l'école (facteur)	0,05	0,07	0,15
Sexe de l'élève	0,01	0,03	0,01
Expérience d'enseignement du professeur des matières de base	0,01	0,07	0,07
Modernité de la collectivité (classe)	0,01	0,04	0,07
Écart-type aptitude verbale	0,01	0,01	0,05

Adapté de : Schiefelbein et Farrell. Nivel y Causas de la deserción en el nivel medio. Revista Educación, 68:1978.

Tableau 11. Colombie, régions urbaines : affectation des impôts et des subventions publiques à l'éducation parmi les groupes de revenu.

Classe de revenu (pesos/an)	Affectation des impôts (millions de pesos)		Subventions publiques à l'éducation (millions de pesos)	Subventions en % des impôts		Subventions publi- ques à l'éducation publique <sup>a</sup> (millions de pesos)	Subventions en % des taxes	
	Alt. 1	Alt. 2		Alt. 1	Alt. 2		Alt. 1	Alt. 2
0-6000	23	14	71	309	507	73	317	521
6000-12000	183	119	217	119	182	235	128	197
12000-18000	438	306	370	84	121	421	96	138
18000-24000	658	454	530	81	117	596	91	131
24000-30000	560	392	413	74	105	471	84	120
30000-36000	548	382	345	63	90	393	72	103
36000-48000	949	688	477	50	69	661	70	96
48000-60000	826	590	410	50	69	607	73	103
60000-72000	675	517	301	45	58	528	78	102
72000-84000	616	455	163	26	36	358	58	79
84000-120000	1500	1137	196	13	17	589	39	52
120000-180000	1405	1897	189	13	10	593	42	31
180000-240000	1048	1628	62	6	4	287	27	18
240000 et plus	2894	4225	69	2	2	313	11	7

Source : Jallade 1974:38.

a. Les données dans cette colonne ont été obtenues en multipliant les inscriptions totales (enseignement public et privé) par la subvention par élève dans le secteur public.

Tableau 12. Colombie, régions rurales : affectation des impôts et des subventions publiques à l'éducation parmi les groupes de revenu.

Classe de revenu (pesos/an)	Affectation des impôts <sup>a</sup> (millions de pesos)	Subventions publiques à l'éducation (millions de pesos)	Subventions en % des impôts
0-6000	200	191	96
6000-12000	327	207	63
12000-24000	372	154	41
24000-60000	225	72	32
60000-120000	87	12	14
120000-240000	31	1	3
240000 et plus	38	3	8

Source : Jallade 1974:39.

a. Dans les régions rurales de la Colombie, seule l'affectation des impôts correspondant à l'alternative de la progressivité minimale, soit l'alternative excluant les droits d'exportation du café a été utilisée, parce que seule une fraction négligeable de ces droits est versée au revenu général; la majorité de ces droits est versée à des activités relatives au café.

Tableau 13. Ensemble de la Colombie : affectation des impôts et des subventions publiques à l'éducation parmi les groupes de revenu.

Classe de revenu (pesos/an)	Nombre de ménages (%)	Affectation des impôts (millions de pesos)	Subventions publiques à l'éducation (millions de pesos)	Subventions en % des impôts
0-6000	19,0	223	262	117
6000-12000	20,2	510	424	83
12000-24000	24,9	1468	1054	72
24000-60000	22,9	3108	1717	55
60000-120000	8,8	2878	672	23
120000-240000	3,4	2484	252	10
240000 et plus	0,8	2932	72	2

Source : Jallade 1974:40.

Tableau 14. Ensemble de la Colombie : subventions publiques pour trois niveaux d'enseignement en proportion des impôts distribués parmi les groupes de revenu.

Classe de revenu (pesos/an)	Nombre de ménages (%)	Subventions publiques au primaire en % des impôts	Subventions publiques au secondaire en % des impôts	Subventions publiques à l'université en % des impôts
0-6000	19,0	109	9	0
6000-12000	20,2	77	4	2
12000-24000	24,9	49	18	5
24000-60000	22,9	22	20	14
60000-120000	8,8	4	7	12
120000-240000	3,4	1	3	6
240000 et plus	0,8	-	1	1

Source : Jallade 1974:41.



Tableau 15. Incidence fiscale et distribution d'après les revenus des parents de l'étudiant<sup>a</sup>.

Classe de revenu (shillings/an)	% de revenu retenu par les impôts indirects seulement	% de revenu retenu par tous les impôts (directs et indirects)	% des payeurs de taxes dans cette classe	% des taxes payées par les payeurs de taxes dans cette classe	Revenu des parents des étudiants = % des avantages		
					Primaire	Secondaire	Université de Nairobi
0-2400	8,7	12,5	90,5	67,9	70,7 (1222)	74,7 (336)	60,2 (138)
2400-3600	7,3	10,9	5,4	8,8	3,8 (66)	4,0 (18)	2,2 (5)
3600-4800	5,4	8,1	1,3	2,2	6,2 (108)	4,9 (22)	2,2 (5)
4800-6000	4,6	7,6	0,7	1,4	5,6 (97)	4,4 (20)	11,8 (27)
6000-8400	4,8	8,2	0,5	1,5	6,2 (107)	4,7 (21)	11,8 (27)
8400-12000	5,9	9,5	0,5	2,4	1,9 (33)	1,8 (8)	2,2 (5)
12000-16800	4,5	8,8	-	-	3,4 (58)	0,9 (4)	-
16800-24000	5,5	9,0	1,1	15,7	0,8 (14)	2,2 (10)	9,6 (22)
24000 et plus	4,4	11,9	-	-	1,4 (24)	2,4 (11)	-

Source : Fields 1975:252.

a. Nombre d'étudiants entre parenthèses.

Tableau 16. Dépenses publiques par élève du primaire et de l'université, 1976<sup>a</sup>.

Région	Université	Primaire	Rapport entre l'université et le primaire
Afrique sub-saharienne	3819	38	100,5
Amérique latine et Caraïbes	733	91	8,1
Asie de l'Est	471	54	8,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3106	181	17,2
Pays industrialisés	2278	1157	2,0
Sud de l'Asie	117	13	9,0
URSS et Europe de l'Est	957	539	1,8

Source : Banque mondiale 1980:tableau 5.1.

a. Les chiffres indiqués sont des moyennes (pondérées selon les inscriptions) de coûts (en dollars de 1976) dans les pays et dans chaque région pour lesquels des données étaient disponibles.

Tableau 17. Structure des revenus des diplômés universitaires par matière<sup>a</sup>.

Pays	Agriculture	Génie	Sciences	Médecine	Sciences sociales	Lettres	Économie	Arts	Droit
Iran	108	122	94	-	-	82	94	-	-
Malaisie	89	95	83	118	-	-	112 <sup>d</sup>	83	89
Philippines	64	117 <sup>b</sup>	78	-	-	-	95 <sup>c</sup>	86	151
Royaume-Uni	-	100	93	-	105	-	-	104	-
Tanzanie	97	108	93	120	-	-	-	112	93
Zambie	79	87	93	90	104	104	109 <sup>c</sup>	-	137

Adapté de : Psacharopoulos 1979:63.

a-d : a, pour toutes les matières base de l'indice = 100; b, moyenne du génie civil, mécanique et chimique; c, gestion des affaires; d, comptabilité.

Tableau 18. Taux de chômage par niveau de scolarité.

Pays	Illettrés	Primaire	Secondaire	Université
Argentine	3,8	4,3	5,7	3,3
Ceylan	7,1	n.d.	11,8	2,3
Colombie	11,5	15,3	14,9	13,2
Inde	1,2	2,7	7,0	2,8
Iran	10,0	8,1	13,0	2,6
Kenya	21,0	21,0	13,0	17,0
Malaisie	10,4	19,5	30,9	15,5
Syrie	4,3	n.d.	11,7	4,4
Venezuela	4,3	7,0	10,2	2,3

Source : Psacharopoulos 1975:156.

